Enabel

Rapport Résultats 2020

Programme d'Appui au Développement de l'Elevage PRADEL Kiyo Arziki

Niger

NER1606911

Belgian development agency

enabel.be

Table des matières

1 ACRONYMES 4

2 APERÇU DE L'INTERVENTION 6

2.1 2.1. FICHE D'INTERVENTION 6

2.2 AUTO-ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE 8

2.2.1 Pertinence 8

2.2.2 Efficacité 8

2.2.3 Efficience 9

2.2.4 Durabilité potentielle 9

2.2.5 Conclusions 10

3 SUIVI DES RÉSULTATS 12

3.1 EVOLUTION DU CONTEXTE 12

3.1.1 Contexte général et institutionnel 12

3.1.2 Contexte de gestion 13

3.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME 15

3.2.1 Progrès des indicateurs 15

3.2.2 Analyse des progrès réalisés 16

3.3 PERFORMANCE DES OUTPUTS DE L'OUTCOME 1 24

3.3.1 Progrès des indicateurs des outputs (résultats) de l'outcome (ou objectif spécifique) 1 : 24

3.3.2 État d'avancement des principales activités 25

3.3.3 Analyse des progrès réalisés 26

3.4 PERFORMANCE DES RÉSULTATS DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE 2 37

3.4.1 Progrès des indicateurs 37

ND= Non disponible (sera évalué en fin d'année). NA = Non applicable 37

3.4.2 État d'avancement des principales activités 38

3.4.3 Analyse des progrès réalisés 38

3.5 PERFORMANCE DES OUTPUTS DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE 3 43

3.5.1 Progrès des indicateurs 43

3.5.2 État d'avancement des principales activités 44

3.5.3 Analyse des progrès réalisés 45

3.6 PERFORMANCE DES OUTPUTS DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE 4 47
3.6.1 Progrès des indicateurs 47
3.6.2 État d'avancement des principales activités 49
3.6.3 Analyse des progrès réalisés 49
4 SUIVI BUDGÉTAIRE 60
5 RISQUES ET PROBLÈMES 61
6 SYNERGIES ET COMPLÉMENTARITÉS 86
6.1 AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE 86
6.2 AVEC LES PROJETS POUR TIERS. 86
6.3 AUTRES SYNERGIES ET COMPLÉMENTARITÉS 86
7 THÈMES TRANSVERSAUX 87
7.1 ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE 87
7.2 GENRE 87
7.3 DIGITALISATION 87
8 LEÇONS APPRISES 88
8.1 LES SUCCÈS 88
8.2 LES DÉFIS 88
8.3 QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATÉGIQUE 89
8.4 SYNTHÈSE DES ENSEIGNEMENTS TIRÉS 89
9 PILOTAGE 90
9.1 MODIFICATIONS APPORTÉES À L'INTERVENTION 90
9.2 DÉCISIONS PRISES PAR LE COMITÉ DE PILOTAGE ET SUIVI 91
9.3 RÉORIENTATIONS STRATÉGIQUES ENVISAGÉES 98
9.4 RECOMMANDATIONS 98
10 ANNEXES 99
10.1 CRITÈRES DE QUALITÉ 99
10.2 CADRE LOGIQUE ET/OU THÉORIE DE CHANGEMENT MIS À JOUR 104
10.3 APERÇU DES MORE RESULTS 110
10.4 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » 110

1 Acronymes

ANFICT	Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales
AVAPR	Animatrice Villageoise en Aviculture et Petits Ruminants
AviNiger	Entreprise Ferme Avicole du Niger
BAGRI	Banque Agricole du Niger
CAPAN	Collectif des Associations Pastorales du Niger
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CES/DRS	Conservation des Eaux et des Sols /Défense et Restauration des Sols
CT	Collectivité Territoriale
CTR	Comité Technique Régional
COPIL	Comité de Pilotage
CVA	Chaine de valeur animale
DDEL	Direction Départementale de l'Elevage
DGPIA	Direction Générale de la Production et des Industries Animales
DNPG CA	Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires
DPPD	Document de planification pluriannuelle des dépenses
DREL	Direction Régionale de l'Elevage
FISAN	Fonds d'Investissements pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
GEIC	Groupement d'Entreprises Intégrées et Collaboratives
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
IMF	Institution de Micro Finance
INRAN	Institut National de Recherche Agronomique
IP	Interprofession
IPBVPC	Interprofession Bétail Viande Peaux et Cuirs
IRC	Intervention Renforcement de Capacités
MAGEL	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
OPEL	Organisation Professionnelle d'Elevage

OSV	Observatoire de suivi de la vulnérabilité
PAP	Programme Annuel de Performance
PFI	Cabinet d'Etudes Partners For Innovation
PEPA	Projets économiques /plans d'affaires
PME	Petite et moyenne entreprise
PTF	Partenaire Technique et Financier
RECA	Réseau des Chambres d'Agriculture
RNA	Régénération naturelle assistée
SAF	Schéma d'Aménagement Foncier
SAHEL	Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Elevage et de l'Environnement
SCAP-RU	Système communautaire d'alerte précoce et de réponse aux urgences
SCEL	Service Communal de l'Elevage
SIMB	Système d'Information sur les Marchés à Bétail
STD	Service Technique Déconcentré de l'Etat
STDEL	Service Technique Déconcentré de l'Etat en charge de l'Elevage
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UBT	Unité Bétail Tropical
TPE	Très petite entreprise
VSF -B	Vétérinaires Sans Frontière Belgique

2 Aperçu de l'intervention[1]

2.1 2.1. Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme d´appui au développement de l´élevage – PRADEL – Kiyo Arziki
Code de l'intervention	NER 16 069 11
Localisation	Niger, Région de Dosso, Région de Tahoua
Budget	16 542 000 euros dont 14 000 000 euros contribution belge Et 2 542 000 euros contribution nigérienne
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAGEL)
Date de début de la Convention spécifique	07/09/2017
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	24 janvier 2018
Date prévue de fin d'exécution	23 janvier 2022
Date de fin de la Convention spécifique	06 septembre 2022
Groupes cibles	• Les populations qui sont impliquées dans des activités liées à l´élevage familial (pasteurs, agro-pasteurs, agro-éleveurs et leurs familles, les professionnels des filières animales…) ; • Les organisations d´éleveurs et d´éleveuses ; • Le Réseau des Chambres d´Agriculture (RECA) et ses chambres régionales (CRA) • Le Ministère de l'Agriculture et de l´Elevage (MAGEL) – entités en charge de l'élevage, et ses services déconcentrés ; • Les Collectivités Territoriales ; • Les structures du Code rural ; • Les autres services déconcentrés du secteur rural ; • Le secteur privé ; • Les structures interprofessionnelles ; • Les ONGs d´appui.

1 « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.

Impact[2]	« Contribuer à rendre les systèmes d'élevage plus résilients, durables et performants ».
Outcome	• OS1 : Les chaînes de valeur inclusive liées à l´élevage sont développées pour créer des emplois, surtout pour les jeunes et les femmes ; • OS2 : L´accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement • OS3 : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées • OS4 : La gouvernance du secteur est améliorée
Outputs	<u>OS1 : Les chaînes de valeur inclusive liées à l´élevage sont développées</u> • R 1.1. Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l'angle genre/jeunes) sont mise en œuvre pour les 2 régions • R 1.2. Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés • R1.3. L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est promu et accompagné • R 1.4. Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels • R 1.5. La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées <u>OS2 : L´accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement</u> • R 2.1. Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus dans leur vocation • R 2.2 Les systèmes et les canaux d´information et communication utilisés par les éleveurs et les autres acteurs des chaînes de valeur prioritaires sont renforcés <u>OS3 : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées</u> • R 3.1. Les capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) sont renforcées pour mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs • R 3.2. Des modèles et actions spécifiques en élevage sont développées, capitalisées, et mises en œuvre pour renforcer la résilience des (agro) éleveurs vulnérables en cas de crise. <u>OS4 : La gouvernance du secteur est améliorée</u> • R 4.1. Les connaissances dans le secteur sont améliorées et alimentent l'élaboration des stratégies et les politiques • R 4.2. La coordination et la communication dans le secteur sont renforcées • R 4.3. Les capacités organisationnelles des acteurs publics sont renforcées pour mieux jouer leur rôle dans le secteur • R 4.4. Les capacités des OPELs faitières sont renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs • R 4.5. Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-

2 L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

	éleveurs défavorisés sont promus.
Année couverte par le rapport	Janvier à décembre 2020

2.2 Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	B

Les populations du Niger en général et les éleveurs en particulier restent confrontés à une insécurité alimentaire importante. Dans le même temps la problématique de l'amélioration des revenus et des emplois se pose avec acuité dans un contexte d'explosion démographique et d'importance des effets des changements climatiques. Le sous-secteur de l'élevage dispose d'un énorme potentiel de développement mais connait les mêmes contraintes et fait face aux défis (productivité, santé, alimentation, etc.). Le PRADEL, qui vise à contribuer à réduire l'insécurité alimentaire et à contribuer/consolider les emplois et les revenus des populations liées à l'levage, reste donc pertinent tant dans sa conception et que dans sa mise en œuvre par rapport aux besoins du groupe cible. Son cœur de métier qui est l'approche chaîne aborde la compétitivité des chaînes de valeur et la création de revenus et d'emplois décents, surtout pour les femmes et les jeunes de manière holistique (renforcement de capacités, financement, changement de comportement, mise en réseau, entreprenariat). Par ailleurs, il est clair que le PRADEL reste fortement aligné sur les politiques nationales du Niger et la stratégie belge et dispose d'une logique d'intervention qui est bien appropriée. Cependant des améliorations sont possibles aussi au niveau de la formulation d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses. L'alignement intégral par exemple en matière de financement pose des difficultés importantes pour certaines cibles du programme.

1.1.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Les inquiétudes soulevées par l'évaluation à mi-parcours ont été abordées par le projet durant l'année 2020. Une réduction du portefeuille des bénéficiaires pour les prestataires a été opérée afin de le rendre compatible avec les moyens humains mis en œuvre. Les services de l'élevage ont été mis à contribution de façon plus importante dans l'encadrement /suivi des promoteurs.

En dehors, de quelques restrictions, les outcomes connaissent un bon niveau de réalisation (accroissement des productions, de la transformation, des marges nettes, réduction des conflits agriculteurs-éleveurs, pilotage et suivi & évaluation du secteur, concertation des acteurs, etc.). La dynamique en cours en matière de financement et de renforcement de la qualité du conseil permettra encore d'améliorer les performances actuelles. L'intervention à démontrer une capacité d'anticipation et d'adaptation de ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. C'est le cas par exemple, de l'approche conseil par groupe restreint ou des travaux HIMO par groupe restreint qui ont permis la poursuite de l'exécution des marchés publics pendant la période de la COVID19. C'est aussi le cas du recrutement anticipé des IMF qui a permis de faire des avancées importantes pour la région de Tahoua tout comme le cas de l'approche Termes de référence pour la mise en œuvre de certaines activités en lieu et place d'une procédure subside trop longue et procédurière.

1.1.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

En dépit de quelques retards constatés, la plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs. S'appuyant sur les recommandations de l'évaluation à mi-parcours, le projet a revu ses ambitions en termes de portefeuille de bénéficiaires, a transféré des activités au projet IRC. Concernant l'objectif spécifique 1, le projet s'est davantage concentré sur un noyau de promoteurs. Aussi, il s'est consacré au transfert des activités au MAGEL et à la finalisation des activités des objectifs spécifiques 3 et 4.

En conséquence, les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing. Les efforts à intensifier davantage concernent surtout les activités du financement agricole et des investissements publics, le renforcement de la fonctionnalité des structures de gestion des aménagements.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

En matière d'aménagements pastoraux par exemple, des dispositions sont mises en œuvre pour assurer l'adhésion des populations au processus de changement dans le cadre de l'ingénierie sociale mettant un accent particulier sur l'information/sensibilisation, la concertation entre tous les acteurs des

aménagements pastoraux. Des accords sociaux sont signés concernant les aménagements à réaliser de même que des dispositifs de gestion mis en place ou prévus avec un volet important de contrôle de mise en valeur par les commissions foncières.

Sur le plan économique, le dispositif d'encadrement de proximité des promoteurs privés à travers des conseillers production et en entreprenariat installés dans les bassins d'intervention, l'élaboration de plans d'affaires préalables et leur soumission à des professionnels de financement constituent des mesures qui concourent à la réussite, à la viabilité économique et à la durabilité des activités économiques. Il en est de même de la mise en réseau des promoteurs prévue dans la stratégie du Programme.

Sur le plan politique, le programme bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions. Le comité de pilotage est bien fonctionnel, la mobilisation des services techniques dans la mise en œuvre des activités est effective, et la volonté politique se manifeste toujours lorsque des décisions importantes doivent être prises pour la bonne marche du Programme.

Toutefois, il faut reconnaitre que la rentabilité de certains projets pilotes modèles reste à confirmer dans le cadre de l'accompagnement mis en place (suivi des recettes, des dépenses, etc.). En effet, la capacité des bénéficiaires à prendre en charge les nouvelles activités selon une logique de type commercial, après un accompagnement court est un gros défi pour le PRADEL. Par ailleurs, les changements de comportements prennent du temps dans un environnement encore largement dominé par une gestion traditionnelle des exploitations. Les 12 mois supplémentaires permettront de renforcer cet aspect, surtout que des prestataires sont déjà recrutés et ne cessent d'accompagner les promoteurs sur le terrain.

La gestion durable des infrastructures par les collectivités territoriales reste également un défi dont la réussite dépend encore beaucoup du leadership des responsables communaux.

Enfin, concernant l'objectif spécifique 4, de bons résultats sont obtenus mais la pérennité de certains en l'absence de l'appui du projet reste fragile (ex: gouvernance participative qui dépend de financements externes pour le moment même si leur mise à l'échelle est envisagée par l'état).

1.1.5 Conclusions

Après trois ans de mise en œuvre, le PRADEL a atteint sa vitesse de croisière en 2020 et montre des résultats tangibles sur le terrain.

- Les efforts consentis dans le cœur de métier du programme qui est le développement des chaînes de valeur animales se concrétisent avec **l'accroissement des quantités produites, transformées et commercialisées des différents produits.** Ainsi, les quantités de viande produite et d'œufs connaissent des taux de croissance respectivement de 34% et de 28% par rapport à l'année 2019 tandis que la quantité de viande transformée, quant à elle, connaît un taux de croissance de -14% entre 2018 et 2019.
  Les acteurs connaissent également **une amélioration de leurs marges bénéficiaires** (29% pour les producteurs, 88% pour les transformateurs et 56% pour les commerçants) même si l'évolution de ces marges reste largement en défaveur des producteurs.
  L'estimation auprès de 1427 promoteurs appuyés par le Programme permet de conclure que près de 3 743 emplois ont été créés ou consolidés.

  Ces performances en chiffres sont à mettre à l'actif d'une amorce de changement dans les pratiques d'élevage chez certains promoteurs (amélioration de la santé, de l'alimentation, de l'hygiène, mise en place de cahiers de gestion dans certains cas, etc.) mais également en termes d'adoption de mesures de bonnes pratiques d'hygiène dans les activités de transformation. En En plus du conseil, l'amélioration de l'accès à la santé animale contribue également aux résultats ci-dessus avec **désormais huit (8) services vétérinaires privés de proximité (SVPP)** qui sont plus fonctionnels avec l'appui du Programme et qui offrent des services pour lesquels le taux de satisfaction des usagers a été estimé à 80%.

  Ces changements restent toutefois encore précaires et méritent d'être consolidés en poursuivant le conseil de proximité sur les plans technique, organisationnel et entrepreneurial et le renforcement de la fonctionnalité des groupements d'entreprises intégrées et collaboratives (GEIC), approche novatrice porteur d'espoirs**.**

  Il importe de noter que le financement des initiatives privées connait cependant un retard, surtout dans la région de Dosso. Toutefois, à Tahoua, la dynamique a été amorcée et a **déjà permis de financer 47 projets économiques privés par l'IMF Yarda Tarka Magia** qui a montré un réel engagement et une volonté de partenariat efficace qu'il convient de capitaliser et de valoriser à une plus grande échelle. Par ailleurs, une nouvelle dynamique est visible à la Direction Générale du FISAN qui vient de signer des conventions de partenariat avec 3 nouvelles institutions de microfinance (IMF) pour la région de Dosso.

- Le deuxième pilier du programme a atteint un niveau important de résultats, **l'accès durable et apaisé aux ressources pastorales s'étant accru considérablement avec une baisse des conflits agriculteurs-éleveurs**

- **dans la zone d'intervention de qui passe de - 6% en 2019 à - 20% en fin 2020**. Les contributions du programme sont diverses et viennent des activités d'ingénierie sociale, de sensibilisation sur le code pastoral et la prévention des conflits, de la réalisation de 318 km de couloirs de passage, de la restauration de 1736 ha d'aires de pâturage, etc**.** On note des changements positifs avec le recours de plus en plus fréquent aux cadres légaux pour le règlement des conflits, une meilleure prise de conscience sur la gestion concertée des ressources pastorales. Là également, il faut noter que quelques cas de remise en cause des accords sociaux de gestion pérenne des aménagements, rappelant ainsi la nécessaire renforcement de la fonctionnalité durable des structures locales de gestion et/ou de veille ainsi que le renforcement de l'efficacité de l'autorité de l'Etat.
- **En matière de résilience**, l'action du programme a permis de renforcer davantage les capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) en matière de prise en compte de la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs. **L'ensemble des collectivités partenaires sont dotés désormais de plans de contingence multirisques.** Elles connaissent ainsi les principales catastrophes et menaces auxquelles elles peuvent faire face et qu'elles sont les actions à prendre par les différents acteurs. La valorisation de ces plans de contingence est effective dans certaines communes dans la mesure où certains PTF s'y réfèrent pour leurs interventions. A titre exceptionnel, 100 kits caprins, soit 500 têtes, ont été mis en place au profit de 100 ménages (en priorité les ménages dirigés par les femmes) pour contribuer à faire face aux conséquences des inondations qu'a connu le Pays cette année.
- **La gouvernance du secteur élevage continue de s'améliorer.**
  Les différents documents de **programmation et rapportage dans le cadre du budget programme sont élaborés dans les délais**, la digitalisation du système de suivi & évaluation a été enclenchée, les rapports des statistiques sectorielles bénéficient de plus d'harmonisation entre les intervenants de la chaine, **la communication du Ministère est plus active** avec l'édition du Journal Makkiyayi et le fonctionnement du site web, etc. Au régional, la **concertation des acteurs est effective et le partage d'informations** dans les deux régions du programme a été renforcé. Par ailleurs, au niveau des directions régionales et départementales, **le management participatif** permet aux différents de services d'échanger beaucoup d'informations du terrain, de collecter régulièrement les données servant à l'établissement de rapports, etc.
  D'importantes études stratégiques (Diagnostic et Appui institutionnel aux organisations professionnelles d'élevage- OPELs, 2 plans nationaux de développement des filières Lait et Aviculture) ont été finalisées et permettront un **meilleur pilotage du secteur de même qu'elles pourront servir à un dialogue** structuré avec les partenaires et les acteurs des filières concernées.

Fonctionnaire exécution nationale	Intervention Manager Enabel
Yacouba JIBIR	Kader NIAONE

3 Suivi des résultats[3]

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le contexte général et instititonnel de mise en oeuvre du PRADEL a été marqué en 2020 par les faits majeurs suivants:

- **Contexte général**

Au plan sanitaire : la pandémie de coronavirus et les mesures de gestion de cette pandémie prises par le Gouvernement et les différents partenaires ont affecté le secteur de l'élevage (accentuation de la réduction de la mobilité pastorale, perturbation des marchés à bétail, augmentation des risques de conflits agriculteurs-éleveurs dans les bassins de concentration, baisse des prix des animaux et des revenus des éleveurs dans certains cas, etc.). Ces conséquences ont été aggravées dans les zones où sévit déjà l'insécurité due aux attaques terroristes.

Au plan sécuritaire, tout comme en 2019, malgré les efforts déployés par le Gouvernement, la situation sécuritaire au Nord Tahoua demeure précaire avec l'état d'urgence maintenu dans les départements de Tillia et Tassara. Des incidents sécuritaires survenus ont également conduit à déclarer certaines zones d'intervention du programme comme des zones à risques (Allela, Bangui). A Dosso, la situation sécuritaire s'est dégradée dans certaines zones d'intervention, notamment le nord Loga et Dogondoutchi. Par ailleurs, les attaques terroristes du mois d'août 2020 de Kouré dans la région de Tillabéry à laquelle la Région de Dosso est frontalière ont modifié la carte sécuritaire de cette dernière.

Au plan social

Les inondations importantes qu'a connues le Niger ont également concerné les régions d'intervention du programme. Certains ménages ont ainsi perdu leur cheptel et connu la destruction de leurs habitats par ces inondations, entrainant ainsi la réduction de leurs revenus et la dégradation de la sécurité alimentaire et de leurs conditions de vie en général.

Au plan politique

L'organisation des élections présidentielles, législatives et locales a constitué un moment important de l'année 2020 avec parfois quelques incidences sur la disponibilité des acteurs locaux en fin d'année. Les effets restent cependant limités dans le fonctionnement du programme.

---

3 « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.

Aux niveaux institutionnel et organisationnel

Un changement de leadership est intervenu auprès de certains partenaires stratégiques du programme, notamment le Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnel.

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

En matière de marchés publics

Les marchés publics amorcés en 2019 ont pu être conclus et mis en exécution (stations de pompage pastorales, travaux CES/DRS, puits pastoraux, balisage de couloirs de passage, etc.). L'expérience de 2019 a permis également de lancer de nouveaux marchés publics en 2020 et d'éviter le nombre élevé de marchés infructueux (travaux de la laiterie de Gaya, équipements de la laiterie de Gaya, infrastructures structurantes complémentaires, etc.). Par ailleurs, la bonne coordination avec et la promptitude du siège d'Enabel ont permis une réduction sensible des délais de conclusion des marchés publics en 2020.

La loi de finances année 2020 a remis en cause la convention spécifique imposant la non exonération des marchés publics des droits de douane et taxes. Cela a entrainé par ailleurs une diminution des capacités budgétaires pour les activités.

En matière de convention de subside

Deux (2) conventions de subside ont été signées : (i) une convention avec le Fonds d'Investissement pour la sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN) pour le financement des promoteurs cibles du PRADEL ; (ii) une convention avec l'IMF Yarda Tarka Maggia pour une garantie des créances irrecouvrables et le renforcement de ses capacités à offrir des services financiers de qualité aux promoteurs cibles du PRADEL.

Le subside avec le FISAN vient confirmer encore l'alignement de la Belgique sur les politiques et outils nationaux.

Une autre convention de subside avec l'IMF Capital Finance à l'image de celle de Yarda Tarka Maggia a été engagée mais n'a toujours pas abouti du fait des lenteurs de Capital Finance à introduire une proposition d'action.

Une convention de subside avec le MAGEL a été initiée dans le cadre du transfert des activités des objectifs spécifiques 3 et 4 à ce ministère comme recommandé par l'évaluation à mi-parcours. Elle a été finalement abandonnée du fait des difficultés du MAGEL à obtenir l'autorisation d'ouverture de compte bancaire. Cet abandon est intervenu alors que l'UGP avait déjà mis beaucoup d'efforts pour l'aboutissement de la convention de subside (réalisation de l'analyse organisationnelle et institutionnelle, élaboration projet de convention de subside, etc.). Enabel devrait voir dans quelles mesures assouplir ses règles relatives aux subsides si elle envisage ces genres de collaboration avec les services publics centraux au Niger.
Rappelons également qu'en 2018 et 2019, deux conventions de subside ont été signées avec respectivement Vétérinaires Sans Frontières (VSF-Belgique) et l'Agence Nationale pour le Financement des Investissements des Collectivités Territoriales

(ANFICT). Leur mise en œuvre se poursuit relativement bien en dépit de quelques difficultés (COVID 19, faible dynamisme de certains maires, etc.).

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Le PRADEL est mis en œuvre selon la modalité de cogestion entre Enabel au Niger et le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAGEL). Cette modalité de gestion est appropriée et l'on connait un bon niveau de leadership et d'appropriation du Niger dans la mise en œuvre du Programme. Les sessions du COPIL sont bien tenues et les décisions prises sont mises en œuvre.

Au cours de 2020, le COPIL a fonctionné normalement et a autorisé l'entrée du FISAN et du Ministère en charge de l'entreprenariat des jeunes comme membres du COPIL.

3.2 Performance de l'outcome

3.2.1 Progrès des indicateurs[4]

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur obtenue Année 2019	Valeur obtenue 2020	Valeur cible 2020	Valeur cible finale
OUTCOME 1 : Les chaînes de valeur inclusives liées à l´élevage sont développées en vue de créer des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes					
I.1.1. Production de la viande dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg)	387 171	407 256	616 648	596 243	638 832
I.1.2. Production de lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (litre)	401 348	476 089	318 059	618 076	662 224
I.1.3. Production d'œufs dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (unité)	626 223	758 001	1 049 375	964 383	1 033 267
I.1.4. Quantité de Viande transformée dans les unités de transformation encadrées par le PRADEL (Kg)	1 202 022	1 461 310	1 285 405	1 851 113	1 983 336
I.1.5. Quantité de Lait transformée dans les unités de transformation encadrées par le PRADEL (litre)	153 865	95 903	316 916	236 952	253 877
I.1.6. Taux d'accroissement de la Marge nette des producteurs familiaux financés par le PRADEL	4%	-5%	29%	6,9%	7.4%
I.1.7. Taux d'accroissement de la marge nette des transformateurs familiaux financés par le PRADEL	37%	-4%	88%	57%	62%
i.1.8. Taux d'accroissement de la marge nette des commerçants familiaux financés par le PRADEL	39%	5%	56%	60%	64%

4

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur obtenue Année 2019	Valeur obtenue 2020	Valeur cible 2020	Valeur cible finale
I.1.9. Nombre d'emploi, équivalent- emploi crées et/ou consolidés par les entreprises financées par PRADEL	0	34	3 743	1 580	2 634
Objectif spécifique 2 : L´accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement					
II.1 Proportion de baisse des conflits liées à l'accès et au contrôle des ressources pastorales	Augmentation de 3%	Baisse 6%	Baisse de 20%	-25%	30%
II.2 Taux d'accès du bétail aux ouvrages hydrauliques réalisés par le PRADEL	0%	0%	0%	15%	25%
II.3 Taux d'accès du bétail à l'espace pastoral aménagé et sécurisé par le PRADEL	17%	23%	57%	30%	35%
II.4 Pourcentage des couloirs de passage de la zone d'intervention aménagés	58%	60%	67%	66%	71,3%
Objectif spécifique 3 : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées					
III.1. Degré de prise en compte des modèles revus ou développés dans les actions promues par le DNP/GCCA et les services techniques pour renforcer la résilience des (agro) éleveurs	Degré 1 : très peu d'actions sont basées sur les modèles développés ou revus	Degré 2 : quelques actions sont basées sur les modèles développés	Degré 2 : quelques actions sont basées sur les modèles développés	Degré 3 : la plupart des actions sont basées sur les modèles développés ou revus	Degré 3 : la plupart des actions sont basées sur les modèles développés ou revus
OUTCOME 4 : La gouvernance du secteur est renforcée					
IV.1. Evolution du niveau de la performance du MAG/EL dans les domaines du pilotage et de gestion du ministère (programmation, suivi et évaluation, coordination, communication, accompagnement des OPELs, GRH) (score de 1 à 4)	2/4	3,1/4	3,6/4	4/4	4/4
IV.2. Evolution de la capacité des communes d'intervention en maîtrise d'ouvrage des investissements structurant d'intérêt général et en transfert de leur gestion aux usagers du secteur de l'élevage (score de 1 à 4)	2/4	2,2/4	3,3/4	3,2/4	4/4

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Concernant l'outcome 1 (objectif spécifique 1) : Les chaînes de valeurs inclusives liées à l´élevage sont développées en vue de créer des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes.

Au cours de l'année 2020, le développement des chaînes de valeur animales amorcé en 2019 est rentré dans une phase plus active. En référence au document de suivi & évaluation (la baseline du programme), une enquête a été réalisée auprès de 405 bénéficiaires du PRADEL et a montré que ces acteurs ont amélioré

leurs performances en matière de production, de transformation et de commercialisation des produits animaux.

- **En matière de production**
  - La production de viande dans les unités économiques appuyées par le PRADEL s'est accrue en 2020 de 59% par rapport à 2018 (situation de référence) et de 34% par rapport à 2019.
  - Quant à la production de lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL, elle a connu un recul de -21% en 2020 par rapport à 2018 (situation de référence) et de - 50% par rapport à son niveau en 2019. Les raisons d'une telle contreperformance sont liées entre autres à la situation de la COVID 19 qui a entraîné une faible disponibilité de l'alimentation du bétail (mobilité réduite du bétail entrainant une concentration du cheptel dans certaines zones, etc.). Cependant, ce recul au niveau général doit être relativisé au regard des changements positifs de productivité dans certaines exploitations, notamment celles ayant bénéficié d'un accompagnement dans le test d'alimentation complète fournie par l'Entreprise AVINIGER. Le test auprès des producteurs de lait ayant bénéficié d'une alimentation spécifique à travers les aliments fabriqués par AVINIGER ont abouti à des performances qui démontrent du potentiel de progression des activités de production laitière auprès desdites exploitations familiales. A titre d'exemple, 15 femmes productrices de **lait à Togone ont pu améliorer la productivité de leur vache passant de 1,5l/traite à 3l/traite (environ 3l/j à 7l/j pour certaines femmes) selon les témoignages des bénéficiaires.**

  - **La production d'œufs** dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (unité) quant à elle, s'est accrue de 68% par rapport au niveau de départ de 2018 et de 28% par rapport à son niveau de 2019. Les importants appuis liés à l'alimentation, le conseil à travers les prestataires de services, les services techniques déconcentrés de l'Etat ainsi que les SVPP ont induit un changement important de la pratique dans l'aviculture traditionnelle avec la mise en réseau des acteurs, l'amélioration de l'alimentation, l'hygiène, la santé, etc.
    Les producteurs commencent ainsi à saisir la valeur ajoutée et adopter progressivement ces changements dans la pratique de l'élevage.

- **En matière de transformation des produits**, on observe une tendance haussière des quantités avec cependant un cas de léger repli.
  - **La quantité de viande transformée** dans les unités de transformation encadrées par le PRADEL s'est accrue de 7% par rapport à 2018 mais connait un recul de -14% par rapport à 2019. Les raisons d'un tel recul sont en cours d'investigation. Pour ce qui concerne la viande rouge et le Kilichi, le PRADEL a opéré des investissements importants dans le process et la qualité qui ont sensiblement amélioré les outils de production dans certaines unités économiques accompagnées par le programme (projets pilotes modèles).
  - **La quantité de Lait transformée** dans les unités de transformation encadrées par le PRADEL (litre) a été accrue de 106% par rapport à 2018 et de 66% par rapport à 2019.

Cette hausse des quantités transformées des produits est accompagnée de plusieurs changements dans les unités accompagnées. Ainsi, on constate une amélioration plus accrue de l'hygiène, du process, des outils en matière de séchage et de transformation (viande rouge et séchée, transformation du lait, etc.).
Des efforts importants doivent cependant être fournis pour maintenir cette tendance dans le changement des comportements.

- **En matière d'amélioration des marges nettes des acteurs**

Les appuis apportés dans l'amélioration de la qualité, de la productivité, de la visibilité, de la commercialisation et du marketing ont contribué à améliorer les marges bénéficiaires des acteurs accompagnés. En effet, à titre d'exemple, les femmes du groupement Adalchi ont bénéficié d'un appui à l'accès aux marchés avec leur participation au Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Environnement et de l'Elevage (SAHEL) et aux foires régionales. De plus l'unité de Adalchi a été accompagnée en équipements de production et d'emballage ce qui a sensiblement amélioré l'outil de production. Le plan réalisé et qui sera suivi pour la certification des produits et la mise aux normes de bonnes pratiques d'hygiènes (BPH) apportent des changements dans la pratique de productions et les performances économiques.

- **Le taux d'accroissement de la marge nette des producteurs** familiaux financés par le PRADEL s'est accru de 29% par rapport à 2020 après un recul 5% en 2019. Le niveau de marge nette reste cependant modeste et s'établit à une moyenne de 477 570 FCFA en 2020.
- **Le taux d'accroissement de la marge nette des transformateurs** financés par le PRADEL a, quant à lui, connu un bond important de 88% avec une marge nette moyenne qui s'établit à 8 370 970 FCFA, soit plus de 17,5 fois celle des producteurs.

  Ce bon cache toutefois des disparités importantes car les marges restent parfois faibles dans certains cas. A titre d'exemple, les femmes du groupement Adalchi ont pu doubler leur chiffre d'affaires dans la transformation et la vente de produits laitiers, notamment le formage traditionnel (Tchoucou) (même si le niveau de chiffres demeure encore faible).
- **Le taux d'accroissement de la marge nette des commerçants** financés par le PRADEL est de 56% avec une marge nette qui s'établit à une moyenne de 6 845 644 FCFA, soit plus de 14 fois celle des producteurs. Ce problème d'inéquité dans la chaîne de valeur est structurel et nécessite un travail de moyen et long terme. L'approche GEIC va s'attaquer à ce problème lorsque Les GEIC seront un peu mâtures. C'est également l'un des défis qui sera abordé dans le processus FaireNiger acté dans l'avenant du PRADEL.

  L'amélioration des marges permet ainsi d'améliorer les revenus des promoteurs accompagnés par le programme, leur permettant ainsi de faire face à leurs besoins (santé, éducation des enfants, etc.).

- **En matière de création/ consolidation d'emplois,**
  Les appuis apportés par le programme ont contribué à créer ou consolider les emplois. Ainsi, le nombre d'emploi, équivalent- emploi crées et/ou consolidés par les entreprises financées par PRADEL a été évaluée à 3 743.

  Les progrès et changements notés ci-haut traduisent la contribution des outputs (résultats) aux outcomes (objectifs spécifiques), notamment en termes d'augmentation du chiffre d'affaires, de consolidation et de création d'emplois, de professionnalisation des acteurs, d'amélioration de débouchés, d'amélioration de l'accès à la santé animale, des pratiques zootechniques, de l'alimentation etc.

  La stratégie de développement des chaines de valeur animales élaborée par Enabel et son partenaire MAGEL commence ainsi à montrer son efficacité et s'avère très pertinente pour la problématique de création d'emplois et de revenus pour les jeunes et les femmes. L'approche GEIC (groupement d'Entreprises Intégrées et Collaboratives) mérite ainsi d'être consolidée, poursuivie, capitalisée et valorisée. Par ailleurs, le volet financement agricole, bien qu'en retard, connaît une nouvelle dynamique avec la nouvelle équipe du FISAN, ce qui permettrait de renforcer ces acquis, surtout que certaines IMF ont montré une réelle volonté et capacité en matière de financement de la cible des exploitations familiales. Des expériences riches sont également à capitaliser et à valoriser dans ce volet aussi bien que dans le volet approche d'appui conseil et en entreprenariat.

Concernant l'outcome 2 (objectif spécifique 2) : : L´accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement

Les conditions pour l'accès sécurisé aux ressources pastorales sont améliorées dans les communes d'intervention du Programme.

- **La baisse des conflits liés à l'accès et au contrôle des ressources pastorales s'est poursuivie et de façon plus importante en passant de -6% en 2019 à – 20% en 2020.**
  Ces chiffres se traduisent par un changement dans les comportements de certains acteurs. Les populations font de plus en plus recours aux cadres formels de prévention et de gestion des conflits. Par ailleurs, il y a de moins en moins de transgression de la vocation de chaque ressource pastorale et on note une plus grande prise de conscience des différents acteurs sur la gestion durable et rationnelle des ressources pastorales. Il y a une libération plus concertée des champs et les éleveurs transhumants envahissent moins précocement les champs. Cela est à mettre à l'actif de plusieurs facteurs dont les émissions radiophoniques sur le code pastoral et la gestion des ressources (15 radios locales) et les fora de sensibilisation sur la gestion des ressources pastorales par la Direction de prévention des conflits du Ministère de l'agriculture et de l'élevage et par les commissions foncières avec l'appui du projet. Il y a aussi la contribution du balisage des couloirs de passage et des aires de pâturage, la réalisation des missions de contrôle du respect des limites et vocation des aires de pâturage et couloirs de passage sécurisés, les actions d'ingénierie sociale avec la mise en place des comités de veille et/ou de gestion, etc.

  Ces résultats forts intéressants sont souvent accompagnés malheureusement de cas de remise en cause des acquis. Il y' a donc nécessité de poursuivre la capitalisation des bonnes expériences et leur diffusion à plus large échelle.

- **L'accès aux ouvrages hydrauliques** reste une dimension importante de cet objectif spécifique 2 et ne connait pas encore une évolution notable car les réalisations du PRADEL sont encore en cours (six puits pastoraux cimentés et cinq stations de pompage pastorale).
  La problématique de l'accès aux ouvrages hydrauliques nécessite encore un accompagnement conséquent à la fois pour la question durable des ouvrages mais également pour le renforcement du maillage territorial au regard de la mobilité de plus en plus réduite du cheptel du fait des tracasseries et de l'insécurité.

- **Le taux d'accès du bétail à l'espace pastoral aménagé connait une légère augmentation passant de 23% à 57% entre 2019 et 2020.** La contribution du PRADEL a concerné surtout la réalisation des travaux de récupération de 100 ha d'aire de pâturage en 2019 et 1 736,34 ha en 2020.
  L'évaluation des travaux de récupération des terres de six sites a montré par exemple que les sites évalués ont produit 477,33 Tonnes de matière sèche pouvant servir au besoin alimentaire de 280.6 UBT au cours de cette année et que le rendement moyen de la production fourragère des sites évalués pour les deux régions est de 1859.72 kg.MS/ha. P*ar exemple, certains témoignages des populations à Intoughouzout (aire de pâturage restaurée dans la Commune de Tabalak) relèvent qu'ils n'ont jamais connu une telle abondance de pâturage sur leur plateau depuis plus de 30 ans.*

- **Le pourcentage des couloirs de passage aménagés de la zone d'intervention du programme est passé de 60% en 2019 à 67% en 2020.**
  L'aménagement des couloirs de passage a contribué à faciliter la mobilité pastorale et à réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs. La contribution du PRADEL provient surtout du fait que 105 Km de couloirs de passage ont été balisés en 2019 et 318 km en 2020.

  La baisse des conflits entre agriculteurs, l'accès amélioré aux ouvrages hydrauliques et à l'espace pastoral, la facilité améliorée de la mobilité pastorale confirme la maitrise par Enabel et du MAGEL de cette thématique et la validité des outils et méthodologies disponibles. Les fermetures de frontières, l'insécurité croissante et la précarité des dispositifs de gestion communautaire appellent à l'affinement de ces méthodologies et à leur mise à l'échelle.

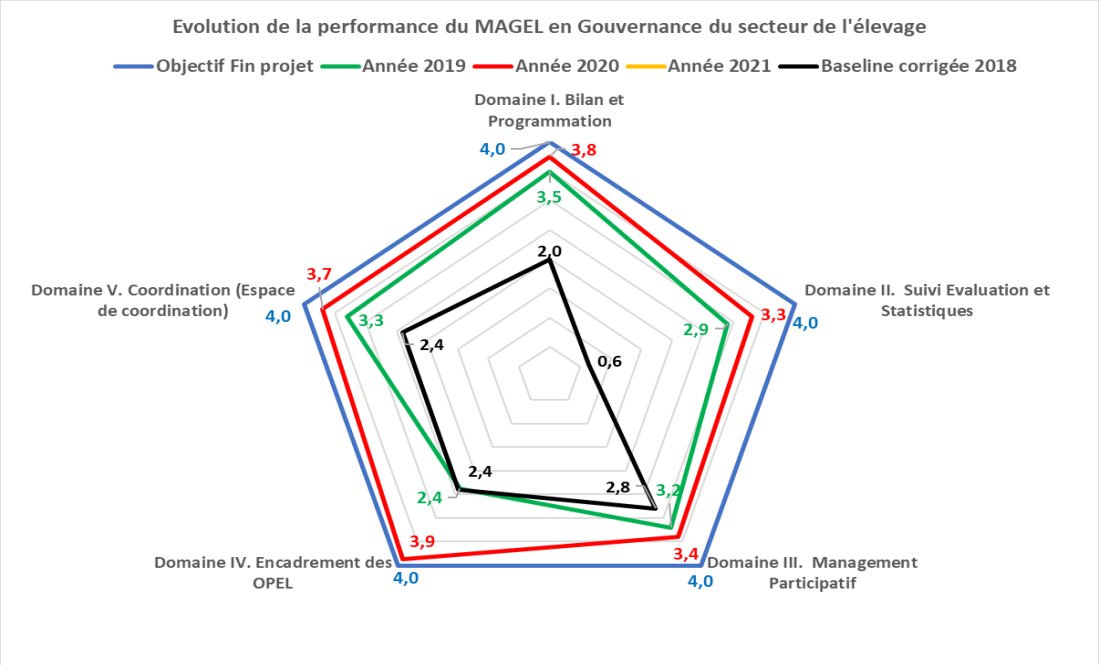
Concernant l'outcome 3 (objectif spécifique 3) : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-) éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées

Il n'y a pas eu de progrès particulier en 2020 par rapport à 2019. Les modèles d'action de résilience déjà en cours dans ces deux régions par les différents acteurs ont été poursuivis dans la même dynamique. Les modèles sont déjà mis en œuvre par les autres acteurs dans le cadre de l'exécution de leur programme. Ces modèles cadrent déjà avec les orientations du DNPGCA. Le progrès majeur concerne l'amélioration de la capacité institutionnelle des collectivités avec la mise en place de trois nouveaux plans de contingence et la mise en place de 100

kits de caprins dans 02 communes pour faire face aux conséquences des inondations de cette année.

Concernant l'outcome 4 (objectif spécifique 4) : La gouvernance du secteur est renforcée

- **Le Ministère a accru ses performances en matière de gouvernance du secteur de l'élevage avec un score de 3,6/4 en 2020 contre un score de 3,1/4 en 2019**.
  Ces progrès sont notables dans tous les cinq domaines de gouvernance convenus au départ : Programmation, Suivi & Evaluation/statistiques, management participatif, encadrement des organisations professionnelles de l'élevage (OPEL), communication et coordination.



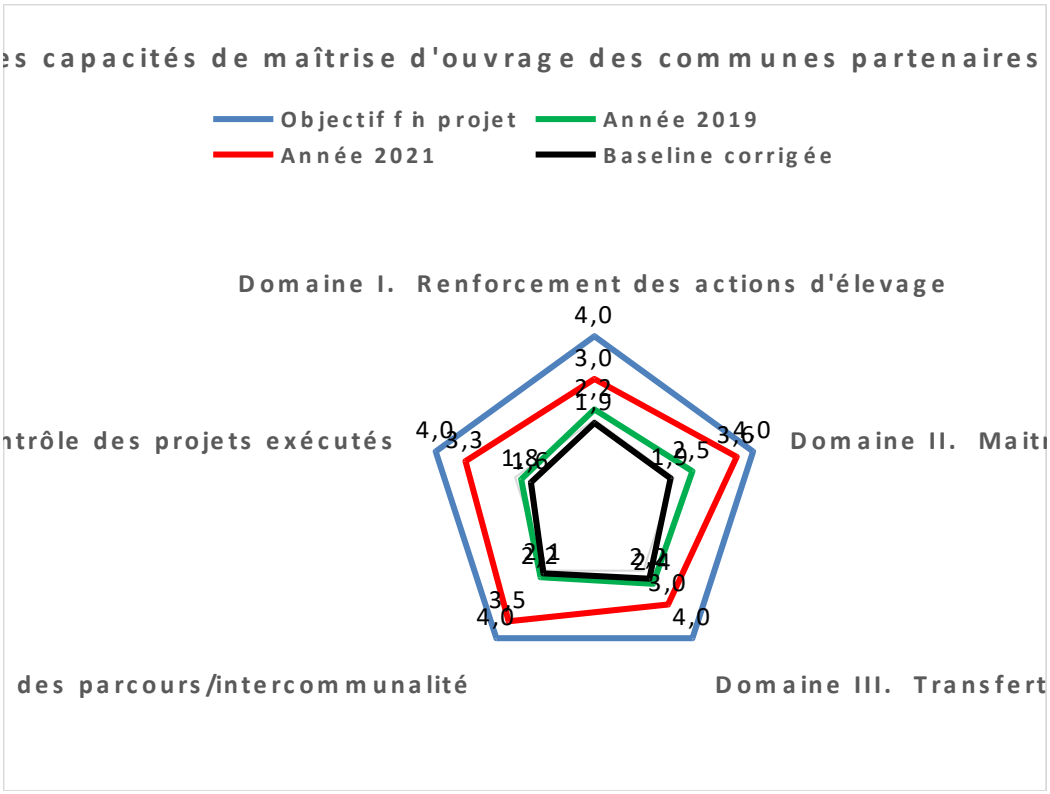
Ces progrès ont été rendus possibles grâce aux contributions suivantes du PRADEL :

- Le Ministère a amélioré le pilotage et la programmation en passant d'un score de 2 en 2018 à 3,8 en 2020. Avec l'appui du Programme, le Ministère fait chaque année le bilan des activités de l'année N-1 et la programmation des activités du sous-secteur de l'élevage de l'année N à l'échelle des 8 régions du pays, prenant même en compte les activités de l'ensemble des acteurs du secteur de l'élevage. La démarche est articulée à la réforme du budget-programme et la disponibilité et la mise à jour des documents de programmation stratégique à savoir les Documents de programmation pluriannuelle de dépenses (DPPD), les Plans d'Actions Prioritaires (PAP), Rapports annuels de performance (RAP) sont une réalité.
- Une dynamique d'amélioration du système de suivi évaluation est enclenchée avec la réalisation et la réception d'un système de suivi et évaluation digitalisé. Les rapports périodiques et rapport annuel de

performance sont établis régulièrement et dans les délais même s'il existe une marge d'amélioration en matière surtout de coordination et de collecte des données.

- De même, la gestion des statistiques sectorielles de l'élevage est améliorée avec l'élaboration de rapport annuel des statistiques de façon concertée et participative avec l'ensemble des gestionnaires des statistiques de l'ensemble des régions permettant une harmonisation des données et de disposer de données de meilleure qualité. La base de données Excel et ACCESS contribue également à cette qualité des données statistiques d'élevage.
- La dynamique de gestion participative des services déconcentrés de l'élevage dans les deux régions a été poursuivie et s'est améliorée en passant d'un score de 2,8 à 3,4 entre 2018 et 2020. Les directeurs régionaux et départementaux tiennent des réunions périodiques avec leurs collaborateurs ; ils planifient leurs activités et font le suivi desdites activités. Cela permet un meilleur partage d'information et une meilleure performance du personnel.
- L'offre de services d'encadrement des populations et organisations s'est fortement améliorée en passant d'un score de 2,4 à 3,9 de 2018 à 2020. Le programme a renforcé les moyens d'actions des services déconcentrés et les populations bénéficient ainsi de plus de conseil en techniques de production et en gestion de leurs exploitations permettant ainsi d'accroitre la performance des exploitations encadrées telles que mises en exergue par l'analyse du développement des chaines de valeur à l'outcome 1.
- La communication par le Ministère s'est améliorée et est devenue plus active avec un score qui passe de 2,4 en 2018 à 3,7 en 2020 sur une échelle de 4. Le site web est fonctionnel, le Journal Makkiyayi a été relancé et éditée 3 fois en 2020, l'intranet du Ministère est également fonctionnel, etc. Ainsi, on constate un accès plus facile aux informations, la visibilité des actions du ministère.
- Une coordination des acteurs au niveau régional poursuivie à travers la fonctionnalité des deux comités techniques régionaux des acteurs de l'élevage à Dosso et Tahoua. Les acteurs se retrouvent pour partager des informations, mieux coordonner leurs actions au niveau régional. Ils font des visites conjointes des réalisations permettant de partager les expériences et se faire mutuellement des propositions d'amélioration.

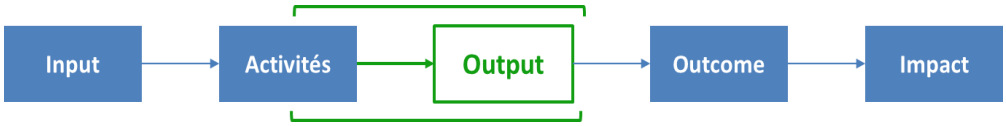
- **Les communes partenaires du PRADEL ont accru leurs capacités en maîtrise d'ouvrage des investissements structurants avec un score de 3,3 /4 en 2020 contre 2,2/4 en 2019.**



Ces performances ont concerné plusieurs aspects dont la connaissance du cadre juridique de la maîtrise d'ouvrage, la passation de marchés publics et la gestion des contrats, la collaboration avec les services compétents pour le suivi/contrôle des travaux, la mise en place des comités de gestion, la gestion des parcours, etc. L'accompagnement de l'ANFICT a permis ainsi de relever la performance en matière de passation et gestion des marchés.

Toutefois, la recherche de fonds et les investissements sur fonds propres communaux dans le secteur de l'élevage restent à un niveau encore insuffisant (3/4). De même, la gestion des infrastructures communales mérite encore des efforts importants.

3.3 Performance des outputs de l'outcome 1



3.3.1 Progrès des indicateurs des outputs (résultats) de l'outcome (ou objectif spécifique) 1 :

Les indicateurs des résultats (ou outputs) de l'objectif spécifique 1 sont présentés ainsi qu'il suit :

Output /Indicateurs	Valeur de Baseline	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Cible année 2020	Valeur cible final
OUTPUT 1.1: Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l´angle genre/jeunes) sont élaborées pour les 2 régions					
Nombre de stratégies de chaînes de valeur élaborées	0	5 stratégies déjà élaborées en 2019 et fondues en un document unique	5 stratégies déjà élaborées en 2019 et fondues en un document unique	0	5 stratégies actualisées
OUTPUT 1.2: Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés dans la zone d'intervention					
Quantité de matière sèche produite ou ramassée avec l'appui du PRADEL (tonnes)	0	224,30	754,06 (1 311,45)	300	1 000
Nombre de SVPP installés et fonctionnels dans la région de Dosso et Tahoua	5 SVPP à Tahoua, 3 SVPP à Dosso	3	7[6]	8	8 SVPP dont 3 à Dosso et 5 à Tahoua.
OUTPUT 1.3: L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité/promu et accompagné					
Nombre d'acteurs (groupement, individus, etc.) qui ont été accompagnés	0	1 324	1 427	988	988
Pourcentage d'entreprises appuyées qui ont progressé du stade embryonnaire au stade émergent ou autonome	0	NA	6%	15%	30%
OUTPUT 1.4: Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels					

5

Le montant est porté à ce niveau si l'on intègre la biomasse produite sur les aires de pâturage restaurées par le Programme.

6

Il s'agit des SVPP de Dosso, Loga, Dogondoutchi, Illela, Konni, Madaoua et de Tahoua. Le taux de fonctionnalité du SVPP d'Abalak est de 40,03%.

Output /Indicateurs	Valeur de Baseline	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Cible année 2020	Valeur cible final
OUTPUT 1.1: Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l´angle genre/jeunes) sont élaborées pour les 2 régions					
Nombre de projets collaboratifs et de sous projets (individuels et collectifs) intégrés financés	0	42 dont 36 (85%) pour les femmes	47	462	659
Pourcentage d´infrastructures structurantes financées par le PRADEL qui sont bien gérées	NA	NA	NA	60%	80%
OUTPUT 1.5: La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées					
Pourcentage d'organisations des acteurs des filières appuyés par le PRADEL qui sont fonctionnelles	NA	0%	0%	30%	60%

3.3.2 État d'avancement des principales activités

CODE	État d'avancement des principales activités [7]	Etat d'avancement			
		A En avance	B Dans les délais	C Retardées	D En sérieux retard
	[A] Objectif spécifique 1 : Les chaînes de valeur inclusives liées à l´élevage sont développées				
	A01 - R1.1. Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires sont définies				
A01-01	Analyse sociale, économique et environnementale par filière et inter filières et par région		X		
A01-02	Définition des stratégies opérationnelles		X		
	A02 - R1.2. Les conditions et les services pour la production animale sont améliorées				
A02-01	Renforcement du dispositif privé de santé animale : Amélioration de la couverture en SVPP ; Renforcement de l'appui-conseils zootechnique ; Prise en compte de l'aspect genre		X		
A02-02	Renforcement des services publics de santé animale		X		
A02-03	Appui à la lutte contre les maladies aviaires (vaccins, chaines de froid, etc.)		X		
A02-04-	Promotion des actions pour l´amélioration de la disponibilité des aliments bétail		X		
	A03 - R1.3. L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité / promu et accompagné				
A03-01	Dispositif de formation, accompagnement et suivi sur mesure pour favoriser et soutenir l´entrepreneuriat dans les deux régions dans les deux régions		X		

7

A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

CODE	État d'avancement des principales activités [7]	Etat d'avancement			
		A En avance	B Dans les délais	C Retardées	D En sérieux retard
A03-02	Recherche, analyse et promotion de modèles d'entreprises innovants par région et par filière et leur réplication			X	
	A04 - R1.4. Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels				
A04-01	Un mécanisme de financement est défini et mis en place pour des initiatives économiques privées			X	
A04-02	Un mécanisme de financement est défini et mis en place pour des investissements structurants			X	
A04-03	Des modèles de gestion des infrastructures structurantes sont développés et mise en œuvre		X		
	A05 - R1.5. La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées				
A05-01	Faciliter le partage d´information et la mise en relation entre les différents acteurs de la chaîne		X		
A05-02	Structuration et renforcement des capacités organisationnelles des associations, groupements et leurs fédérations			X	

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Les outputs ou résultats ont connu un progrès notable en 2020. Ainsi :

Au niveau de l'output R1.1 : « Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires sont définies »

Les activités prévues ont toutes été exécutées durant les années antérieures, notamment en 2018 (études de chaines de valeur, Document de Stratégie d'Appui à l'Entreprenariat pour le développement des chaînes de valeur Bétail-Viande, Lait et Aviculture (DSAE PRADEL)**.** Ainsi**,** aucune activité n'a été exécutée sous ce résultat en 2020.

Au niveau de l'output R1.2 : « Les conditions et les services pour la production animale sont améliorées »

a) Evolution des indicateurs

L'alimentation du bétail et la santé animale sont des domaines importants de la production animale dans lesquels des progrès importants ont été accomplis en 2020 par les acteurs accompagnés par le Programme.

- **L'accès à l'alimentation du bétail a été renforcé grâce à une quantité de matière sèche produite ou ramassée qui est passée de 224,30 tonnes en 2019 à 754,06 tonnes en 2020 (ou 1 311,4 tonnes si l'on intègre la biomasse produite par les aires de pâturage restaurées),** induisant ainsi un taux de réalisation de la cible finale du programme de 1000 tonnes est de 75,4%.

Cela a été possible grâce à la promotion de la culture fourragère (40,5 ha), de la régénération naturelle assistée (RNA) et l'agroforesterie à but pastoral (704 promoteurs), à la valorisation du fourrage grossier à travers la vulgarisation des broyeurs et la promotion des blocs multi nutritionnels densifiés (BMD), la lutte contre les plantes envahissantes, la protection des pâturages naturels (717,3 km de bandes pares-feux).

Les producteurs fourragers ont par exemple acquis de meilleures techniques de production avec l'accompagnement de l'INRAN et arrivent à produire davantage et à établir dans certains des contrats fermes avec des producteurs.

- **L'accès aux services de santé animale de qualité a été promu** : Les Services vétérinaires privés de proximité (SVPP) fonctionnels avec l'appui du programme sont passés de 3 en 2019 à 8 en 2020 en dépit des perturbations des activités par la covid-19. La disponibilité des SVVP améliore ainsi l'accès des producteurs aux services de santé animale. Ainsi, à titre d'exemple, 1 268 973[8] animaux ont été vaccinés en 2020 par les 3 nouveaux SVPP contre la PPCB, la PPR et la pasteurellose cameline contre 727 431 têtes d'animaux vaccinés en 2019, soit un taux d'accroissement de 74% en 2020.
  Les populations font de plus en plus appel à ces SVPP pour la santé de leurs animaux. Ainsi, les 3 SVPP installés ont effectué en moyenne 230 820 vaccinations (têtes d'animaux) hors campagne de vaccination de l'Etat dont 148 257 contre la Newcastle. Aussi, le taux d'utilisateurs satisfaits par les services des SVPP est de 80%.

b) Produits intermédiaires de 2020

Les améliorations dans les domaines de l'alimentation et de la santé animale décrites plus haut proviennent des produits intermédiaires suivants atteints en 2020 :

- <u>Renforcement des services privés de santé animale</u>

  La poursuite de la mise en œuvre de la convention de subside entre Enabel et Vétérinaires Sans Frontières Belgique (VSF- B) signée en 2019 a donné les acquis suivants en 2020 :
  - 3 vétérinaires privés - VP (Dosso, Loga et Tahoua) ont obtenu leur mandat sanitaire du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et ont été formés (planification, et organisation d'une campagne de vaccination, chirurgie, suivi sanitaire et zootechnique, etc.). Ils ont été équipés en stocks de médicaments vétérinaires et ont bénéficié d'appuis matériels et logistiques (trousse de chirurgie, plateau de chirurgie, stéthoscope, Moto, imprimante, etc.).

8 Au profit de 213 523 éleveurs (98 021 hommes et 115 502 femmes).

- 60[9] membres des réseaux des SVPP ont été équipés en petits matériels et formés (sensibilisation sur la santé du troupeau, la complémentation stratégique en période de soudure, la conduite du troupeau, etc.).
- 6 anciens vétérinaires privés (VP) ont bénéficié de formations diverses pour renforcer leurs performances (bonnes pratiques zootechniques et sanitaires).
- 192 auxiliaires d'élevage (AE) sur 240 prévus (anciens et nouveaux) ont été encadrés (formation sur les bonnes pratiques zootechniques et sanitaires, suivi/encadrement).
- 4 contrats de prestations ont été signés avec les SVPP du Boboye, Dosso, Loga et on permit de réaliser le suivi sanitaire des sujets des bénéficiaires des projets pilotes modèles en aviculture.

  La pandémie de la covid -19 a perturbé l'exécution normale des activités. Ainsi, le recyclage du réseau des anciens SVPP n'a pas pu être exécuté.

- <u>Les capacités opérationnelles des services publics en santé animale et en lutte contre les maladies aviaires ont été renforcées</u>
  - **En matière d'équipements** : (i) Les services techniques déconcentrés de l'élevage de Dosso et de Tahoua ont été dotés de 18 motos et de 2 véhicules, (ii) le Laboratoire Central de l'Elevage (LABOCEL) a été doté de matériels de laboratoire.
  - **En matière de sécurité sanitaire des denrées d'origine animale** : (i) 20 agents dont une femme dans la région de Tahoua ont été formés sur les textes règlementaires de l'élevage ; (ii) 85 participants (préfets, chefs coutumiers, maires, Forces de défense et de sécurité, STD) ont été sensibilisés sur les textes règlementaires régissant le service officiel de contrôle (SOC) ; (iii) 25 agents de service de contrôle officiel (SOC) et 3 cadres de la DREL formés sur la surveillance des maladies transfrontalières, la lutte contre les zoonoses et l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale à Tahoua ;
    (iv) 3 postes des SOC sont ouverts dans le département de Gaya dont 2 sont opérationnels à savoir le poste de Gaya-Mallanville et Toungandjado. Le poste de Dolé n'est pas opérationnel du fait de la fermeture de la frontière avec le Nigeria. Toutefois des difficultés persistent pour assurer un bon fonctionnement de ces services liés entre autres à la méconnaissance des attributs des SOC par les acteurs, l'insuffisance de moyens logistiques, etc.

9 Dont 55 auxiliaires d'élevage (AE) et 5 Animatrices Villageoises et Aviculture et Petits Ruminants AVAPR

- La disponibilité des aliments bétail a été promue

  Les initiatives entreprises les années antérieures ont été poursuivies, voire renforcées, et ont permis de contribuer à promouvoir la disponibilité des aliments bétail. On note les avancées suivantes :

  - *La promotion de la culture fourragère a été accrue* :
    En fin décembre 2020, 40,5 ha ont été emblavés et ont permis de produire 318,75 tonnes de matière sèche en culture irriguée contre 124,35 tonnes en 2019. L'appui des producteurs identifiés en 2018 s'est poursuivi en 2019 et en 2020 dans le cadre d'une recherche action pilotée par l'INRAN et financée par le PRADEL.

  - *La valorisation du fourrage grossier à travers la vulgarisation des broyeurs et la promotion des blocs multi nutritionnels densifiés (BMD) a été poursuivie*
    Les communautés de Tatis et de Fack dans la commune urbaine d'Abalak/Tahoua appuyées par le PRADEL en 2018 et en 2019 ont commencé la production et la vente de BMD sur le marché hebdomadaire de cette localité.

  - *L'entreprise AVI Niger a pu établir les bonnes qualités et performances de ses aliments mis sur le marché grâce à un test de performance des aliments pour la production laitière, l'embouche bovine et ovine, les poulets de chair, les pondeuses et les pintades* dans le cadre d'un partenariat avec l'INRAN et le PRADEL. La confirmation de la qualité des aliments a déjà suscité l'amorce de mise en relations de cette entreprise et certains promoteurs du PRADEL.

  - *La pratique de la régénération naturelle assistée (RNA) et l'Agroforesterie à but pastoral a été promue*
    La sensibilisation des populations sur la RNA entamée en 2019 continue de porter ses fruits en 2020. Ainsi, on note 704 nouveaux adoptants de la RNA en plus des 130 pilotes formés dans la région de Tahoua et on note que 1 290 ha sont couverts par cette pratique avec les espèces ligneuses protégées telles que : acacia nilotica, balanites aegyptiaca, combretum micrantum, ziziphus mauritiana, Acacia seyal, piliostigma reticulatum. Ces espèces ligneuses sont choisies en raison de leur potentiel de production fourragère (pâturage aérien) notamment en période de soudure en avril –mai. L'engouement pour cette pratique est allé au-delà des attentes du Programme.

  - *Lutte contre les plantes envahissantes a été testée*
    Le PRADEL a appuyé trois (3) promoteurs privés pilotes dans la Commune de Douméga (région de Dosso) pour le fauchage et le

broyage d*u Sida cordifolia* (une plante envahissante non appétée) en vue de la production des BMD qui seront vendus prioritairement aux emboucheurs locaux pour favoriser le développement de cette activité génératrice de revenu notamment pour les femmes. L'appui consiste à la formation, à l'équipement en broyeurs (qui est en cours) et l'encadrement des pilotes identifiés.

Ainsi, trente (30) ha dans l'aire de pâturage d'Angoual Doutchi sont concernés par cette opération de lutte contre l'espèce envahissante. Malheureusement, cette expérience reste mitigée, le semis tardif de l'oseille au niveau du site d'A.Doutsi a permis au Sida cordifolia de dominer sur l'oseille.

- *La protection des pâturages naturels* a été fortement appuyée :

  Sur une prévision de 480 Km, on note que 717,3 Km de bandes pares-feux ont été réalisés dont 280 Km à Dosso et 437,3 Km à Tahoua. En plus de la protection des pâturages, cette activité a permis d'avoir 515,314 tonnes de paille ramassée et stockée.

  En outre, 10 brigades anti-feux ont été mises en place (Falwel et Matankari) et 50 brigadiers formés et équipés.

  NB : Le dépassement des quantités est justifié par l'abondance des pâturages en fin 2019 et début 2020 et le fait que certaines communes qui bénéficiaient de l'appui de certains projets n'ont pu bénéficier de tels appuis cette année et se sont retournées vers le PRADEL.

c) Bilan des des livrables 2020 au 31/12/2020:

Livrables	**PREVISION 2020**		**REALISATION 2020**	
	UNITE	QUANTITE	QUANTITE	POURCENTAGE
Santé animale				
3 nouveaux SVPP et 5 anciens SVPP fonctionnels	SVPP	8	7	88%
60 Auxiliaires d'Elevage (AE) et Animatrice Villageoise en Aviculture et Petits Ruminants (AVAPR) équipés en petits matériels	AE/AVAPR	60	60	100%
60 AE formés sur les bonnes pratiques Zootechniques et sanitaires	AE/AVAPR	60	60	100%
Le réseaux d'AE (150) d'anciens SVPP sont renforcés	AE/AVAPR	150	184	123%

Livrables	PREVISION 2020		REALISATION 2020	
	UNITE	QUANTITE	QUANTITE	POURCENTAGE
4 contrats signés avec des SVPP et mis en œuvre pour la lutte contre les maladies aviaires en appui aux promoteurs PRADEL	Contrats signés	4	4	100%
Alimentation				
440 Km de bande pare -feux réalisés	Km	440	717,3	163%
10 broyeurs mis en place	Broyeur	10	0	0,00%
25 Ha de cultures fourragères appuyés	Ha	25	40,5	162%
100 promoteurs de RNA accompagnés	Promoteurs engagés en RNA	100	704	704%

d) Difficultés majeures

La principale difficulté au niveau de ce résultant concerne la pandémie de la covid19 qui a retardé certaines activités, notamment au niveau de la mise en œuvre de la convention de subside et le contrat de prestation avec VSF-B et PFI (les activités de formation et d'appui conseil par exemple ont été retardées) et l'exécution des marchés de matériels de laboratoire a été retardée également. La faible mobilisation de la contribution des vétérinaires privées à la construction des cliniques vétérinaires a retardé ladite activité.

e) Perspectives

Les perspectives concernent : (i) la finalisation des activités et l'évaluation de la convention de subside Enabel-VSF Belgique ; (ii) la finalisation du test pilote sur le sida cordofolia.

Au niveau de l'output R1.3 : « L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité / promu et accompagné »

a) Evolution des indicateurs et changements

La dynamique entrepreneuriale a été promue au niveau des acteurs des chaines de valeur animales cibles du PRADEL. Ainsi :

- **En 2020, 1 427 promoteurs[10] contre 1 324 promoteurs en 2019 (dont 719 femmes et groupements féminins) ont bénéficié d'un appui conseil de proximité tant sur le plan zootechnique que sur le plan entrepreneurial.**
  Ces acteurs, qui évoluaient de façon traditionnelle, commencent à avoir des réflexes de changements positifs dans la pratique de l'élevage (élaboration de plans d'affaires, une attention plus poussée à l'hygiène de l'habitat, à la complémentation alimentaire, un suivi plus rigoureux de plan de prophylaxie, etc.). Certains promoteurs ont également commencé à mettre en place et à utiliser des cahiers de caisse.
- L'effet de cet accompagnement en termes d'évolution des acteurs dans leur dynamique entrepreneuriale reste modeste**. Seuls 6% des acteurs ont pu évoluer de stade embryonnaire au stade émergent ou autonome.** Ce faible niveau d'évolution met exergue la difficile transformation des mentalités et des pratiques d'élevage vers la modernisation. Cela implique, à l'avenir, d'avoir des cibles modestes en la matière contrairement à l'ambition actuelle du PRADEL d'atteindre 30% d'évolution au niveau des unités accompagnées**.**

b) Les principaux produits intermédiaires obtenus en 2020

- <u>En matière de formation, accompagnement et suivi sur mesure pour favoriser et soutenir l´entrepreneuriat dans les deux régions</u>
  - Les capacités de 1 427 promoteurs ont été renforcées sur divers thèmes adaptés à chaque acteur/groupe d'acteurs (critère de choix des animaux d'embouche et reproduction, alimentation, hygiène des habitats des animaux, prophylaxie sanitaire, suivi du plan de prophylaxie, présentation d'un système simple de gestion, mobilisation de l'apport personnel financier pour le financement, tenues des cahiers de caisse, techniques de négociation, sensibilisation sur la Covid 19, etc.)
  - 8 Groupements d'entreprises intégrées et collaboratives (GEIC) ont été mis en place en vue de faciliter les relations d'affaires entre les acteurs.
  - L'étude de faisabilité de deux centres de formation professionnelles en entreprenariat en élevage (CFPEEL) lancée en 2019 a été réalisée et finalisée en 2020. Il revient maintenant à l'Etat de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en place et à l'exploitation de ces centres.

10 Dont 769 à Dosso et 658 à Tahoua

- 10 promoteurs pilotes bénéficient d'un appui conseil spécifique en entreprenariat, en hygiène et qualité, et les 2 prestataires et services techniques ont bénéficié de formation et de coaching en matière d'entreprenariat.
- 16 référentiels technico-économiques (RTE) ont été finalisés, reproduits et diffusés largement auprès des promoteurs et autres partenaires ainsi que sur la plateforme du RECA
- 64 pagi-volts de 08 thématiques d'informations et de sensibilisation ont été édités et mise à la disposition des prestataires d'appui conseil (VSF et PFI)

NB : Suite à la recommandation de l'évaluation à mi-parcours, le nombre de promoteurs devait être revu à la baisse. Toutefois, compte tenu des engagements déjà pris avec les promoteurs, une restructuration du portefeuille des prestataires d'appui conseil a été opéré. Ainsi, les deux prestataires disposent désormais d'un portefeuille redimensionné à 695 promoteurs dont 310 pour Tahoua et 385 pour Dosso. Le reste du portefeuille de promoteurs a été confié aux services techniques déconcentrés de l'élevage qui assurent l'encadrement de proximité.

- Dans le domaine de la recherche, de l'analyse et de la promotion de modèles d'entreprises innovants par région et par filière et leur réplication
  - Le projet de réhabilitation de la Laiterie de Gaya est avancé à 40% et sera achevé en 2021 :
    - 3 marchés relatifs aux travaux, aux équipements et au contrôle des travaux ont été lancés, évalués et attribués et les travaux sont en cours de réalisation.
    - 3 sociétés coopératives simplifiées (SCOOP-S) ont été mises en place pour l'organisation des producteurs et la préparation de la gestion des centres de collecte de lait et de la laiterie.
    - 246 producteurs sensibilisés sur l'insémination artificielle dans les départements de Dogondouthi et Gaya (811 vaches enregistrées). L'opération d'insémination artificielle pour environ 120 femelles pour Gaya avec les semences du P2RS a démarré en décembre 2020.

  - Huit (8) projets pilotes modèles (PPM) de première génération sur une prévision de neuf (9) ont été finalisés et réceptionnés et sont en cours d'exploitation. La boucherie moderne de Konni a été abandonnée (promoteur jugé insuffisamment motivé) et la laiterie de Doutchi a partiellement été exécuté.

c) Bilan des livrables au 31 décembre 2020 :

Livrables	Prévisions 2020		Réalisation 2020	
	Unité	Quantité	Quantité	Pourcentage
1454 promoteurs accompagnés (formation, appui conseil, plans d'affaires, etc.)	Promoteur	1454	1 427	98,14%
6 Pré-GEIC mis en place dans les bassins	GEIC	6	8	133%
Etude de faisabilité sur la création deux Centres de formation Professionnelle Intégré à l'Entreprenariat en Elevage (CFPIEEL) réalisée	Etude	1	1	100%
9 projets modèles pilotes d'élevage exécutés et suivis	Projet Pilote Modèle	9	7	77,78%

d) Les principales difficultés

Les principales difficultés rencontrées au niveau de ce résultat proviennent surtout : (i) du problème foncier ayant retardé l'exécution de la laiterie de Dogondoutchi et du centre de collecte de lait de Tanda; (ii) l'insécurité dans certaines localités de Dosso et de Tahoua qui a joué sur l'accessibilité aux promoteurs résidant dans ces zones ; (iii) la pandémie de la covid 19 qui a perturbé fortement les activités de renforcement de capacités et l'exécution de certains marchés d'équipements commandés à l'extérieur ; (iv) l'analphabétisme qui rend difficile la tenue correcte des documents de gestion au niveau des exploitations ; (v) le problème d'accessibilité à certains sites suite au grandes pluies enregistrées au niveau du bassin Gaya-Dioundiou.

e) Les perspectives

Elles concernent la détermination, la mise en œuvre et le suivi de la gestion de la laiterie de Gaya et des centres de collecte de lait ainsi que le renforcement des capacités opérationnelles des GEIC. Dans le cadre de PRADEL+, l'extension et l'amélioration de la qualité du conseil seront également recherchées.

Au niveau de l'output R1.4 : « Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels »

a) Evolution des indicateurs

La réalisation des investissements privés est toujours à un stade faible en dépit des évolutions importantes notées. Par contre celle des investissements publics d'appui au développement de l'élevage a connu une nette amélioration.

- **En fin décembre 2020, 47 projets économiques privés ont été financés contre une cible de 462.**
  Le financement des projets privés reste ainsi encore embryonnaire et a concerné la région de Tahoua où l'IMF Yarda Tarka Maggia est partenaire du FISAN et d'Enabel/PRADEL. Dans cette région, 47 dossiers ont été financés pour un montant de 188.725.060 FCFA au profit de 922 bénéficiaires individuels répartis en 606 femmes soit 65,72% (pour 63,13% du financement) et 316 hommes. Dans la région de Dosso, le processus de financement a accusé un énorme retard lié au fait que l'IMF partenaire Capital Finance a été choisie tardivement mais également que cette IMF n'a pas pu se déployer rapidement pour accorder les crédits aux cibles au regard de ses appréhensions sur les capacités de remboursement des promoteurs dont la plupart des exploitations familiales rurales qui sont des entreprises embryonnaires présentant d'importants risques.

- **Onze (11) infrastructures d'appui au développement des chaines de valeur animales (sur une prévision de 20) ont été réalisées (marchés à bétail, aires d'abattage, parcs de vaccination, etc.).**
  Les modes de gestion des infrastructures ont été déterminés par les communes mais sont encore en cours d'opérationnalisation du fait de la réalisation tardive de ces infrastructures.

  Le niveau d'évolution de la mise en place des infrastructures est différent d'une région à une autre, et d'une commune à une autre. Ainsi, à Dosso, sur un total de 9 infrastructures, les 8 infrastructures sont terminées et réceptionnées, soit 88,88% de réalisation physique. Par contre à Tahoua, sur 11 infrastructures, on note que 3 infrastructures sont terminées dont 2 réceptionnées, soit 27,27% de réalisation physique.

  Plusieurs facteurs expliquent ce retard à Tahoua dont: (i) un démarrage lent de la collaboration entre certaines communes et les services techniques déconcentrés de génie rural, chargés de l'appui à la conception des ouvrages et à l'élaboration des dossiers d'appel d'offres, (ii) une insuffisante maîtrise du processus de passation des marchés publics par

certaines communes (cas de la Commune Urbaine de Dosso et de la Commune Rurale de Doguéraoua) (iii) une faible implication des populations bénéficiaires dans le choix du site, ce qui a conduit au changement de plusieurs sites à Yaya (Alléla) ; (iv) le retard pris pour mettre à disposition un site (cas la Ville de Tahoua).

b) Produits intermédiaires réalisés en 2020

Les produits intermédiaires suivants ont contribué à l'atteinte du résultat :

- En matière de projets économiques privés
  - Une convention de subside a été signée avec le FISAN d'un montant de 1 151 000 Euros pour le financement des promoteurs ;
  - Deux contrats de performance ont été signés entre le FISAN et l'IMF Yarda Tarka Maggia et entre le FISAN et l'IMF Capital Finance
  - Une convention de subside de garantie des créances irrécouvrables a été signée entre Enabel et l'IMF Yarda Tarka Maggia et le processus pour la signature d'une convention avec Capital Finance est engagé.
  - 842 dossiers de projets économiques /plans d'affaires (PEPA) simplifiés ont été élaborés
  - 80 dossiers de PEPA ont été validés par le comité de crédit à Tahoua pour un montant de 297 734 160 FCFA.
  - A Tahoua, 47 projets ont été financés.

- En matière d'infrastructures publiques d'appui au développement de l'élevage
  - 19 conventions signées entre les communes et l'Agence Nationale pour le Financement des Investissements des Collectivités Territoriales (ANFICT) qui accompagnement les collectivités en maîtrise d'ouvrage.
  - Les modes de gestion des infrastructures choisies par les communes
  - Deux autres entreprises ont été recrutées par le Programme pour exécuter des travaux complémentaires sur les infrastructures structurantes déjà en exécution sous maîtrise d'ouvrage communale.

c) Bilan des livrables de l'année 2020 au 31 décembre 2020

Livrables	Prévisions 2020	Réalisation 2020

	Unité	Quantité	Quantité	Pourcentage
3 conventions de dépôt de garantie élaborées et signées	Convention subside garantie	3	1	33%
1 000 projets économiques/plans d'affaires (PEPA) élaborés et soumis au financement des IF	PEPA	1 000	842	84,2%
20 infrastructures d'appui au développement de l'élevage au niveau des communes réalisées	Infrastructure	20	11	55%

d) Principales difficultés

La question foncière est un problème récurrent qui a retardé les travaux dans certaines communes. La principale difficulté demeure cependant le retard, surtout dans la région de Dosso, par rapport au financement des promoteurs pour plusieurs raisons dont :

- La sélection tardive des IMF partenaires par l'ancienne direction du FISAN (intervenue seulement en début et fin juin 2020). A noter, qu'Enabel/PRADEL avait anticipé et sélectionné 2 IMF pour la région de Dosso (ARK de Doutchi et HINFANI à Dosso) qu'elle a ensuite demandées au FISAN de contractualiser. Malgré l'insistance d'Enabel, l'ancienne direction du FISAN n'a pas accepté et a préféré reprendre le processus de sélection qui a abouti à une autre IMF qui est Capital Finance.
- La faible capacité financière des IMF limite également le financement de volumes importants de dossiers à Tahoua.
- Le risque élevé pour les IMF du fait de la spécificité de la cible qui est constitué à plus de 90% d'exploitations familiales précaires en milieu rural.

e) Perspectives

Les perspectives concernent l'accélération du financement avec le recrutement de nouvelles IMF partenaires par le FISAN pour la région de Dosso lancé par la nouvelle direction du FISAN. Le maintien de la concertation entre les IMF, les partenaires d'appui conseil et le PRADEL est également une priorité pour 2021 en vue de l'amélioration des outils et des processus.

Il faut également finaliser la réalisation des infrastructures publiques et accompagner leur gestion transparente et pérenne.

A05 - R1.5. La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées

Un processus de renforcement de la structuration de l'interprofession bétail/viande/peaux et cuirs et de l'interprofession avicole a été initié en 2019 par la DGPIA avec l'appui du Programme. Toutefois, en 2020, les activités planifiées avec l'appui du Programmée sont restées à un faible niveau d'exécution du fait de l'occupation des agents de la DGPIA dans le processus de mise en place de l'Interprofession Lait dans d'autres régions avec l'appui d'autres partenaires.

L'interprofessionnelle Volaille a été accompagnée pour participer à une foire en Turquie. Les difficultés organisationnelles entre le Niger et le pays hôte n'ont pas permis d'engranger des résultats significatifs.

Le PRADEL a organisé une session de formation des collèges régionaux bétail-viande-cuirs et peaux et volaille mais aussi des autres acteurs de la Région de Tahoua relevant du domaine. La formation a eu comme objectif de les doter de rudiments nécessaires à la mise en place de leurs démembrements aux niveaux départemental et communal. Elle a ainsi porté sur : (i) l'acte uniforme OHADA relatif aux droits des sociétés coopératives ; (ii) la gestion administrative et comptable.

Forts de ce renforcement, les membres des IP ont mené une large diffusion des outils au niveau des promoteurs de leurs localités respectives. Ainsi, l'on note un regain d'intérêt des bénéficiaires au point où le processus de structuration a déjà commencé au niveau de certains départements et communes. Les résultats ci-après sont atteints :

N°	Société coopérative	Département	Commune	Niveau processus
1	*Rimiss* des bouchers spécialistes des abats	Ville de Tahoua	Tahoua II	Agrément disponible ; compte ouvert à BAGRI ; 1er crédit de 2.000.000 FCFA
2	*Souya* des bouchers spécialistes des viscères	Ville de Tahoua	Tahoua II	Acte d'agrément à la signature
3	*Alhourma* des bouchers de Tabalak	Abalak	Tabalak	Acte d'agrément à la signature
4	Bouchers d'Abalak	Abalak	Abalak	Assemblée constitutive tenue
5	Keita	Keita		Acte d'agrément à la signature
6	Bouza	Bouza		Agrément disponible
7	Madaoua	Madaoua		Acte d'agrément disponible ; mobilisation des frais de signature en cours
8	Tahoua I et II	Ville de Tahoua	Tahoua I et II	Acte d'agrément disponible

A une échelle plus petite, on note 8 GEIC et 3 sociétés coopératives simplifiées mis en place.

Bilan des livrables 2020 au 31 décembre 2020

Livrables	**Prévisions 2020**		**Réalisations 2020**	
	Unité	**Quantité**	**Quantité**	**Pourcentage**
Le fonctionnement de 2 IP et leurs démembrements renforcés (aviculture et bétail/viande)	IP	4	1	25%
1 IP Lait et 2 collèges régionaux mis en place	IP	3	0	0%

3.4 Performance des résultats de l'objectif spécifique 2

3.4.1 Progrès des indicateurs

Résultats /Indicateurs	N°	Valeur *Baseline*	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Cible année 2020	Cible finale
RESULTAT 2.1: Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus						
Pourcentage des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL qui sont sécurisés (actes délivrés et enregistrés au dossier rural)	R2.1.1	NA	100%	100%	100%	100%
Pourcentage des aménagements mis en place ou réhabilités par PRADEL qui sont gérés correctement	R2.1.2	NA	100%	86%	80%	80%
Nombres d'emplois créés dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements pastoraux	R2.1.3	0	47	960	1000	1000
RESULTAT 2.2: Les systèmes et les canaux d´information et communication utilisés par les éleveurs et des autres acteurs des filières animales sont améliorés et renforcés						
Pourcentage d'utilisateurs du système d'information et de communication appuyé par le PRADEL qui sont satisfaits	R2.2.1	NA	0	90%	70%	**70%**

NA = Non applicable.

3.4.2 État d'avancement des principales activités

CODE	État d'avancement des principales activités [11]	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
	B01 - R2.1. Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus				
B01-01	**Priorisation des espaces à sécuriser et des aménagements à réaliser en fonction des chaînes de valeur prioritaires**		X		

11

A Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

CODE	État d'avancement des principales activités [11]	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
B01-02	Mise en œuvre des aménagements priorisés		X		
B01-03	Former et accompagner les acteurs dans la gestion des aménagements		X		
B01-04	Sécurisation foncière des aménagements pastoraux		X		
	B02 - R 2.2. Les systèmes et les canaux d´information et communication utilisés par les éleveurs sont améliorés et renforcés				
B02-01	Des systèmes d´information, sur base des NTICs et adaptés aux besoins des éleveurs sont développés		X		
B02-02	Renforcement de la diffusion de l´information collectée		X		

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Concernant l'ouput R2.1 : « Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus ».

a) Evolution des indicateurs et changements
Comparativement aux années antérieures, on peut dire que la réalisation d'aménagements pastoraux sécurisés et bien gérés (ouvrages hydrauliques, aires de pâturage, couloirs de passage) a atteint sa vitesse de croisière en 2020.

- **Tout comme en 2019, 100% des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL sont sécurisés en 2020**.
  Cette sécurisation foncière consiste surtout, dans un processus participatif et inclusif d'ingénierie sociale, à délimiter et géo-référencer les sites, à signer des accords sociaux entre les usagers, à prendre des actes administratifs (arrêtés de clarification de statut foncier, de sécurisation foncière, de mise en défens).
- **86% des aménagements réalisés sont gérés correctement**.
  Pour ces aménagements qui sont relativement bien gérés, les comités de gestion sont mis en place et renforcés, les arrêtés de mise en défens sont pris et les aménagements ne sont pas remis en cause.
  Toutefois, sur certaines aires de pâturage restaurées et couloirs de passage, on a assisté à des remises en cause des limites par certaines populations riveraines.
  Les contrevenants aux clauses des accords sociaux ont été verbalisés par les autorités lors des missions de police rurale appuyées par le programme.

- **960 emplois** dont 59% de femmes et 41% des hommes **(contre une prévision de 1 000)** ont été créés dans le cadre de la mise en œuvre des

aménagements pastoraux en 2020 contre 47 en 2019 pour une représentation de 59% des jeunes. Il s'agit d'une équivalence de 211 200 hommes/jours travaillés en HIMO qui correspond à 960 personnes employés pendant une année.
Les aménagements sont réalisés à travers l'approche HIMO et permettant ainsi à plusieurs personnes d'avoir des emplois temporaires durant une période difficile de l'année. Ainsi, dans certains villages, certains jeunes qui avaient émigré vers des pays voisins du Niger sont revenus dans leur terroir pour participer à ces travaux et gagner des revenus.

b) Les résultats intermédiaires

Les produits intermédiaires réalisés en 2020 sont :

- Trois puits pastoraux ont été réalisés et trois autres puits pastoraux sont en cours de réalisation.
- Les travaux de forage de cinq stations de pompage pastorales ont été réalisés à 100% et les marchés d'équipement de ces forages ont été attribués et sont en cours de réalisation. Pour les stations de pompage, le processus de délégation est amorcé avec le Conseil Régional dont le Dossier d'Appel d'Offres est validé par le Contrôleur Financier Régional de Tahoua. Le choix définitif est prévu pour le premier trimestre 2021.

- Une superficie de 1 736, 34 Ha (soit 100% de la prévision annuelle) de terre pastorale a été restaurée avec la réalisation d'ouvrages de CES/DRS ainsi que l'ensemencement et la plantation d'arbres.
- Une distance de 318 Km (soit 24.19% de la prévision de 2020) de couloirs de passage a été balisée. Tahoua par exemple, le programme a balisé 195 km de couloirs de passage et 72,54 km d'aires de pâturage, soit 6020 ha sécurisés.
- La bonne gestion des aménagements pastoraux est en cours de renforcement :
    - 100% des aménagements disposent d'accords sociaux entre les différents acteurs ;
    - 17 structures de gestion/ de veille/ ont été mises en place (soit 94%) ;
    - 13 aménagements, soit 72% des aménagements, ont fait l'objet de missions de contrôle de la mise en valeur avec l'appui du Programme et permettent de mettre fin à certaines tentatives de remise en cause des accords sociaux.
    - Des Fora communaux entre acteurs ont permis de décanter des situations liées à des incompréhensions et réticences des populations face à certaines réalisations. Des solutions sont trouvées de commun accord avec les chefs de villages riverains de 2 aires de pâturage dans les communes de Dioundiou, Yelou à Dosso ainsi que les autorités administratives et coutumières des départements concernés.

- Six (6) plans d'aménagements pastoraux ont été élaborés et le Programme a apporté également son appui à la validation de la feuille de route du schéma d'aménagement foncier (SAF) de la Région de Tahoua.

c) Bilan des livrables 2020 au 31 décembre 2020 :

Libellé	Prévision 2020		Réalisation 2020		Remarques
	Unité	Quantité	Quantité	%	
1. ***Aménagements pastoraux***					
6 puits pastoraux réalisés	Puit pastoral	6	3	50%	Retard dû à des problèmes fonciers et à un socle peu favorable sur certains sites
3 stations de pompage pastorales réalisées	SPP	3	60%	60%	5 forages ont été réalisés à 100% contre une prévision de 3 et le marché d'équipements de surface est en cours d'exécution
1 736 ha d'aires de pâturage restaurés	Ha	1736	1736	100%	
335 km de couloirs de passage balisés	Km	335	318	94,93%	Problèmes fonciers sur certains tronçons
2. ***Sécurisation foncière***					
100% des aménagements pastoraux disposent d'accords sociaux	%	100	100	100	Parfois, certains accords sont remis en cause
Les dispositifs de gestion des aménagements pastoraux sont mis en place et renforcés	COGES	18 (Initialement 19 par erreur)	17	94%	Il s'agit de 7 aires de pâturage, 5 puits pastoraux, 5 stations de pompage pastorales
Le contrôle de mise en valeur des aménagements sécurisés est effectif	Nombre de Mission de contrôle	18	13	72%	Une mission peut concerner plusieurs aménagements à la fois
La cartographies des aménagements pastoraux est réalisée	Nombre de cartes	28 (Initialement 29 par erreur)	25	89%	
3. ***Planification/programmation***					

Libellé	Prévision 2020		Réalisation 2020		Remarques
	Unité	Quantité	Quantité	%	
6 plans d'aménagements pastoraux élaborés	Nombre	6	6	100%	
La feuille de route du SAF Tahoua validée	Nombre	1	1	100%	

d) Principales difficultés

- La première difficulté concernant ce résultat a été la question foncière avec la remise en cause de certains accords sociaux. Le puits pastoral de Patelnaneri (Région de Dosso) n'a finalement pas été réalisé du fait du refus catégorique des communautés malgré les missions et rencontres de conciliation entamées par les autorités régionales (Conseil régional, Gouverneur, etc.) avec l'appui du PRADEL. Il y a aussi, le non-respect de la mise en défens au niveau de certains sites (exemple de l'aire de Dankouna où les communautés se sont définitivement installées dans l'aire avec mise en culture d'une partie de cette aire).
- Par ailleurs, les travaux de récupération de terre pastorale ont été perturbés par la pandémie du covid-19. Des sensibilisations sur les sites et la réorganisation des équipes pour le respect des mesures barrières (notamment la distanciation) ont permis la poursuite desdits travaux.
- Il faut également noter que certaines entreprises ne respectent pas les délais de réalisation du fait des difficultés internes de fonctionnement et d'organisation des chantiers (cas du marché de balisage).
- L'insuffisance des études techniques sous-estiment dans certains cas la consistance des travaux (niveau des nappes)
- Enfin, l'insécurité persiste dans certaines zones comme le site de Askou dans la commune d'Alléla.

e) Perspectives

La perspective concernant ce résultat est le renforcement de la gestion durable des aménagements. La capitalisation et la clôture des activités sont également des chantiers importants pour 2021.

Au niveau de l'ouput R 2.2. « Les systèmes et les canaux d´information et communication utilisés par les éleveurs sont améliorés et renforcés »

a) Evolution des indicateurs et changements

Le PRADEL a poursuivi en 2020 le renforcement des systèmes et des canaux d´information et de communication utilisés par les éleveurs et les autres acteurs des filières animales. L'utilisation d'un réseau de 15 radios locales, l'appui au

système d'information sur les marchés à bétail de deuxième génération (SIM B 2G), le renforcement de la plateforme électronique E-extension du RECA dans le domaine de l'élevage avec la mise en place d'un centre d'appels et de groupes WhatsApp.

- **91% des utilisateurs satisfaits du système d'information appuyé par le PRADEL sont satisfaits des services.**
  Sur la base des témoignages, on peut affirmer que les messages diffusés à travers les 15 radios locales, le centre d'appel en élevage et le groupe WhatsApp permettent une bonne prise de conscience pour la sécurisation foncière, une gestion efficace des ressources naturelles qui garantit la durabilité et une exploitation non conflictuelle des ressources naturelles. Les acteurs ont également accès à des informations et des conseils diversifiés sur la santé animale, l'alimentation, la dynamique des marchés.
  Les émissions radiophoniques ont suscité l'engouement des auditeurs qui intervenaient sur les ondes des radios concernées pour donner leurs impressions notamment quant à voir ces émissions se poursuivent pour une cohabitation pacifique des agriculteurs et éleveurs d'une part mais aussi pour une gestion concertée et participatives des ouvrages pastoraux, espaces aménagées réalisées.

b) Les produits intermédiaires suivants sont à noter en 2020 :

- 15 conventions signées avec les radios locales de Dosso (9 radios) et de Tahoua (6 radios) qui ont effectué 407 diffusions de message réalisées sur les thèmes suivants : la loi pastorale, la scolarisation des jeunes filles, les informations sur les filières, la sensibilisation sur la COVID -19.
- 3 211 personnes ont fait des retours sur les émissions diffusées dont 1215 femmes (38%) et 1996 hommes (62%).
- Un Centre d'Appels en Elevage (CAEL) de la plateforme e-Extension du RECA a été mis en place e fonctionnel. Cette collaboration avec le Réseau des Chambres d'Agriculture (RECA) vise l'amélioration de l'accès aux informations et aux services d'appuis conseil en élevage sur trois thèmes (1) santé animale (2) prix et marchés pour les animaux sur pied et aliments bétail (3) alimentation des animaux.

c) Bilan des livrables 2020 au 31 décembre 2020

Libellé	Prévision 2020		Réalisation 2020		Remarques
	Unité	Quantité	Quantité	%	
Le système digitalisé d'information sur les marchés à bétail 2ème génération (SIM 2G) est renforcé	SIM 2G renforcé	1	1	100%	Déploiement intégral du questionnaire digitalisé et opérationnal

Libellé	Prévision 2020		Réalisation 2020		Remarques
	Unité	Quantité	Quantité	%	
					isation de la plateforme
Des conventions avec des radios locales sont élaborées et signées en vue de la diffusion d'information sur la loi pastorale, l'accès aux ressources, les filières, etc.	Nombre de convention	15	15	100%	

d) Les difficultés majeures

La collaboration avec le RECA se fait à travers l'élaboration et l'exécution de termes de référence d'activités. Cette modalité a été prise en vue de contourner la procédure de subside qui est longue et fastidieuse, surtout en cette phase de clôture amorcée du programme. Malheureusement, cette démarche a aussi ses contraintes liées au fait qu'il n'y a pas assez d'autonomie du RECA.

e) Les perspectives

Les perspectives concernent surtout l'évaluation du niveau de satisfaction des utilisateurs de ces différentes sources d'information et de conseil (radios locales, centre d'appel. Il y a également le renforcement du centre d'appel en d'élevage du RECA dans le cadre de l'avenant du PRADEL.

3.5 Performance des outputs de l'objectif spécifique 3

3.5.1 Progrès des indicateurs

Résultats /Indicateurs	**N**	**Valeur de la *Baseline***	**Valeur année 2019**	**Valeur année 2020**	**Cible année 2020**	**Cible finale**
RESULTAT 3.1: Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs						
Nombre de nouveaux de paramètres spécifiques liés à l´élevages intégrés dans le dispositif DNP/GCCA et les OSV et SCAP-RU	R3.1.1	0	8	8	8	8
% de collectivités locales appuyées dans le cadre du PRADEL qui ont un plan de réponse aux crises, qui prend en compte les spécificités du monde des pasteurs et des agropasteurs	R3.1.2	45%	58%	100%	60%	**70%**

Résultats /Indicateurs	N	Valeur de la *Baseline*	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Cible année 2020	Cible finale
RESULTAT 3.1: Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs						
RESULTAT 3.2: Des modèles et actions spécifiques en élevage développés, capitalisés et mis en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables						
Nombre de modèles et actions spécifiques en élevage développés et diffusés ou capitalisés et diffusés	R3.2.1	0	4	0	1	**3**

3.5.2 État d'avancement des principales activités

CODE	État d'avancement des principales activités [12]	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
	C01 - R3.1 Des capacités des acteurs renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs				
C01-01	**Renforcer les systèmes d'alerte précoce et d'information sur la vulnérabilité des agropasteurs**		**X**		
C01-02	**Renforcer l´élaboration et la mise en œuvre des plans de réponse aux crises**		**X**		
	C02 - R 3.2 Des modèles et actions spécifiques en élevage développées, capitalisées et mises en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables				
C02-01	**Développer des modèles d´action pour le renforcement de la résilience à travers des actions pilotes et la capitalisation des différentes initiatives existantes et pilotes (BAB…)**			**X**	
C02-02	**Accompagner les ménages vulnérables pour renforcer leur résilience : actions pilotes**		**X**		

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

12

A Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Concernant le RESULTAT 3.1: « Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs »

a) Indicateurs et changements

Le renforcement des capacités des acteurs en vue de mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs a été poursuivi en 2020 avec les résultats intermédiaires suivants :

- **L'intégration d'indicateurs de nouveaux paramètres spécifiques liés à l´élevages dans le dispositif DNP/GCCA et les OSV/SCAP RU a été atteinte les années antérieures par les partenaires qui accompagnement le dispositif national auquel le PRADEL a contribué.**
  Pour 2020, un test pilote de collecte digitalisée des données sur la vulnérabilité pastorale a été poursuivi dans le cadre d'une collaboration avec le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires. Le matériel a été acquis et les formateurs ont été formés.
  12 cadres des Cellules de Coordination du Système d'Alerte Précoce (CC/AP) (Niveau central et Régional) formés sur l'utilisation du serveur et des smartphones pour la collecte et la transmission des données et la réception des messages d'alerte. A Tahoua, 18 membres des structures d'alerte ont été formés dont 5 des OSV et 13 relevant des SCAP-RU

  Aussi, une mission de suivi a été réalisée. Elle a révélé que 75 % des OSV et 100% des SCAP/RU de la zone d'intervention de Dosso, sont fonctionnels mais non sans difficultés

- **En 2020, 100% des communes appuyées par le PRADEL disposent de plan de réponse aux crises qui prend en compte les spécificités du monde des pasteurs et agropasteurs contre 58% en 2019 et 45% en 2018**.

  Ces communes connaissent ainsi les principales catastrophes et menaces auxquelles elles peuvent faire face et qu'elles sont les actions à prendre par les différents acteurs. La valorisation de ces plans de contingence est effective dans certaines communes dans la mesure où certains PTF s'y réfèrent pour leurs interventions.

b) Produits intermédiaires

Les principaux produits intermédiaires ayant contribué au résultat sont :

- Trois plans de contingence multirisques des bassins d'intervention du PRADEL dans la région de Dosso ont été élaborés pour toutes les 19 communes d'intervention de la région.
- 42 OSV/SCAP RU dans la région de Dosso et Tahoua ont été suivis.

c) Bilan des livrables 2020 au 31 décembre 2020

	Prévision 2020		Réalisation 2020	
	Unité	Quantité	Quantité	%
3 nouveaux plans de contingence multirisques au niveau des bassins d'intervention du PRADEL sont élaborés	Plan contingence	3	3	100%
Les 3 plans de contingence multirisques déjà élaborés sont mis en œuvre par les communes	Plan mis en oeuvre	3	2	66,67%
Les OSV/SCAPRU mis en place/renforcés par le PRADEL sont suivis et fonctionnels	Nombre OSV/SCAPRU	42	32	75%
Un test pilote de collecte digitalisée des données sur la vulnérabilité pastorale réalisé et documenté	Niveau d'exécution du test pilot	1	50%	50%

d) Difficultés majeures

Les difficultés majeures rencontrées sont :

- Bénévolat des membres des OSV/SCAPRU.
- Faible disponibilité du niveau national du DNPGCA et du niveau régional de Dosso pour finaliser le test pilote de collecte digitalisé.
- Insuffisance de ressources des collectivités pour la mise en œuvre des plans de contingence.

e) Perspectives

La perspective concernant ce résultat est la finalisation du test pilote de collecte digitalisé des données sur la vulnérabilité pastorale et la clôture des activités.

NB : Le transfert des activités restantes au MAGEL dans le cadre de la convention de subside conformément aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours avait été initié. Finalement, il a été abandonné du fait de l'impossibilité pour le MAGEL d'ouvrir un compte bancaire dans les délais raisonnables.

Au niveau de l'output R 3.2 : « Des modèles et actions spécifiques en élevage développées, capitalisées et mises en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables »

La poursuite dans le développement de modèles d'actions de résilience n'est pas pertinente au regard de la multitude d'actions déjà développées par les agences humanitaires qui sont spécialisées et qui disposent divers approches et outils dans ce dans ce domaine.

Par contre, en droite ligne des réflexions menées en 2019 sur les modèles de résilience ainsi que dans le cadre des plans de contingence, et suite aux inondations de cette année 2020, le Programme a accompagné quelques ménages affectés. Ainsi, 100 kits caprins soit 500 têtes ont été mis en place au profit de 100 ménages dans le village de Founkoye de la commune de Tahoua 1 (70 kits) et dans le village de Charé de la commune de Karofane (30 kits). Cet appui a été en priorité orienté vers les ménages dirigés par les femmes.

	Prévision 2020		Réalisation 2020		Remarques
	Unité	Quantité	Quantité	%	
Les 3 plans de contingence multirisques déjà élaborés sont mis en œuvre par les communes	Plan mis en oeuvre	3	2	66,67%	
Mis en place de kit caprins au profit de personnes vulnérables	Non prévu	Non prévu	100		Activité réalisée suite aux inondations

3.6 Performance des outputs de l'objectif spécifique 4

3.6.1 Progrès des indicateurs

Résultats /Indicateurs	N	Valeur de la *Baseline*	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Cible année 2020	Cible finale
RESULTAT 4.1: Les connaissances dans le secteur sont améliorées et contribuent à l´élaboration des stratégies et politiques						

Résultats /Indicateurs	N	Valeur de la *Baseline*	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Cible année 2020	Cible finale
RESULTAT 4.1: Les connaissances dans le secteur sont améliorées et contribuent à l´élaboration des stratégies et politiques						
Nombre total de (a) publications, (b) ateliers, (c) conférences, (d) études et recherches-actions appuyé par le PRADEL	R4.1.1	0	2	5	3	10
RESULTAT 4.2: La coordination et la communication dans le secteur sont renforcées						
Nombre d'espaces de coordination/concertation des acteurs de l'élevage mis en place et fonctionnels avec l'appui du PRADEL	R4.2.1	0	2	2	2	3
Degré de mise en œuvre du plan de communication du MAGEL	R4.2.2	0 % : Plan de communication non à jour/inexistant	19% : faiblement mis en œuvre	67% Moyennement mis en oeuvre	25% : Faiblement mis en œuvre	Entre 51% et 75% : bonne mise en œuvre
RESULTAT 4.3: Les capacités organisationnelles des acteurs publics du secteur de l'élevage sont renforcées pour mieux jouer leur rôle						
Nombres d'outils mis en place et opérationnels au niveau du MAGEL (outils de planification, suivi & évaluation au niveau du MAGEL et ses STD etc.)	R4.3.1	2	4	4	4	5
Pourcentage de communes disposant d'outils opérationnels de maitrise d'ouvrage dans le domaine de l'élevage	R4.3.2	14%	14%	76%	50%	75%
RESULTAT 4.4: Les capacités des OPELs faitières sont renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs et le plaidoyer pour influencer les politiques						
Nombre d'initiatives de plaidoyer et de lobbying par des OPELs faitières appuyés par le PRADEL	R4.4.1	0	1	0	1	3
RESULTAT 4.5: Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés sont promus						
Nombre de personnes sensibilisées par le PRADEL sur les droits et devoirs des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs	R4.5.1	0	0	19 131	9 040	25 280

ND : Non disponible (en cours d'évaluation)

3.6.2 État d'avancement des principales activités

CODE	LIBELLE	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
	D01 - R 4.1 Les connaissances dans le secteur sont améliorées				
D01-01	Améliorer les connaissances sur les systèmes et dynamiques changeantes de l´élevage		X		
D01-02	Capitaliser et diffuser des thématiques liées à l´élevage		X		
	D02 - R4.2 La coordination du secteur est renforcée				
D02-01	Renforcer les plateformes et les espaces de dialogue		X		
D02-02	Renforcer la communication dans le secteur		X		
	D03 - R4.3 Les capacités des différents acteurs publics renforcées				
D03-01	Renforcement du MAGEL + STD		X		
D03-02	Renforcement des collectivités territoriales			X	
	D04 - R4.4. Les capacités des OPELs sont renforcées				
D04-01	Renforcement des OPELS sur des thèmes clés		X		
D04-02	Appui à la mise en place des outils, et des services pour les membres par les OPELs			X	
	D05 - R4.5 Les droits des pasteurs sont mieux protégés				
D05-01	Diffuser les textes relatifs aux droits de l'homme et du citoyen au sein des sociétés nomades		X		

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Au niveau de l'output R 4.1 : « Les connaissances dans le secteur sont améliorées »

a) Evolution des indicateurs

- **En 2020, les activités d'amélioration des connaissances entamées en 2019 dans le secteur de l'élevage ont été finalisées. Ainsi :**
  - Trois études stratégiques dans le secteur ont été finalisées : Plan national de développement de la filière Lait (PNDF Lait), Plan

national de développement de la filière aviculture (PNDF Aviculture), étude diagnostique des organisations agricoles du sous-secteur de l'élevage.

- La capitalisation des expériences et des résultats de la recherche vétérinaire et zootechnique au Niger a été finalisée en collaboration avec le Conseil National de la Recherche Agronomique (CNRA) dans cinq (5) thématiques : l'amélioration génétique et la reproduction, l'alimentation animale, la santé animale, la transformation des produits animaux, la socio-économie de l'élevage.
- Le projet de recherche-action sur les cultures fourragères sur 7 sites (Bangui, Dogueraoua, Tsernaoua, Tserassa, Jidda et les stations de recherche INRAN konni et Kalapathé) dans les deux régions a été poursuivie en collaboration avec l'INRAN.
- L'étude sur les référentiels technico-économiques des chaines de valeur d'élevage a été finalisée, éditée et diffusée.

b) Principaux livrables 2020

Le bilan des livrables au 31 décembre 2020 est ainsi qu'il suit :

Libellé	Prévision 2020		Réalisation 2020		Remarques
	Unité	Quantité	Quantité	%	
Etude d'élaboration de Plans Nationaux Filières- LAIT réalisée et diffusée	Etude	1	0,9	90 %	Il reste la diffusion
Etude d'élaboration de Plans Nationaux Filières- Aviculture réalisée et diffusée	Etude	1	0,9	90 %	Il reste la diffusion
Etude diagnostic des OPELs et élaboration de stratégie d'appui institutionnel de l'Etat aux OPELs réalisée et diffusée	Etude	1	0,9	90 %	Il reste la diffusion
Recherche action sur les cultures fourragères exécutée et diffusée	Nombre recherche-action	1	0,75	75%	L'étude est en cours mais il est attendu le rapport final
Un document de capitalisation des recherches zootechniques et vétérinaires	Nombre de documents	1	1	100%	

Libellé	Prévision 2020		Réalisation 2020		Remarques
	Unité	Quantité	Quantité	%	
capitalisées élaboré					
2 ateliers thématiques organisés	Atelier thématique	2	1	50%	

d) Principales difficultés

La pandémie de la covid 19 a perturbé le déroulement normal des études et n'a permis que des restitutions à distance. De plus, les perspectives des élections présidentielles ont conduit au report des activités de diffusion des études stratégiques.

e) Perspectives

Il s'agira surtout de procéder à la diffusion des documents stratégiques tant au niveau du ministère, des acteurs que des partenaires techniques et financiers.

Au nveau de l'output R4.2 : « La coordination du secteur est renforcée»

a) Indicateurs et changements

- **Les deux plateformes et espaces de dialogue au niveau des deux régions d'intervention sont fonctionnels avec l'appui du PRADEL tout comme en 2019**.

  Il s'agit des deux (2) Comités techniques régionaux (CTR) de coordination et de concertation du secteur de l'élevage mis en place en 2018 à Dosso et Tahoua. Le CTR de Dosso a tenu deux (2) réunions précédées de visites des réalisations sur le terrain. Celui de Tahoua a elle aussi tenu deux réunions.

  Par ailleurs, deux cadres de concertation des OPELs mis en place dans les régions de Dosso et de Tahoua en 2019 ont également tenus des réunions en 2020 et entrepris de mettre en œuvre leurs plans d'activités. La concertation avec PRADEL demeure néanmoins peu formalisée.

  Sous l'égide de l'Expert Sectoriel Elevage de l'Ambassade de Belgique, les PTF du secteur de l'élevage ont tenu deux sessions d'échanges dont une sur l'impact de la COVID 19 sur le secteur de l'élevage.

- **Le niveau de mise en œuvre du plan de communication du MAGEL a évolué par rapport à 2019 en passant de faiblement mis en œuvre à moyennement mis en œuvre.**

Le site web est fonctionnel, le journal Makiayi est régulier dans sa parution, l'Intranet du Ministère est fonctionnel (même s'il est encore limité), etc.

b) Les produis intermédiaires

Les résultats intermédiaires suivants méritent d'être soulevés :

- Le Site Web du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage réalisé en 2019 est bien fonctionnel en 2020 ;
- Le Journal Makiayi du Ministère a é été accompagné et a fait 3 publications cette année sur une prévision de 3 publications ;
- Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et plusieurs acteurs ont été appuyés par le PRADEL et ont participé à l'édition 2020 du Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Environnement et de l'Elevage (SAHEL 2020) ;
- Une collaboration entre PRADEL et le RECA a été signée et en cours de mise en œuvre en vue de faciliter une plus grande intégration de l'élevage dans la plateforme E-extension et favoriser ainsi un meilleur accès à l'information et au conseil pour les acteurs du secteur ;
- Des documents sur les maladies prioritaires et émergentes du bétail au Niger (1 500 exemplaires), pathologie du dromadaire (1 500 exemplaires), posters (5 000) et dépliants (10 000) destinés aux agents des services vétérinaires, conçus et élaborés par un cadre du MAGEl, ont été édités avec l'appui financier du PRADEL et sont en vulgarisation.

c) Bilan des livrables 2020 au 31 décembre 2020

Libellé	Prévision 2020		Réalisation 2020		Remarques
	Unité	Quantité	Quantité	%	
2 Comités techniques régionaux (CTR) des acteurs de l'élevage de Dosso et Tahoua fonctionnels	CTR fonctionnel	2	2	100 %	
Concertation nationale des acteurs du sous-secteur de l'élevage accompagnée	Session de concertation	2	2	100 %	
Les capacités du personnel de la DAIDRP sont renforcées en matière	Nombre formation	1	1	100 %	Transféré à IRC

Libellé	Prévision 2020		Réalisation 2020		Remarques
	Unité	Quantité	Quantité	%	
de communication et relations publiques					
La DAIDRP est équipée en matériels de communication	Lot d'équipement	1	0,5	50%	
L'Intranet du MAGEL est utilisé	Intranet utilisé	1	100	100 %	253 personnes actives utilisent l'Intranet
Le site Web est pleinement fonctionnel	Site fonctionnel	1	1	100 %	4 921 visites et 1470 visiteurs dans le dernier trimestre
La plateforme E-extension du RECA appuyée dans le domaine de l'élevage et promue dans les zones du PRADEL	E-extension dans l'élevage	1	1	100 %	Un centre d'appel opérationnel
La participation du Niger à des Salons est soutenue et participe à la promotion des produits du sous-secteur	Nombre de salons	2	2	100 %	SAHEL2020, Foire de Turquie (IP Volaille)
Le bulletin Makiayi du Ministère est édité au moins 3 fois	Nombre de parution du journal	3	3	100 %	

d) Difficultés

- La faible contribution financière des acteurs au fonctionnement des comités techniques régionaux peut jouer négativement sur la pérennité après le projet ;
- L'insuffisance des ressources financières pour la mise en œuvre adéquate du plan de communication.

e) Perspectives

Les perspectives concernent surtout la capitalisation des expériences et la clôture des activités.

Au niveau de l'output R4.3 : « Les capacités des différents acteurs publics renforcées »

a) Evolution des indicateurs

- **Les outils de pilotage, de suivi & évaluation, de gestion au niveau du MAGEL ont été maintenus et renforcés.**
  Ainsi, on note une gestion plus participative au niveau des services déconcentrés de l'élevage avec des réunions régulières entre les responsables et le personnel, le respect des engagements en matière d'élaboration des documents de programmation et de rapportage budgétaire exigés dans le cadre de la réforme du budget-programme, de gestion qualitative et concertée des statistiques sectorielles, etc.
- **Les communes ont amélioré leurs capacités de maîtrise d'ouvrage en dépit des insuffisances encore constatées.**
  Des communes ont passé et géré des marchés publics, certaines ont mis en place des structures de gestion des aménagements, elles collaborent avec les services techniques pour le suivi/contrôle des réalisations, etc. En outre, elles disposent toutes de plans d'aménagements pastoraux, de plans de contingence multirisques, etc.

b) Les produits intermédiaires

- Dans le domaine du pilotage, de suivi & évaluation, de gestion au niveau du MAGEL
  - **Outil de gestion participative poursuivi :** La gestion participative des services déconcentrés de l'élevage a été soutenue à Dosso et Tahoua : réunions mensuelles entre les DRELs et leurs collaborateurs d'une part et entre les DDELs et leurs collaborateurs d'autre part sont régulièrement organisées avec l'appui du PRADEL. Cet appui s'est traduit par un changement de taille, noté par la DREL en ces termes : *" Depuis au moins 5 ans, les DDEL et SCEL ne tenaient aucune réunion. Les SCEL ont toujours cru que leur tâche se résumait au contrôle de la viande, à la clinique et à la collecte de données pour le SIM/B. Aujourd'hui, avec les réunions trimestrielles et mensuelles appuyées par le PRADEL, l'on note un changement sans précédent qui se traduit par les avancées ci-après :*
    - *les deux niveaux échangent beaucoup d'informations du terrain;*
    - *les données sont régulièrement collectées et servent aux rapports annuels;*
    - *les communaux vont eux-mêmes vers les autres intervenants dans leurs entités respectives pour collecter les données sur leurs activités et alimenter ainsi leurs rapports;*

- *on note un niveau de capitalisation intéressant de toutes les interventions sur la région. Les missions ministérielles d'évaluation de campagnes se passent sans stress pour la DREL car les données sont disponibles, à jour et très facilement compilables à la demande. Aujourd'hui, nous sommes capables de faire un bilan régional à tout moment sans retard d'informations. Nous avons même constaté que des trois directions régionales (DREL, DRA, DRGR), la DREL est la plus à l'aise en termes de mobilisation d'informations et sans stress.*
- *actuellement, la DREL a une programmation jusqu'au niveau communal;*
- *du point de vue de la communication, les contacts sont facilités entre les agents;*
- *l'intégration des nouvelles recrues (communaux) a été bien facilitée car ils ont eu leur orientation de base à travers les réunions périodiques."*

- **Outils de programmation et de rapportage poursuivis :** Le bilan des activités 2019 a é réalisé à l'échelle du pays avec l'appui du PRADEL. De même le Programme a appuyé l'élaboration des documents de programmation stratégique et opérationnelle du MAGEL (DPPD 2020-2022, PAP 2020 et RAP 2019).
- **Outil de suivi & évaluation renforcé :** L'étude sur l'élaboration du dispositif digitalisé de Suivi & Evaluation du MAGEL a été réalisée et le logiciel a été validé. La commande de matériels informatique a été faite et livrée. La formation des acteurs sur le dispositif et le logiciel a été reportée pour 2021 à cause des mesures barrières liées à la covid 19.
- **Gestion des statistiques renforcée :** La gestion des statistiques d'élevage de la direction des statistiques a été renforcée comme en 2019. Ainsi, la base de données statistiques d'élevage a été améliorée en corrigeant certaines insuffisances (possibilité d'installation sur toutes les versions ACCESS de 2007 à plus, mise à jour de certaines fonctionnalités des données de généralités, production, santé, animale et commercialisation, conformation des états des indicateurs des niveaux régional et national). L'harmonisation des données pour le rapport annuel statistiques a été organisée.

  Par ailleurs, 86 cadres de l'élevage ont été formés sur la gestion de la base de dossées ACCESS relatives aux statistiques administratives de l'élevage.

- Dans le domaine du renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale

- 76 personnes des communes ont été formées sur la redevabilité ;
- 5 comités locaux de suivi de réalisation des puits ont été mis en place et sont fonctionnels ;
- 100% des aires et ouvrages hydrauliques réalisés disposent d'un comité de gestion et bénéficient d'un accompagnement de proximité de deux ONG prestataires.

c) Bilan des livrables 2020 au 31 décembre 2020

Libellé	Prévision 2020		Réalisation 2020		Remarques
	Unité	Quantité	Quantité	%	
Le dispositif de Suivi & Evaluation du MAGEL est élaboré et fonctionnel	Etude dispositif S&E	1	1	100%	
	Logiciel	1	1	100%	
	Système S&E fonctionnel	1	0	0%	Matériel informatique livré mais reste la formation
La dynamique de gestion participative des DRELs & DDELs maintenue	Nombre réunions tenues	66	29	44%	
Les documents de programmation stratégique du MAGEL (DPPD, PAP et RAP) sont élaborés ;	Nombre de document élaborés	3	3	100%	
Le bilan et la programmation des activités du secteur de l'élevage sont élaborés dans les 8 régions	Bilan national des activités du secteur	1	1	100%	
Les capacités des STDEL/MAGEL sont renforcées dans divers thèmes (HACCP en élevage, la maîtrise des pathologies aviaires, les techniques en aviculture familiale et moderne, l'approche du SNCA, les maladies prioritaires du bétail et les pathologies des dromadaires, statistiques)	Nombre formation	3	3	100%	Le reste a été transféré au projet IRC conformément aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours
Une boite à outils maîtrise d 'ouvrage des communes dans le domaine de l'élevage est élaborée	Nombre boite à outils	1	ANNULE car jugé non pertinent par les communes, notamment de Dosso		

Libellé	Prévision 2020		Réalisation 2020		Remarques
	Unité	Quantité	Quantité	%	
Un voyage d'étude / visites d'échanges d'expériences au Niger ou dans la sous-région sur les cas de succès de gestion d'infrastructures et d'équipements d'élevage organisé	Nombre voyage d'étude	1	0	0,00%	
Les acteurs des collectivités sont formés sur divers thèmes (techniques de plaidoyer et de lobbying, maitrise d'ouvrage, formulation des projets et programmes, redevabilité)	Nombre d'acteurs formés	76	76	100%	Les activités non exécutées par PRADEL ont transféré au projet IRC
Le suivi de l'exécution des investissements est assuré (protocoles/TdR communes-STD)	Nombre d'investissements dont le suivi de l'exécution est assuré par les STD	20	11	55%	Retard dans le démarrage des travaux à Tahoua
Des structures locales de suivi communautaire de la réalisation des puits sont mises en place	Nombre de CLS mis en place	6	5	83,33 %	
Des structures locales de gestion mises en place	Nombre structure locale de gestion mises en place	18 Initialement 19 par erreur	18	100%	Aires pâturages et ouvrages hydrauliques
Des conventions de délégation de gestion des infrastructures/aménagements pastoraux	Nombre de convention de délégation	3	0	0%	SPP
Le suivi des structures de gestion est assuré par les collectivités	Nombre de structures de gestion suivies	18	0	0%	Les structures locales viennent juste d'être mises en place par les ONG

NB : La mise en œuvre des actions du Plan de renforcement des capacités du Ministère (niveau central) et des Services techniques déconcentrés de l'Elevage ainsi que des communes a été transféré à l'Intervention Renforcement des Capacités (IRC) sur la base des recommandations de l'évaluation à mi-parcours.

d) Difficultés majeures

Le voyage d'étude programmé pour les communes et la formation des gestionnaires du système de suivi et évaluation n'ont pas été exécutés à cause de la covid 19. Par ailleurs, le transfert des activités au MAGEL a été abandonné du fait de l'impossibilité pour celui-ci d'ouvrir un compte dabs une banque commerciale.

e) Perspectives

Les efforts pour la période à venir seront surtout sur le processus d'opérationnalisation du dispositif de suivi et évaluation avec la formation des acteurs. Les collectivités seront accompagnées également pour la délégation des stations de pompage pastorales, le renforcement du suivi de l'exécution des investissements par les services techniques déconcentrés, le renforcement des structures locales de gestion et de leur suivi par les communes.

Au niveau de l'output R4.4 : « Les capacités des OPELs sont renforcées »

Le renforcement des capacités des OPELs a été transféré au Projet IRC. Toutefois, certaines initiatives ont été accompagnées par le PRADEL même si celles-ci sont restées modestes. Ainsi :

- Une formation des formateurs sur les techniques innovantes en production, transformation, commercialisation, conditionnement organisée au profit de 22 membres des Chambres régionales d'agriculture (CRA).
- Un appui a été apporté à trois organisations pour leur participation au Salon de l'Agriculture (SAHEL 2020) et à l'IP Volaille pour une participation à une foire en Turquie.
- 25 membres du Collectif Djigo, formés sur l'élevage et l'entreprenariat dans les chaines de valeur animales, dans le cadre de la mise en œuvre des plans de plaidoyers.

Bilan des livrables 2020 au 31 décembre 2020

Libellé	Prévision 2020		Réalisation 2020	
	Unité	Quantité	Quantité	%
Les plans de plaidoyer et de défense des droits des OPELs faîtières sont mis en œuvre (IP BVCP, IP Aviculture, CAPAN)	Nombre de plans de plaidoyer mis en œuvre	3	0	0,00%
Les OPELs sont appuyées pour l'organisation /participation à des foires et salons	Nombre OPELs appuyées	3	3	100%

Libellé	Prévision 2020		Réalisation 2020	
	Unité	Quantité	Quantité	%
Un voyage d'études et d'échange avec des CRA de la sous-région sur le Conseil de Gestion en Exploitation Familiale organisé	Voyage d'études/ d'échanges	1	0	0%
Une formation des formateurs sur les techniques innovantes en production, transformation, commercialisation, conditionnement organisée au profit des membres des CRA	Nombre de personnes formées	20	22	110%

Au niveau de l'output R4.5 : « Les droits des pasteurs sont mieux protégés »

La promotion des droits des humains surtout des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés a atteint sa vitesse de croisière. Une ONG (TIMIDRIA) a été recrutée et a procédé à une série d'activités. Elle a organisé des tournées foraines, la diffusion de message radio de sensibilisation sur les droits humains, notamment la pratique de l'esclavage dans certaines sociétés de pasteurs. En outre 21 leaders coutumiers dont 2 femmes (pour Tahoua), religieux, juges/magistrats ont été formés sur les droits humains.

En tout, 30 tables rondes radiophoniques et 314 diffusions de messages sur les radios locales sur les droits humains, la scolarisation des jeunes filles et la COVID-19 ont été réalisées.

Libellé	Prévision 2020		Réalisation 2020	
	Unité	Quantité	Quantité	%
20 000 personnes sensibilisées sur les droits humains, les droits et devoirs des groupes des pasteurs, agro-pasteurs, agro-éleveurs	Nombre personnes sensibilisées	20 000	19 131	95,7%

4 Suivi budgétaire

Le taux d'exécution du budget global au 31/12/2020 est de 64% contre 22% au 31/12/2019.

Au 31 décembre 2020, le budget de l'année 2020 connait un taux d'exécution de 88% pour sa version initiale et de 105% pour sa version révisée.

BUDGET GLOBAL			BUDGET ANNEE 2020				
Prévision	Exécution		Prévision initiale	Prévision ajustée	Exécution	% exécution budget initial	% exécution budget ajusté
	Montant en Euros	%					
14 000 000	9 005 026,79	64%	5 724 641,73	4 821 483,73	5 045 659,60	88%	105%

NB : le budget année 2020 a été ajusté car certaines dépenses, bien qu'exécutées en 2020, ont été rattachées à l'exercice 2019. Lesdites dépenses ont donc été retranchées de la prévision 2020.

Le détail de l'exécution budgétaire présenté dans le tableau ci-dessous met en exergue la corrélation entre le niveau d'avancement des résultats et le taux d'exécution budgétaire.

Ainsi, les résultat 1.4 et 1.5 connaissent encore un taux d'exécution budgétaire en retrait par rapport au temps du fait respectivement du retard dans le financement agricole et la réalisation des investissements structurants à Tahoua d'une part, et le retard dans la structuration des filières au niveau national (IP Lait par exemple) d'autre part. Cela impact le taux d'exécution du budget de l'objectif spécifique 1 qui est encore à 59,71%. Toutefois, la dynamique enclenchée permettra d'absorber ce retard en 2021.

Par contre les objectifs spécifiques 2, 3 et 4 connaissent des taux d'exécution budgétaire importants et leurs activités sont en cours de finalisation. Concernant l'objectif spécifique 2 par exemple, tous les marchés sont attribués et en cours de finalisation (stations de pompage, puits, balisage).

De façon globale, un réaménagement budgétaire sera proposé pour ajuster les lignes après une plus grande maîtrise des coûts des activités programmées en 2021.

	Budget	Dépenses				Solde	Taux de décaissement à la fin de l'année 2020
		Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année couverte par le rapport 2020		
TOTAL	**14 000 000,00**	**334 698,02**	**995 481,76**	**2 629 187,41**	**5 045 659,60**	**4 994 973,21**	**64,3%**
OUTCOME 1	**5 637 042,00**	**75 997,52**	**226 082,50**	**1 187 016,40**	**1 877 061,01**	**2 270 884,57**	**59,71%**
Output 1.1	124 808,00	0	111 093,18	14 036,55	1 797,36	-2 119,09	101,70%
Output 1.2	977 017,00		52 507,01	402 752,77	329 121,27	192 635,95	80,28%
Output 1. 3	1 273 463,00	75 997,52	43 268,57	212 249,04	891 007,59	50 940,28	96,00%

	Budget	Dépenses				Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année 2020
		Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année couverte par le rapport 2020		
Output 1. 4	2 851 566,00		3 424,21	536 362,72	560 963,14	1 750 815,93	38,60%
Output 1.5	410 188,00		15 789,53	21 615,32	94 171,65	278 611,50	32,08%
OUTCOME 2	**2 521 247,00**	**0,00**	**18 002,86**	**238 690,73**	**1 461 128,63**	**803 424,78**	**68,13%**
Output 2. 1	2 332 352,00		6 341,88	157 541,37	1 411 719,77	756 748,98	67,55%
Output 2.2	188 895,00		11 660,98	81 149,36	49 408,86	46 675,80	75,29%
OUTCOME 3	**142 379,00**	**0,00**	**15 636,62**	**29 250,24**	**93 323,08**	**4 169,06**	**97,07%**
Output 3.1	139 406,00		15 636,62	20 904,65	92 550,92	10 313,81	92,60%
Output 3.2	2 973,00			8345,59	772,16	-6 144,75	306,69%
OUTCOME 4	**1 271 321,00**	**0,00**	**48 875,54**	**322 845,83**	**601 658,70**	**297 940,93**	**76,56%**
Output 4.1	339 230,00		15 876,28	46 478,71	141 527,58	135 347,43	60,10%
Output 4.2	215 523,00		14 803,69	79 470,72	105 260,59	15 988,00	92,58%
Output 4.3	458 113,00		17 045,27	144 045,63	292 126,94	4 895,16	98,93%
Output 4.4	218 789,00		483,83	52850,77	23462,53	141 991,87	35,10%
Output 4.5	39 666,00		666,47	0	39281,06	-281,53	100,71%
RESERVE	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	**#DIV/0!**
Cogestion	0					0,00	#DIV/0!
Régie	0,00					0,00	#DIV/0!
MOYENS GENERAUX	**4 428 011,00**	**258 700,50**	**686 884,24**	**851 384,21**	**1 012 488,18**	**1 618 553,87**	**63,45%**
Frais personnel	3 415 870,00	66 308,33	530 179,21	627 860,58	767 034,85	1 424 487,03	58,30%
Investissements	284 700,00	148 846,20	68 543,97	67 310,59	3 787,68	-3 788,44	101,33%
Frais fonctionnement	447 999,00	6 545,97	72 601,59	119 922,29	152 679,69	96 249,46	78,52%
Audit suivi & évaluation	282 415,00	37 000,00	15 549,61	43 669,95	60 341,57	125 853,87	55,44%
Ajustement Z	-2 973,00		9,86	-7 379,20	28 644,39	-24 248,05	-715,61%

5 Risques et problèmes

Les risques et les problèmes sont ceux inscrits dans la baseline du Programme et actualisés dans l'outil PILOT d'Enabel. Cependant, de nouveaux risques majeurs sont apparus en 2020. Ils'agit de:

- ✓ **Marchés publics:**
  - **Le risque de retard dans la passation des marchés publics** a été relativement bien gérés grâce à plusieurs mesures dont l'allègement des critères de sélection, l'anticipation dans la préparation et le lancement des marchés, la formation de l'équipe en passation des marchés. Un expert supplémentaire en marchés publics a également été recruté par Enabel pour appuyer l'ensemble des projets. Un suivi régulier des marchés publics a été également été instauré.
  - **Le risque de retard d'exécution ou de mauvaise exécution** de certains marchés publics a été une préoccupation pour laquelle des mesures adequates ont été prises: mise en place de kits de prévention de la covid19, tenues de réunions régulières de suivi des marchés avec les prestataires, réorganisation des chantiers par petits groupes, renforcement de l'appui conseil par groupe restreint, etc.

    Toutefois, les marchés publics comportant de l'importation de matériels ont souffert de la désorganisation des circuits d'approvisionnement à l'échelle mondiale.
- ✓ **Subsides**
  - **Le risque de faible réactivité des CT dans le cadre la convention Enabel-ANFICT** pouvant intervenir et entrainer un décalage a eu peu d'effet à Dosso et un effet élevé à Tahoua où seulement 27% des investissements sont réalisés contre 88% Dosso. Le renforcement de la capacité de maitrise d'ouvrage des CT de Tahoua, la collaboration entre elles et les services techniques déconcentrés doivent être renforcés.
  - **Le risque de non conclusion à temps des conventions de subside avec les IMF et de retard dans la mise en oeuvre dans la convention de subside avec le FISAN pour le financement agricole** s'es avéré finalement élevé avec un effet élevé . Seule une IMF sur une prévision de quatre a été recrutée et seulement 47 dossiers ont été financés sur une prévision de 462 dossiers. Les mesures d'anticipation prises par Enabel/PRADEL dans le recrutement d'IMF n'a pas porté fruit car l'ancienne direction du FISAN n'a finalement pas respect ses engagements de contractualiser avec ces IMF. Toutefois, le travail effectué par l'UGP est en cours de valorisation dépuis fin 2020 avec la nouvelle équipe du FISAN.

- **Les lourdeurs des procédures d'octroi du subside au MAGEL** se sont avérées fortes et ont contraint à l'abandon du processus après la fourniture d'efforts importants. Comme proposé dans le rapport annuel 2019, la revue des procédures de subside avec les services publics dans le contexte des reformes des finances publiques s'avère importante.

✓ Le non respect de certains accords sociaux entainant la remise en cause des vocations de certains aménagements pastoraux a été un risque modéré qui mérite de retenir l'attention au regard de l'importance de son impact sur les acquis du programme.

Au délà de ces risques, les problèmes auxquels l'UGP a dû faire face restent princiaplement la question (i) sécuritaire, (ii) la pandémie de la COVID19 et (iii) l'absence de garantie au niveau des promoteurs.

Les principaux risques et problèmes gérés durant l'année 2020 sont consignés dans les tableaux ci-dessous.

Tableau des principaux risques gérés durant l'année 2020

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsible	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
Certains groupes ou familles influentes pourraient abuser de leur statut et s'accaparer des actions de l´intervention au détriment de certaines cibles visées par le programme, entrainant ainsi une non atteinte des résultats	OPS	Medium	High	Medium	Action : Contracter une structure (ONG) spécialisée et bien sensibiliser sur l'approche par le droit, y inclue la sensibilisation des équipes sur la problématique.	GADO Saa	Accompli	23/01/2022	Prestataire recruté Un atelier de sensibilisation sur les droits humains organisé à l'intention de leaders communautaires Des sessions d'information via les radios locales en cours sur les droits humains
Une crise/catastrophe (y inclues sécheresse, inondation, épizooties) peut survenir et modifier les priorités des institutions partenaires vers des actions d´urgence et de reconstitution du cheptel, plutôt que des actions plus structurantes telles que définies dans l´intervention.	DEV	Moyen	Haute	Haute	Intégrer des activités de résilience climatique et de meilleure gestion des ressources naturelles dans l'intervention (résultat 2 et 3)		En cours	31/12/2021	Financement du suivi de la campagne pastorale pour permettre aux autorités de prendre des mesures à temps. Mise en place/renforcement de systèmes d'alerte précoce prenant en compte l'élevage Élaboration de 6 plans de contingence multirisques Réalisation de travaux de récupération pastorales
					Assurer la disponibilité d'un financement ad-hoc en cas d'urgence	NIAONE Kadré Kader	Prévu		Le Budget du PRADEL prévoit une ligne spécifique à mobiliser en cas de nécessité
La dépréciation de la Naira au Nigeria peut survenir et constituer une source de baisse de l'activité économique des	DEV	Moyen	Moyen	Moyen	Accompagner les interprofessions à faire un plaidoyer auprès du	SARR Mamadou	En cours	31/12/2021	3 OPEL dont 2 Interprofessions (IP bétail-viande et IP Volaille) ont bénéficié de 3 plans de plaidoyer et d'une formation en

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsible	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
filières animales pouvant impacter les revenus des ménages, réduire les débouchés et leur capacité à contribuer à la chaîne de valeur, augmenter le risque d'exode des jeunes, détériorer un climat d'affaires dans le secteur de l'élevage déjà peu favorable pour l'intervention					gouvernement pour soutenir les producteurs				plaidoyer &lobbying
					Appuyer les acteurs à rechercher de nouveaux débouchés	SARR Mamadou	Prévu	31/12/2021	L'IP volaille et l'IP BCVP appuyées pour participer à des foires (Abidjan, Turquie)
Le non-respect de conditions de pérennisation des investissements de restauration de terres pourrait entraîner l'occupation, la vente et le changement de vocation des espaces pastoraux aménagés malgré l'existence des actes de sécurisation	OPS	Moyen	Haute	Haute	Développer une ingénierie sociale adaptée dans les stratégies de l'intervention et veiller à définir les mesures de transition et durabilité.	MAHAMANE Saidou	En cours	23/01/2022	Une ingénierie sociale conduite pour tous les aménagements et les actes de sécurisation foncière des aménagements ont été établis. Un prestataire d'appui-conseil à la gestion durable des aménagements est recruté. Il a déjà facilité la mise en place des structures de gestion des aménagements. Leur formation et accompagnement à la gestion durable est en cours.
					Faire de la sensibilisation auprès des utilisateurs sur l´importance de respecter les conditions de pérennisation et s'entendre sur les règles (accords sociaux).	MAHAMANE Saidou	En cours	23/01/2021	Les accords sociaux pour la gestion des aménagements ont été établis après de larges concertations au niveau des communautés.
					Former et sensibiliser les acteurs dont les magistrats,	MAHAMANE Saidou	En cours	31/12/2021	Des sessions de formations /sensibilisation organisées dans

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsible	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
					autorités, chefs traditionnels sur les textes du code rural (GRN)				les bassins d'intervention du PRADEL
					Assurer la vulgarisation et la dissémination des textes législatifs et réglementaires, notamment le Code Pastoral, auprès des populations et des autorités locales	MAHAMANE Saidou	En cours	31/12/2021	La loi pastorale vulgarisée par les radios communautaires de la région de Tahoua et de Dosso dans le cadre de conventions de diffusion signées entre elles et PRADEL
Des lenteurs administratives dans la passation et la gestion des marchés pourraient survenir et causer des retards dans l'exécution des activités et impacter sur la qualité des réalisations/prestations .	OPS	Moyen	Moyen	Moyen	Mettre en place des procédures adaptées pour la passation (prospection, visite des lieux, séance d'information, document simplifié, etc.)		Accompli		Une seule commission mise en place pour l'ouverture et l'évaluation des offres.
					Établir des Accords- cadres pour les services courants	ADAMOU Kimba	En cours	30/06/2019	Des accords-cadres sont mis en place (fournitures, est.) et l'utilisation des accords-cadres du siège d'Enabel
					Veiller au respect des modalités de gestion des marchés publics prévues dans le présent DTF	ADAMOU Kimba	En cours	23/01/2022	En cours de mise en œuvre à travers la mise en place une seule commission pour l'ouverture des offres et l'évaluation des offres, l'allègement des procédures pour les ANO, entre autres.
					Veiller à valoriser les expériences du PAAPSSP et PAPAT dans la définition des critères de sélection des prestataires et des procédures de marchés publics	ADAMOU Kimba	En cours	31/12/2021	Simplification des Commissions Simplification des procédures d'ANO
					Recruter un autre expert passation des marchés partagé	SINDAYIGAYA Gilbert	Accompli	31/12/2019	Expert Marchés Publics recruté

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsible	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
					avec les autres Programmes				
					Initier les ATN à l'élaboration des cahiers spéciaux de charge	ADAMOU Kimba	Accompli	31/12/2019	Planning élaboré, suivi et mis à jour régulièrement, un briefing des assistants techniques en marchés publics pour leur permettre d'être capables d'initier les cahiers spéciaux des charges/DAO a été fait. Une session déconcentrée d'évaluation des offres des soumissionnaires ont été organisées Par ailleurs, un recours important a été fait aux services
L´esprit d´entrepreneuriat est très peu développé au Niger et le changement de mentalités peut prendre du temps, avec le risque d´avoir des résultats encore très modestes dans ce domaine à la fin de l´intervention.	OPS	Moyen	Haute	Haute	Limiter les ambitions du programme en termes de développement de l´entreprenariat et mettre en place des dispositifs prenant en compte le contexte socioculturel	NIAONE Kadré Kader	Accompli	31/12/2021	La stratégie d'appui de développement des chaines de valeur du PRADEL a été élaborée en tenant compte de cette contrainte (limitation du portefeuille de promoteurs, etc.). Le dispositif GEIC/Cluster facilitera la connexion et l'autonomisation des acteurs tout en facilitera l'exit du PRADEL
					Analyser les freins à l'entreprenariat (peurs, manques d'information, mesures politiques, capacités, etc.) et mettre en	NIAONE Kadré Kader	En cours	31/12/2021	- Dispositif d'appui conseil de proximité mis en place et tient compte des aspects socioculturels ainsi que de la nécessité d'un

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsible	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
					place des dispositifs prenant en compte le contexte socioculturel.				accompagnement de proximité et dans l'action - Un mécanisme de financement mis en place et tenant compte des goulots d'étranglement et des spécificités des groupes socio-professionnels (jeunes, femmes, maillons de chaque chaîne de valeur, etc.) - Les services techniques déconcentrés sont outillés et apportent l'appui conseil également aux acteurs - Exit stratégie
La faible capacité de gestion des partenaires par rapport aux procédures exigées par l'intervention (conventions de subside, et activités sur TdR) pourraient entraîner des dépenses non éligibles / impacter la qualité et l'efficacité de mise en œuvre, voire l'atteinte des résultats.	FIN	Moyen	Moyen	Moyen	Réaliser systématiquement des analyses organisationnelles et fournir un appui systématique aux partenaires	NIAONE Kadré Kader	En cours	31/12/2021	FISAN, ANFICT BAGRI, YTM, MAGEL et Capital Finance ont déjà fait l'objet d'analyse organisationnelle.
					S'inspirer et capitaliser les expériences du PAAPSSP et PAPAT dans la définition des critères d'exécution du partenariat avec les services publics et choisir des modalités de mise en œuvre adaptées.	GOUMEY Boubacar	En cours	31/12/2021	Le cadre Enabel n'offre pas trop de choix

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsible	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
					Assurer la clarification préalable des conditions d'éligibilité des dépenses en cas de subsides.	GOUMEY Boubacar	En cours	31/12/2021	Les conventions de subside prévoient cet aspect. Des réunions déjà tenues avec les bénéficiaires de subside pour harmoniser la compréhension des procédures de justification des dépenses
					Mettre en place si nécessaire de mécanismes d'ANO en amont des engagements.	GOUMEY Boubacar	Prévu		
Le retard dans la signature de la convention de subside pour le financement des promoteurs privés pourrait entraîner un retard dans l'atteinte des résultats relatifs à l'amélioration des conditions et des services pour la production animale.	OPS	Faible	Haute	Moyen	Anticiper la convention de subside parallèlement à l'évaluation organisationnelle de ANFICT, FISAN.	NIAONE Kadré Kader	Accompli	31/12/2019	Convention signée avec le FISAN et l'ANCFIT
L'indisponibilité des acteurs municipaux pendant la période électorale qui s'annonce risque d'entrainer un décalage calendaire pour certaines activités	OPS	Haute	Haute	Très Élevé	Lancer très tôt les marchés qui impliquent les acteurs municipaux/communaux		En cours	31/08/2020	Les marchés impliquant les communes tous été lancés et sont tous en cours d'exécution
					Prendre en compte le personnel des Mairies dans les activités de renforcement de capacités		En cours	31/12/2020	
Marché NER 1606911- 10016 Sélection de prestataire d'appui-conseil aux promoteurs de la région de Tahoua : Il y'a	OPS	Faible	Haute	Moyen	Doter les équipes d'intervention du prestataire ainsi que les	SARR Mamadou	En cours	15/06/2020	Commande des masques et gel hydroalcoolique faite et livrée aux acteurs

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsible	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
risque de décalage des activités d'appui conseil du fait de la pandémie du COVID-19					bénéficiaires de kits de prévention du covid-19				
					Poursuivre la démarche d'appui individualisé à chaque promoteur	OUSSEINI Hamadou	En cours	31/08/2020	
NER 1606911-.10043 Convention Subside garantie créances irrécouvrables IMF2 Dosso-ARK: La non conclusion/exécution dans les délais et la faiblesse des IMF au Niger pourraient compromettre le financement des projets des promoteurs des chaines de valeurs animales dans les délais.	DEV	Nulle	Haute	Nul	Suivre régulièrement la mise en œuvre de la convention quand elle sera signée à travers des réunions/concertations avec l'IMF/évaluation régulière de l'état d'avancement du dossier	OUSSEINI Hamadou	En cours	31/07/2020	CS non singée. Structure finalement récusée par le partenaire FISAN. Un processus sera engagé avec l'IMF qui sera retenue par le FISAN (nous attendons une lettre officielle du FISAN pour connaitre le nom de la structure retenue)
					Suivre le dossier subside au niveau du siège	OUSSEINI Hamadou	En cours	31/07/2020	
					Veiller à la bonne mise en œuvre des activités de renforcement de capacités contenus dans la convention de subside	OUSSEINI Hamadou	Prévu	30/06/2021	
NER 1606911-10003 Marché Equipements de surface de 5 stations de pompage pastorales dans les régions de Dosso et de Tahoua : Le marché de forage en cours et auquel le marché actuel (équipements forage) est lié peut ne pas donner de résultat probant (forages négatifs, remise en cause du choix des	DEV	Faible	Haute	Moyen	Faire un suivi de proximité du marché de forage et prendre rapidement de mesures de mitigation de risques (recherche de nouveaux accords sociaux, déplacement de sites, etc.)	MOUMOUNI Alka	En cours	31/05/2021	Le marché de forage a été bien exécuté dans les délais et les forages sont tous positifs. Le marché pour l'équipement des forages est bien avancé (projet de DAO élaboré)

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsible	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
sites, apparition de conflits) permettant l'exécution de ce marché d'équipement dans les délais requis.									
Marché NER 1606911-10004 - Travaux de construction de la laiterie de Gaya et de 2 centres de collecte de lait: Les exigences techniques élevées du marché pourraient conduire à un marché infructueux et retarder la mise en œuvre du marché. (Finalement le marché a été attribué dans les délais. Le risque devient dès lors nul).	OPS	Nulle	Moyen	Nul	Assurer une bonne publicité du marché	SARR Mamadou	Accompli	30/09/2020	Marché lancé et large publicité faite dans le Journal le Sahel, le site web Enabel et dans la plateforme des marchés de l'union européenne. Marché attribué.
					Tenir une réunion d'échanges avec les autres partenaires (OXFAM, etc.) qui ont déjà conduit ces types d'opérations.	SARR Mamadou	Accompli	30/06/2020	Une réunion d'échanges tenue avec OXFAM.
					Organiser une visite d'échanges au niveau de la laiterie de Bermou pour s'inspirer de la gestion de laiterie	SARR Mamadou	Prévu	31/03/2021	
Marché NER 1606911-10005 - Fourniture, équipements et appareillage de laboratoire de la laiterie de Gaya: L'exigence technique élevée pouvant conduire à un marché infructueux et la fermeture des frontières pourraient retarder la mise en oeuvre du marché dans les délais	OPS	Faible	Moyen	Moyen	Assurer une large publicité du DAO/CSC	SARR Mamadou	En cours	31/07/2020	Marché attribué et en cours d'exécution
					Tenir une réunion d'échanges avec les autres partenaires (OXFAM, etc.) qui ont déjà conduit ces types d'opérations.	SARR Mamadou	Accompli	30/06/2020	Rencontre d'échanges tenue avec OXFAM
					Organiser une visite d'échanges au niveau de la	SARR Mamadou	Prévu	31/01/2021	

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsible	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
					laiterie de Bermou pour s'inspirer des équipements de la laiterie				
Marché NER 1606911-10005 Fourniture, équipements et appareillage de laboratoire de la laiterie de Gaya : La complexité du marché et l'inexpérience de l'UGP peuvent induire une mauvaise exécution du marché et la mise en place d'équipements de mauvaise qualité avec des décalages des activités	REP	Moyen	Haute	Haute	Assurer un contrôle rigoureux et une supervision de l'acquisition et de la mise en place des équipements avec l'appui d'une assistance nationale/ internationale à l'UGP en plus du cabinet de contrôle	SARR Mamadou	En cours	30/06/2021	Assistance nationale recrutée
					Assurer la supervision de l'exécution des travaux par l'ATN Suivi infrastructures et les services déconcentrés de génie rural	MOUMOUNI Alka	En cours	31/05/2021	Des missions de contrôle et de supervision sont réalisées régulièrement
SUBSIDE-NER 1606911-10011 Convention Subside en garantie créances irrécouvrables impayés IMF 1 Dosso INFANI : La non conclusion/exécution dans les délais et la faiblesse des IMF au Niger pourraient intervenir et compromettre le financement des projets des promoteurs des chaines de valeurs animales dans les délais.. Finalement INFANI n'a pas été retenue par le FISAN. Le risque identifié devient nul	DEV	Nulle	Haute	Nul	Suivre régulièrement la mise en œuvre de la convention quand elle sera signée à travers des réunions/concertations avec l'IMF/évaluation régulière de l'état d'avancement du dossier	OUSSEINI Hamadou	En cours	31/07/2020	
					Suivre le dossier subside au niveau du siège	OUSSEINI Hamadou	En cours	31/07/2020	
					Veiller à la bonne mise en œuvre des activités de renforcement de capacités	OUSSEINI Hamadou	Prévu	30/06/2021	

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsible	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
					contenus dans la convention de subside				
Marché- NER 1606911-10031- (Travaux récupération terres pastorales -Lot 1 et Lot 2) - Le risque d''insécurité (attaques terroristes et de bandits armés) au niveau de certains sites est important et pourrait compromettre l'exécution du marché dans les délais	OPS	Faible	Moyen	Moyen	Suivre de près la situation sécuritaire dans la zone et envisager de changer de sites éventuellement	MAHAMANE Saidou	En cours	31/10/2020	La situation sécuritaire est suivie de près. Aucun chantier n'a encore été perturbé cette année
NER 1606911-10035 Convention subside Enabel-ANFICT pour le financement d'investissements structurants dans le domaine de l'élevage sous maîtrise d'ouvrage communale : Les perturbations au niveau des chantiers du fait du coid-19 (difficultés d'approvisionnement, flambée des prix de certains matériaux, etc.) pourraient entraîner un décalage dans l'exécution des travaux et la mise en oeuvre de la convention	OPS	Faible	Moyen	Moyen	Echanger avec les entrepreneurs pour l'accélération des travaux après le covid 19-	MOUMOUNI Alka	Accompli	31/07/2020	Rencontre d'échanges et de cadrage avec les entreprises pour accélérer les travaux tenues (Entreprises Wassara, ONG ILAF, EFOP, Babati, EUCB et Mahamadou Siddi).
NER 1606911-10038 Convention Subside Enabel-IMF Yarda Tarka Maggia en garantie des créances irrécouvrables : - La non conclusion/ exécution dans les délais et la faiblesse des IMF au Niger pourraient compromettre le financement des projets des promoteurs des chaines de valeurs animales dans les délais	DEV	Faible	Haute	Moyen	Suivre régulièrement la mise en œuvre de la convention quand elle sera signée à travers des réunions/concertations avec l'IMF/évaluation régulière de l'état d'avancement du dossier.	OUSSEINI Hamadou	En cours	30/06/2020	Plusieurs réunions déjà tenues avec l'IMF et avec le prestataire d'appui conseil PFI
					Suivre le dossier subside au	OUSSEINI	En cours	30/06/2020	La convention de subside a

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsible	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
					niveau du siège	Hamadou			été signée le 06/06/2020 et est en cours de mise en œuvre
					Veiller à la bonne mise en œuvre des activités de renforcement de capacités contenus dans la convention de subside	OUSSEINI Hamadou	En cours	30/06/2021	
NER 1606911-10045 Convention Subside Délégation d'activités des objectifs spécifique 3 et 4 du PRADEL au MAGEL - Recommandations MTR/EL: L'évaluation organisationnelle et institutionnelle et la lourdeur des procédures d'octroi directe de subside pourraient prendre du temps et retarder la conclusion et la mise en œuvre de la recommandation de la MTR	PRIORITAIRE	Moyen	Moyen	Moyen	Prise en charge rapide de l'évaluation organisationnelle et institutionnelle du MAG/EL par le siège d'Enabel	LASTRA Isabel	En cours	15/07/2020	L'analyse organisationnelle a été réalisée.
					Anticiper le lancement de l'étape suivante (notamment la demande d'introduction de proposition technique)	IBRAHIMA Mahamadou	Accompli	10/10/2020	La demande d'introduction de proposition technique et financière a déjà été envoyée pendant la phase d'analyse organisationnelle La demande de proposition a été reçue et un projet de convention a été élaboré Processus abandonné finalement pour impossibilité pour le MAGEL d'ouvrir un compte bancaire
MARCHE-NER1606911- Projets Pilotes Modèles: Des insuffisances dans la conception, le respect des normes et le mauvais comportement des promoteurs	DEV	Moyen	Haute	Haute	Solliciter des missions d'expertise spécialisée du siège d'Enabel et ou externe pour aider à	SARR Mamadou	En cours	28/02/2021	Une mission de backstopping réalisée en fin 2020

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsible	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
pourraient survenir et entraîner une faible rentabilité desdits projets et entamer leur caractère reproductibles					l'optimisation des PPM				
					Enclencher un processus de capitalisation des projets pilotes modèles en cours	SARR Mamadou	Prévu	28/02/2022	
					Renforcer la sensibilisation des promoteurs et des clients sur les bonnes pratiques d'hygiène	SARR Mamadou	En cours	31/10/2021	Une collaboration en cours avec l'Agence nigérienne de la normalisation et la certification ainsi que la Direction en charge de la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale
NER1606911-10006 Marché Contrôle des travaux de construction et des installations de la laiterie de Gaya: Le bureau de contrôle peut avoir des comportements laxistes dans son travail pouvant entraîner ainsi une mauvaise coordination des 2 marchés travaux et équipements de laiterie Gaya avec pour conséquences des retards d'exécution importants	PRIORITAIRE	Moyen	Haute	Haute	Recours à une assistance nationale et internationale en appui au contrôle de proximité de l'UGP sur le bureau de contrôle	MOUMOUNI Alka	En cours	31/07/2020	Un bureau d'assistance recruté
					Assurer la supervision des travaux de façon stricte par l'ATN Suivi des infrastructures et les services techniques du génie rural au niveau départemental	MOUMOUNI Alka	En cours	31/05/2021	Des rencontres et échanges périodiques (PRADEL-prestataires travaux et équipement) sont initiés permettant de faire l'état des lieux des travaux pour identifier les goulots d'étranglement et proposer des solutions.
NER1606911-10008- Marché Complément d'infrastructures publiques d'appui à l'élevage dans les régions de Dosso et de Tahoua: La non attribution	OPS	Moyen	Haute	Haute	Anticiper le lancement du marché et avoir une promptitude dans la chaîne de la commande publique	MOUMOUNI Alka	En cours	30/06/2020	Marché lancé, attribué et en cours d'exécution

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsible	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
dans les délais, la faiblesse des entreprises locales et les difficultés d'approvisionnement des chantiers pourraient survenir et entraîner un retard dans la mise en œuvre					Assurer un suivi de proximité du dispositif de suivi mis en en place avec les services techniques du Génie rural.	MOUMOUNI Alka	En cours	31/07/2021	
NER1606911-10033 - (Forage stations de pompage pastorales)- Des perturbations diverses (remise en cause des accords sociaux, indisponibilité de certains équipements -casing) peuvent survenir et entraîner un retard d'exécution de ce marché ainsi que du marché des équipements. Le marché a été exécuté dans les délais. Le risque est donc devenu nul maintenant	OPS	Nulle	Moyen	Nul	Associer les autorités locales et suivre de près les travaux et prendre les mesures appropriées	MOUMOUNI Alka	En cours	31/07/2020	Les forages ont été bien exécutés dans les délais sans remise en cause des accords sociaux. Aucune inquiétude ne se pose encore pour la suite
NER1606911-10035 Convention subside Enabel -ANFICT pour le financement d'investissements structurants dans le domaine de l'élevage sous maîtrise d'ouvrage communale : Une faible réactivité des communes (maîtres d'ouvrage des investissements) du fait de leur faiblesse en ressources humaines pourraient survenir et entraîner un décalage dans l'exécution de la convention	PRIORITAIRE	Moyen	Haute	Haute	Tenir régulièrement des réunions de suivi au niveau des régions d'intervention avec les antennes régionales de l'ANFICT et prendre les mesures adéquates en cas de difficultés	AMADOU MOUSSA Abdoulaye	En cours	31/03/2021	Tenue régulière de réunions regroupant les antennes régionales de l'ANFICT et les Coordinations régionales du PRADEL
					Faire une réunion avec le niveau central de l'ANCFIT	MOUMOUNI Alka	En cours	30/06/2020	2 rencontres semestrielles tenues entre l'UGP et le niveau central de l'ANFICT
NER1606911-10039 Travaux de réalisation de projets pilotes modèles - 2ème génération post-MTR : Les délais	DEV	Moyen	Haute	Haute	Renforcer l'équipe de préparation du marché avec diverses expertises	SARR Mamadou	Prévu	30/06/2020	Projet de CSC élaboré et validé.

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsible	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
de préparation des modèles peuvent être longs et pourraient entraîner une réalisation tardive du marché					pour élaborer les modèles de projets dans les délais requis (et mettre à profit les prestataires d'appui conseil VSF/Karkara et PFI)				

Tableau des principaux problèmes gérés durant l'année 2020

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsible	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
Les problèmes sécuritaires au Niger et dans les pays limitrophes se sont aggravés impactent la	OPS	Haute	Limiter dès le départ (dans la stratégie des chaines de valeur) les		Accompli	31/10/2018	Les bassins de concentration du PRADEL ont été choisis

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsible	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
capacité des équipes de l'intervention à travailler sur le terrain (déplacements limités ou avec escorte, impossibilité pour les prestataires d'appui conseil de se rendre dans certains villages, etc.)			zones d'intervention du Programme hors des zones à risques sécuritaires très élevés (nord Tahoua) et le faire approuver par le COPIL ;				en tenant compte de la situation sécuritaire
			Élaborer et mettre en œuvre des plans de sécurité (y inclus budget)	NIAONE Kadré Kader	En cours	23/01/2022	Le PRADEL est aligné sur le plan de sécurité d'Enabel Niger. Le recours aux consignes des autorités locales et d'Enabel (suspension temporaire, escorte dans certains cas, banalisation des véhicules, etc.) a été appliqué. Le recours aux agents locaux pour la conduite des activités a également été appliqué dans certains cas. Une formation en sécurité des agents réalisée en collaboration avec IRC. Un formulaire de sécurité est désormais rempli pour toute mission Enabel sur

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsible	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
							le terrain.
La faible volonté des différents acteurs de se coordonner et se concerter entraîne l'utilisation d'approches et critères différents dans le financement des filières et de l´entrepreneuriat, ce qui peut causer une compétition entre intervenants et créer des conditions d'inefficacité /inefficience	OPS	Moyen	Rechercher une harmonisation entre intervenants, en s´alignant le maximum que possible sur les orientations du HC I3N (FISAN)		En cours	23/01/2022	Le PRADEL s'aligne sur le FISAN
			Stimuler l'implication des PTF's dans le dialogue sur les sujets en relation avec l'approche et les modalités de financement dès le début		En cours		Discussions et échanges réguliers entre les PTF sur le FISAN, sur le crédit agricole
			Stimuler les rôles de coordination et d'harmonisation du MAG/EL à travers la composante institutionnelle		En cours		Deux comités techniques régionaux ont été mis en place pour assurer la coordination l'harmonisation des actions des intervenants du secteur de l'élevage dans les 2 régions.
L'étendue des zones d'intervention, la multiplicité des acteurs et le	DEV	Moyen	Limiter le nombre de chaînes de valeur et	NIAONE	Accompli	31/10/2018	Pris en compte dans la stratégie de

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsible	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
nombre de filières risque d'entrainer une dispersion de l'intervention et réduire ainsi son efficience et son efficacité			d'actions à mener pour améliorer significativement leur performance.	Kadré Kader			développement des chaines de valeur.
La pandémie du 'coronavirus retarde l'exécution de certaines activités	DEV	Haute	Demander l'autorisation spéciale aux autorités de poursuivre les activités terrain tout en prenant des mesures de protection des bénéficiaires et des travailleurs (sensibilisation/formation, suivi du respect des règles de distanciation par les acteurs, etc.)	MAHAMANE Saidou	En cours	31/08/2020	Les activités terrain ont été poursuivies après accord des autorités régionales et des missions de suivi du respect des consignes sanitaires sur les chantiers et aménagements ont été réalisées. La sensibilisation des bénéficiaires sur le covid a été faite sur les sites des chantiers Du gel hydroalcoolique mis à disposition de certains partenaires de travail (services techniques déconcentrés de l'Etat)
			Mettre en place avec les partenaires et les	NIAONE Kadré Kader	Accompli	15/04/2020	Des mesures ont été prises avec les partenaires

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsible	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
			bénéficiaires de nouvelles modalités de travail adaptées à la situation du covid et prenant en compte les mesures barrières (réunions restreintes, appui conseil individualisé, etc.).				pour des modalités de travail adaptées à la situation (prestataires d'appui conseil font du conseil individualisé aux bénéficiaires; des réunions via Teams sont organisées pour valider certains documents de travail avec le Ministère Agriculture et Elevage, etc.)
L'absence de filiale d'EcoBank à Dosso, non seulement expose à l'insécurité les agents du PRADEL qui assurent le transport des fonds à l'insécurité, mais aussi entraîne le report de certaines activités	FIN	Moyen	Faire un plaidoyer auprès d'Enabel siège pour l'ouverture d'un compte intermédiaire à la BOA Dosso	MINGELBIER Anne-Pierre	Accompli	31/07/2020	L'autorisation d'ouverture de compte à BOA Dosso a été obtenue du siège d'Enabel
			Ouvrir un compte bancaire auprès de BOA Dosso	GOUMEY Boubacar	En cours	31/07/2020	
Le retard pris par l'Etat dans l'opérationnalisation de la Direction générale du FISAN qui est finalement identifié pour être bénéficiaire du subside entraînera	OPS	Haute	Mettre en place d'ici mars 2020 un agent technique au niveau du FISAN pour le suivi opérationnel des subsides		Accompli	31/03/2020	Un point focal recruté par le FISAN dans le cadre de la convention subside Enabel-FISAN

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsible	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
des difficultés dans le financement des initiatives privées prévues dans le cadre du Programme			Tenir des réunions de suivi de la convention de subside	OUSSEINI Hamadou	En cours	31/03/2021	4 réunions de suivi organisées ; une mission de terrain conjointe Enabel-FISAN organisée. Un comité de suivi tripartite FISAN-ENABEL-PRADEL mis en place et tient des réunions périodiques.
L'exigence de garantie par les institutions financières pour accorder des crédits peut conduire à l'exclusion d'une grande partie de la cible du PRADEL du financement dans le cadre de l'alignement du Programme sur le dispositif/mécanisme du FISAN.	FIN	Haute	Mettre en place un mécanisme de fonds de garantie	OUSSEINI Hamadou	En cours	31/03/2020	Pour juguler ce risque, le PRADEL a initié la mise en place d'un mécanisme transitoire de garantie sous forme de dépôt de garantie. Une convention de subside en garantie des créances irrécouvrables signée avec une IMF (Yarda Tarka Maggia).
			Transférer la propriété du fonds de garantie à une structure à choisir selon les procédures d'Enabel	OUSSEINI Hamadou	Prévu	30/09/2021	
NER 1606911-10015 - Sélection prestataires d'appui conseils des promoteurs - Dosso: Il y a un décalage des activités d'appui	OPS	Faible	Tenir une réunion avec VSF-B sur la possibilité de mettre en place des approches de conseil	SARR Mamadou	Accompli	30/09/2020	Une réunion déjà tenue avec VSF-B au Niger et un terrain d'entente trouvé pour le redémarrage des

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsible	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
conseil du fait de la pandémie du COVID-19 qui a conduit VSF-B à prendre des mesures de confinement total de ses agents au Niger. Finalement, les mesures de confinement ont été levées par VSF-B et le travail se poursuit sur le terrain			adaptées à la situation et prenant en compte les mesures barrières (réunions restreintes, appui conseil individualisé,...)				activités Un plan d'activités d'un mois soumis par VSF-B et validé
			Mettre à la disposition des acteurs (prestataires, partenaires et bénéficiaires) des matériels de protection (masques, solutions hydroalcooliques)	SARR Mamadou	Accompli	31/05/2020	Kits de protection commandés et déjà mis à disposition
			Faire suppléer les agents du prestataire VSF-B par les services techniques déconcentrés de l'Etat pour l'appui conseil aux promoteurs en cas de prolongation de l'interdiction par le siège de VSF du déplacement des agents VSF sur le terrain.	SARR Mamadou	Prévu	30/06/2020	

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsible	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
NER 1606911-10021(marchés puits pastoraux-Lot 1-Dosso) La remise en cause par les populations des accords sociaux sur le choix de certains sites retarde l'exécution du marché	OPS	Haute	Proposer aux autorités régionales le choix de nouveaux sites en remplacement des sites litigieux pour la réalisation des aménagements	MAHAMANE Saidou	Accompli	05/06/2020	Une lettre de proposition de changement de site du puits pastoral de Patelnaneri a été envoyée au conseil régional de Dosso. Un autre site a été finalement choisi et les travaux du puits sont en cours
NER 1606911-10031 Faible adhésion des populations de certaines zones aux activités HIMO du fait de la faiblesse des prix proposés par le prestataire	OPS	Moyen	Impliquer les leaders communaux dans la sensibilisation des communautés	MAHAMANE Saidou	Accompli	30/06/2020	Problème résolu et travaux exécutés dans les délais
NER 1606911-10044 - Financement des projets économiques des acteurs privés des chaines de valeur d'élevage de Dosso et Tahoua- Convention subside FISAN: Le faible rythme de mise en oeuvre de la convention de subside par la DG FISAN entraîne un décalage important du financement des activités des	DEV	Haute	Poursuivre les concertations régulières de suivi avec le FISAN en impliquant la RR	OUSSEINI Hamadou	En cours	31/07/2021	6 réunions déjà tenues entre DG FISAN et PRADEL depuis 01 janvier 2020 Forte implication de la RR dans le dossier Une demande de décaissement de la 1ère tranche enfin reçue
			Faire du plaidoyer auprès	GALBUSERA	En cours	31/07/2021	Des discussions entre la

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsible	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
promoteurs et compromet l'atteinte des résultats.			de la hiérarchie du MAG/EL de du HC/I3N pour leur implication dans le suivi de la convention de subside avec la DG FISAN	Sandra			RR et le SG/MAGEL ont déjà eu lieu. Il est prévu une rencontre avec le HC I3N et le MAGEL selon l'évolution de la feuille de route élaborée lors de la rencontre entre Enabel et FISAN
			Prospecter d'autres alternatives en matière de financement et les proposer à Enabel siège (via et avec l'appui de la RR) afin de ne pas mettre le programme en péril	NIAONE Kadré Kader	Prévu	31/07/2020	
			Inviter le FISAN au Comité des Partenaires (COMPAR) prévu pour le 14/08/2020	GALBUSERA Sandra	Accompli	14/08/2020	

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Les synergies ont surtout été développées avec l'Intervention Renforcement des Capacités (IRC) à qui les activités de renforcement de capacités du PRADEL ont été transférées.
Ces synergies ont porté surtout sur (i) la mise à dispostion des personnels des antennes régionales du PRADEL pour l'organisation des activités d'IRC sur le terrain,; (ii) le partage d'informations diverses et l'invitation reciproque à des activités de chacun des projets; (iii) le partage des outils, etc. Les activités réalisées par IRC sont en complémentarité avec les actions du PRADEL comme l'attestent quelques exemples tirés du rapport d'IRC: "*(i) PRADEL a doté les structures du code rural de Tahoua en équipement informatique et IRC les a formées en informatique. ; (ii) PRADEL a aussi appuyé le MAG/EL à la mise en place du réseau intranet, d'un système d'archivage numérique et d'un système de numérisation du dispositif de suivi-évaluation et IRC a formé les cadres sur l'utilisation du site web, l'entretien et la maintenance de ces systèmes. Pour rendre opérationnel ce dispositif de suivi-évaluation, IRC a accompagné l'acquisition des compétences en suivi-évaluation, et en GAR".*

6.2 Avec les projets pour tiers.

Des échanges sur les pratiques ont eu lieu avec le Projet DURAZINDER financé par l'Union Européenne sur divers thèmes (approche chaine de valeur, démarche d'appui à l'entreprenariat, etc.). Une mission backstopping conjointe d'appui au PRADEL et DURAZINDER a été organisée et a permis de renforcer la recherche de pistes de synergie et de collaboration entre les deux projets, notamment en matière d'entreprenariat, de financement, de conseil.

6.3 Autres synergies et complémentarités

Des initiatives de synergie/complémentarité ont été développées avec certains partenaires.

- ✓ L'activité d'insémination artificielle dans nos zones a bénéficié de la complémentarité entre PRADEL et P2RS (celui-ci a fournit des semenses et PRADEL a fournit les moyens pour la sensibilisation et l'opération d'insémination).
- ✓ Des échanges réguliers d'informations ont lieu avec d'autres partenaires (LuxDev, Coopération Suisse, etc.), surtout sur la question du financement agricole.
- ✓ La mise en place des SVPP se fait dans une complémentairité VSF-Belgique et le MCA dans nos zones d'intervention
- ✓ Les comités techniques de concertation du secteur de l'élevage mis en place et appuyés au niveau régional permettent également d'avoir une certaine synergie/ harmonisation entre les différents partenaires intervenant sur le terrain qui acceptent de participer à ces cadres de concertation.
- ✓ Un partenariat avec AVI Niger – PRADEL- INRAN permis également de mettre ensemble des ressources pour une recherche-action sur les performances des aliments bétail & volaille de l'entreprise AVINiger
- ✓ Le partenariat PRADEL-INERAN a été poursuivi pour la recherche-action sur les cultures fourragères, notamment le pois d'angol.

- ✓ Un partenariat avec l'Unversité Abdou Moumini a été conclu et permet à sept étudiants de faire des stages terrain sur des thèmes en lien avec des problématiques importantes sur lesquelles le programme travaille.
- ✓ Un partenariat avec le Conseil National de Recherche Agronomique (CNRA) a permis de finaliser la capitalisation des expériences et des résultats de la recherche vétérinaire et zootechnique au dans cinq (5) thématiques : l'amélioration génétique et la reproduction, l'alimentation animale, la santé animale, la transformation des produits animaux, la socio-économie de l'élevage.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

- ✓ 1 736 ha de terres pastorales ont été restaurées avec la réalisation de 543 368 demies-lunes, la plantation de 543 368 plants et l'ensemencement des 1 736 ha.
- ✓ On note 704 nouveaux adoptants de la pratique de la régénération naturelle assistée à but pastoral (RNA) en plus des 130 pilotes formés dans la région de Tahoua pour une superficie couverte de 1 290 ha couverts avec les espèces ligneuses protégées telles que l'acacia nilotica, le balanites aegyptiaca, le combretum micrantom, le ziziphus mauriciana, l'Acacia seyal, le pilostygma reticulatum.
- ✓ Trois (3) promoteurs privés appuyés pour le fauchage et le broyage du Sida cordifolia (une plante envahissante non appétée) en vue de la production des BMD et contribuer à protéger 30 ha aires de pâturage contre l'espèce envahissante.

7.2 Genre

- ✓ Des messages radio de sensibilisation et des tables rondes radiophoniques ont été organisées sur les droits humains, les atteintes aux droits humains, la violence basée sur le genre et l'importance de la scolarisation de la jeune fille, la prise en compte de la vulnérabilité pastorale, les indicateurs liés à la vulnérabilité pastorale et les stratégies développées par les pasteurs en cas de crise.
- ✓ Le financement agricole continue de faire une discrimination positive pour les femmes (par exemple le taux de subvention est de 60% pour les groupements de femmes dans le maillon production). Par ailleurs, sur les 47 dossiers on dénombre 922 bénéficiaires individuels répartis en 606 femmes soit 65,72% (pour 63,13% du financement) et 316 hommes.
- ✓ La participation des femmes au réseau des services vétérinaires privés de proximité (SVPP) a été promue. On note 11 animatrices villageoise en aviculture et petits ruminants.
- ✓ Les travaux HIMO de récupération des terres pastorales ont connu une plus grande participation des femmes et ont engendré 565 emplois (sur un total de 960 emplois) pour femmes sur un total de 960, soit 59%.
- ✓ 6 membres du staff PRADEL ont été formés en genre et développement. Un point focal genre du PRADEL a été désigné.
- ✓ La mise en place de 17 structures locales de gestion (comités de gestion des aires de pâturage, associations des usagers du service public de l'eau, des comités de gestion

des points d'eau) a tenu compte de la participation des femmes et/ou groupes spécifiques à ces structures.

7.3 Digitalisation

- ✓ Le dispositif de suivi & évaluation du MAGEL a été élaboré et est digitalisé. Le logiciel a été conçu et la formation des acteurs est prévue en 2021 lorsque les mesures de suspension des ateliers pour cause de la covid 19 seront levées.
- ✓ Un test pilote d'utilisation des smartphones pour la collecte et le suivi des indicateurs de vulnérabilité pastoraux dans les bassins d'interventions du PRADEL amorcée en 2019 avec la Division Alerte Précoce et Structures Communautaires du DNPGCA se poursuit
- ✓ Un système digitalisé de traçabilité des flux financiers dans le cadre du financement agricole est en cours de conception.
- ✓ Un appui a été apporté au système d'information sur les marchés à bétail – 2ème génération (SIM B 2G) avec une digitalisation de la collecte des données.
- ✓ Un appui a été apporté à l'extension dans le domaine de l'élevage de la plateforme électronique d'information et de conseil (E-Extension) du RECA. Un centre d'appels en élevage a été mis en place et un groupe WhatsApp créé pour les éleveurs qui échangent des informations diverses.

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

- Le travail d'ingénierie sociale, de sensibilisation, de réalisation de couloirs de passage et autres aménagements a contribué à une réduction des conflits de 20% dans la zone d'intervention. Cela constitue un succès important à relever quand on connait le contexte de pression de plus en plus forte et la concurrence exacerbée sur les ressources en milieu agro-pastorale au Niger.

- Le développement des chaines de valeur inclusives animales commence à donner des résultats avec des cas de progrès intéressant de certaines exploitations familiales ou entreprises accompagnées qui ont doublé la productivité en lait ou le chiffre d'affaires. Ainsi, les quantités de viande produite et d'œufs connaissent des taux de croissance respectivement de 34% et de 28% par rapport à l'année 2019. Aussi, on note **une amélioration des marges bénéficiaires** (29% pour les producteurs, 88% pour les transformateurs et 56% pour les commerçants).

8.2 Les défis

- **L'accélération et la qualité du financement agricole dans la région de Dosso**

  Le retard pris dans le financement des promoteurs est énorme, surtout dans la région de Dosso. En même temps les IMF sont confrontées à des difficultés diverses dont la faiblesse des ressources financières et la nature de leurs ressources courtes qui ne permettent pas de financer des investissements à long terme.

- **Opérationnalisation des groupements d'entreprises intégrées et collaboratives (GEIC)**

  Les pré-GEIC ont été constitués en 2020, mais leur fonctionnement efficace reste à construire alors même que le projet est à sa fin. Ces GEIC constituent un socle pour l'expansion des relations d'affaires entre les membres d'une part, et entre les membres et les autres acteurs des filières/chaines de valeur animales cibles du programme.

- **Renforcement de la viabilité des projets économiques à travers l'amélioration de la qualité et de l'efficacité du conseil en entreprenariat**

  En dépit des avancées constatées au niveau des promoteurs privés, arriver à rendre viable à moyen terme leurs exploitations après l'acquisition de financement en retard, demeure un défi important. A cet égard, l'impact du conseil sur l'évolution de la performance des entreprises/exploitations accompagnées doit encore être optimisé, malheureusement à un moment où les promoteurs cèdent au découragement avec le retard pris par le financement.

- **Gestion efficace et durable des infrastructures publiques et aménagements pastoraux en cours de réalisation**

  Même si le processus d'appui à la gestion pérenne des investissements et aménagements pastoraux est enclenché et avancé dans certains cas, la question demeure dans la mesure où il s'agit surtout de changement de comportement. Dans le même temps, les autorités municipales sont en voie de changement et cela pourrait retarder certaines activités.

- **Assurer la rentabilité et la gestion pérenne des projets pilotes modèles et notamment de la laiterie de Gaya**

  Des projets pilotes modèles ont été mis en place, mais il reste encore à prouver que les promoteurs pourront les gérer de façon efficace et assurer leur rentabilité dans le long terme. Pour le cas spécifique de la laiterie de Gaya et des centres de collecte de lait, le défis est encore plus important au regard de la concurrence féroce des produits importés et la nécessité d'un niveau élevé de professionnalisme que va exiger la gestion d'une telle unité économique.

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

- Inscrire l'accompagnement des IMF dans la recherche de fonds appropriés pour le crédit agricole doit être un objectif stratégique à inscrire dans les projets qui ambitionnent s'aligner sur le dispositif du FISAN en matière de financement du monde rural.

- Le développement des chaines de valeur animales, au regard de sa pertinence pour la création des emplois et des revenus et la promotion de la sécurité alimentaire et au regard des défis structurels à relever (changement de comportement), doit être

inscrite dans une vision de moyen à long terme comportant des programmes séquentiels cohérents à mettre en œuvre.

- Le contexte de reformes de finances publiques avec notamment l'application du principe du compte unique du trésor doit être pris en compte dans le cadre des subsides à faire avec les services publics.
- En dépit des moyens importants investis, les représentants de l'Etat n'arrivent pas dans certains cas à faire respecter les dispositions régissant le foncier rural ; ces cas de remise en cause pouvant se diffuser et entrainer d'autres cas de remise en cause, il est important de travailler aussi sur la légitimité et la crédibilité de l'autorité de l'Etat.
- L'insécurité va grandissante et les organisations internationales prennent de plus en plus de mesures strictes de prudence. Dans ce contexte, une réflexion plus approfondie sur les modalités pratiques d'intervention et de collaboration plus accrue avec des organisations locales doit être développée.

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
La remise en cause des accords sociaux dans le cadre de la réalisation de certains aménagements pastoraux démontre une fois de plus la sensibilité de la question du foncier rural et la nécessité de renforcer les représentants de l'Etat à assumer mieux leurs responsabilités face aux remises en cause de l'autorité de l'Etat	Etat
Les changements dans les pratiques d'élevage au niveau des promoteurs sur la base du conseil agricole uniquement sans le financement des activités sont très lents voire difficiles alors même que la stratégie ne prévoit pas l'appui financier dans tous les cas.	Intervention Enabel
Les questions d'insécurité se posent de plus en plus dans certaines zones d'intervention du programme et les standards des organisations internationales, partenaires d'exécution, sont élevées. Il y a la nécessité de renforcer la collaboration avec des structures nationales/locales	Intervention, Portefeuille Enabel
Les difficultés des IMF à trouver des ressources longues pour le financement des investissements à moyen et long terme est une réalité qui nécessite de prévoir un accompagnement adéquat des IMF pour leur permettre d'être plus efficaces en matière de financement agricole	Portefeuille Enabel
Certaines communes posent la question de la nécessité de passer par l'ANFICT lorsque les montants de subvention par commune sont aussi modestes comme dans le cas du PRADEL. Un plus grand focus géographique permettrait d'avoir des montants plus élevés par commune rendant plus pertinent l'approche ANFICT.	Etat / Enabel
Pour des promoteurs dont les besoins d'investissement sont modestes, les activités encore précaires et la rentabilité limitée, le recours au crédit dès la première année d'accompagnement peut être hasardeux. Il peut être plus pertinent de recourir à un système transitoire de financement autre que celui du FISAN (crédit, subvention et apport personnel).	Etat

Enseignements tirés	Public cible
Certains services techniques sollicitent parfois une prise en charge de leurs appuis aux communes sans que ces services techniques n'aient effectué des déplacements sur le terrain (il s'agit donc de travail de bureau). Aucun cadre légal ne permet de faire cela. Il y a nécessité de trouver une réponse adéquate à cette question qui perturbe la collaboration communes-services techniques déconcentrés	Etat

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Conformément à la décision du COPIL, l'indicateur **« Nombres d'emplois créés dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements pastoraux »** a été ajouté au niveau du RESULTAT « 2.1: Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaire, sont aménagés et maintenus ».

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Le tableau de suivi de l'ensemble des décisions du comité de pilotage (COPIL) jusqu'au 31/12/2020 se présente ainsi qu'il suit :

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
1	La baseline du Programme devra être disponible dans un délai maximum de 9 mois à compter de ce jour ;	janv-18	PV COPIL	Réaliser la baseline	UGP	31/10/2018	Rapport baseline adopté	CLOS
				Réaliser la situation de référence			Réalisé	
2	Mettre en place un mécanisme de suivi des exonérations comprenant la DRFM du MAG/EL), Enabel et l'unité de gestion du PRADEL ;	janv-18	PV COPIL	Mettre en place le mécanisme de suivi des exonérations	UGP	Immédiat		EN COURS
3	Prévoir la participation au COPIL du Responsable du Budget-programme « Productions Animales du MAG/EL».	janv-18	PV COPIL	Inviter le Responsable du Programme Productions Animales aux réunions du COPIL	UGP	Continu	Le Responsable du Budget-Programme « Productions animales du MAG/EL participe régulièrement au COPIL	CLOS
4	Le réaménagement budgétaire prenant en compte l'Expert Filières dans le budget du PRADEL est approuvé.	janv-18	PV COPIL	Adapter le FIT au réaménagement budgétaire	UGP	Immédiat	Réalisé	CLOS
5	La proposition de budget de la contrepartie nationale est adoptée avec la recommandation de créer une ligne dédiée au fonctionnement du COPIL	janv-18	PV COPIL	Créer une ligne dédiée au fonctionnement du COPIL dans le budget de la contrepartie nationale	UGP	Immédiat		EN COURS
6	Le recrutement de 2 chauffeurs est approuvé	janv-18	PV COPIL	Recruter les 2 chauffeurs en temps opportun	UGP	Selon programmation de l'achat des véhicules	Réalisé	CLOS
7	Le recrutement de 2 personnels d'entretien est approuvé	janv-18	PV COPIL	Recruter les 2 personnels d'entretien en temps opportun pour les coordinations régionales de Dosso et de Tahoua	UGP		Réalisé à travers des contrats de prestation	CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	**Décisions**	**Période d'identification**	**Source***	**Action(s)**	**Resp.**	**Echéance**	**Avancement**	**Statut**
8	Le PRADEL doit apporter un appui à la campagne de vaccination de 2018 afin de contribuer à résoudre la crise pastorale qui s'annonce	janv-18	PV COPIL	Signer des contrats avec des SVPP à Dosso pour la vaccination du cheptel	UGP	01/05/2018	3 contrats signés et mis en œuvre avec 3 SVPP à Dosso	CLOS
				Accompagner les STDs Elevage dans le suivi de la campagne de vaccination	UGP	01/05/2018	3 missions de supervision effectuées	
9	Le PRADEL doit apporter une contribution financière pour la tenue des états généraux du foncier rural compte tenu de l'impact de cette activité sur l'avenir du foncier rural et donc du pastoralisme	janv-18	PV COPIL	Identifier et prendre en charge des activités rentrant dans le cadre des états généraux du foncier rural	UGP	31/03/2018	Réalisé	CLOS
10	Le manuel de gestion complémentaire du PRADEL est adopté	oct-18	PV COPIL	Mettre en œuvre le manuel de gestion	UGP	Continu	Manuel adopté et en cours de mise en œuvre	CLOS
11	Le Ministère du Plan a été inclus comme membre de plein droit du CoPil.	oct-18	PV COPIL	Inviter le Ministère du Plan lors des COPIL	UGP	Continu	Le Ministère du Plan participe régulièrement au COPIL	CLOS
12	Appuyer le RECA dans l'extension de ses services digitalisés au secteur de l'élevage	déc-18	PV COPIL	Tenir une rencontre avec RECA et définir les besoins et modalités d'appui	UGP	31/03/2021	Un appui en cours pour la promotion de E-extension dans l'élevage	En cours
13	Créer un groupe de réflexion sur la question de l'élevage dans la facilité 1 du FISAN afin de nourrir la réflexion sur comment financer l'élevage	déc-18	PV COPIL	Mettre en place le groupe de réflexion et l'animer	UGP		La réflexion sur le financement de l'élevage est prise en compte dans le groupe PTF FISAN	EN COURS
14	Faire ressortir les points de connexion entre la stratégie chaines de valeur du PRADEL et les structures intervenant dans les stratégies/politiques nationales en matière de conseil agricole (APCA, SNCA et les CRA)	déc-18	PV COPIL	Prendre en compte APCA, SNCA, CRA dans le document de stratégie opérationnelle du PRADEL	UGP		La CRA est prise en compte dans le dispositif d'appui conseil, mais son rôle doit être renforcé/plus valorisé	Clos
15	Document de stratégie opérationnelle de développement de chaines de valeur animale du PRADEL est adopté	déc-18	PV COPIL	Mettre en œuvre la stratégie opérationnelle de développement des chaines de valeur			La stratégie opérationnelle de développement des chaines de valeur en cours de mise en œuvre	EN COURS
16	Le rapport résultats 2018 du PRADEL est adopté	14/02/2019	PV COPIL					CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	**Décisions**	**Période d'identification**	**Source***	**Action(s)**	**Resp.**	**Echéance**	**Avancement**	**Statut**
17	La planification opérationnelle 2019 du PRADEL est adoptée	14/02/2019	PV COPIL					CLOS
18	Renforcer le dialogue opérationnel avec la direction du FISAN	14/02/2019	PV COPIL	Tenir des rencontres d'échange entre PRADEL et FISAN	UGP	Continu	Plusieurs réunions tenues avec le DG et les agents du FISAN	EN COURS
19	Le manuel de procédure pour l'identification, la sélection et le financement des projets économiques et plans d'affaires (PEPA) des promoteurs des chaines de valeur Bétail-viande, Lait et Aviculture dans les régions de Tahoua et Dosso est adopté sous réserve de la prise en compte des observations du siège d'Enabel	14/02/2019	PV COPIL	Mettre en œuvre le manuel	UGP	31/12/2019	La sélection des promoteurs a été effectuée	CLOS
20	La feuille de route et le financement du projet de réhabilitation et de restructuration de la laiterie semi industrielle de Gaya sont adoptés	14/02/2019	PV COPIL	Mettre en œuvre la feuille de route et le financement du projet de réhabilitation et de restructuration de la laiterie semi industrielle de Gaya sont adoptés		31/10/2021	L'étude de faisabilité de la laiterie a été réalisée et la recherche de financements en cours	EN COURS
21	Le financement de 10 PPM des projets pilotes modernes est adopté	14/02/2019	PV COPIL	Réaliser les 10 PPM		31/12/2020	Les marchés publics ont été lancés et les offres évaluées et 34 femmes promotrices d'embouche bovine ont été financées	EN COURS
22	Les lignes directrices pour l'appel à proposition portant sur l'établissement du portefeuille des bénéficiaires du PRADEL sont adoptées sous réserve de la prise en compte des observations du sièges d'Enabel	14/02/2019	PV COPIL					CLOS
23	Le manuel de financement des infrastructures structurantes est adopté sous réserve des observations du siège d'Enabel	14/02/2019	PV COPIL					CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	**Décisions**	**Période d'identification**	**Source***	**Action(s)**	**Resp.**	**Echéance**	**Avancement**	**Statut**
24	Les Présidents des Conseils Régionaux de Dosso et Tahoua sont dorénavant membres du COPIL de PRADEL	14/02/2019	PV COPIL	Informer et inviter les Présidents des Conseils Régionaux de Dosso et Tahoua aux sessions du COPIL de PRADEL	UGP	Continu	Les Présidents des Conseils Régionaux de Dosso et Tahoua participent désormais au COPIL de PRADEL	CLOS
25	Approbation de la création du fonds de garantie et de la proposition de réaménagement budgétaire sous réserve du quitus du siège d'Enabel	14/02/2019	PV COPIL	Mettre en place le fonds de garantie	UGP	31/12/2020	Le mécanisme de garantie a été élaboré Une IMF contractualisée 2 IMF en cours de contractualisation	EN COURS
26	Le COPIL autorise le PRADEL à recruter un ATN / Gouvernance et résilience pastorale	14/02/2019	PV COPIL	Recruter un ATN / Gouvernance et résilience pastorale	UGP	31/08/2019	ATN Gouvernance et résilience pastorale recruté	CLOS
27	Le COPIL autorise le PRADEL à recruter un Aide Comptable	14/02/2019	PV COPIL	Recruter un Aide Comptable	UGP	31/08/2019	L'aide comptable a été recruté	CLOS
28	Il est autorisé le recrutement d'un Expert marchés Publics à prendre en charge sur le budget du PRADEL (50%) et le budget du PASS (50%) par la coopération belge.	28/06/2019	PV COPIL	Recrutement de l'Expert Marchés publics	UGP	04/12/2019	Un expert Marchés publics recruté et pris fonction en décembre 2019	CLOS
29	Accompagner le processus du Schéma d'Aménagement Foncier (SAF) de Tahoua. A cet effet, le PRADEL doit commencer par financer l'organisation d'un atelier pour la validation de la feuille de route d'élaboration du Schéma d'Aménagement Foncier de la région de Tahoua suivant le guide national d'élaboration des SAF	24/10/2019	PV COPIL	Financer l'atelier d'adoption de la feuille de route et accompagner le processus SAF	UGP	31/03/2020	Atelier de validation organisé (difficultés liées au fait que Conseil Régional exige la mise à disposition directe des fonds alors qu'aucune convention de subside n'existe entre le conseil régional et Enabel)	CLOS
30	Le bilan de la mise en œuvre des activités du 01 janvier au 30 septembre 2019 est adopté	24/10/2019	PV COPIL					CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	**Décisions**	**Période d'identification**	**Source***	**Action(s)**	**Resp.**	**Echéance**	**Avancement**	**Statut**
31	Le rapport de l'étude sur la situation de référence des indicateurs du PRADEL est adopté sous réserve d'éliminer du cadre logique, les indicateurs difficiles à renseigner et les indicateurs composites	24/10/2019	PV COPIL	Eliminer du cadre logique, les indicateurs difficiles à renseigner et les indicateurs composites	UGP	31/12/2019	Une enquête exhaustive réalisée a permis de déterminer les valeurs de référence des indicateurs recomposés et d'autres indicateurs pour lesquels l'étude situation de référence n'a pas été assez fiable	CLOS
32	Accélérer le processus d'alignement des perdiem sur le système nigérien.	26/02/20	PV COPIL	Suivi du processus d'alignement des perdiem sur le système nigérien.	UGP	31/12/2020	Nouveau protocole sur les perdiems est déjà en vigueur	CLOS
33	Assurer un suivi de haut niveau de la convention Enabel-FISAN	26/02/20	PV COPIL	Mettre en place un comité de suivi de la convention PRADEL-FISAN	UGP	Continu	Plusieurs réunions tenues entre l'équipe FISAN et l'ATN Entreprenariat et Financement. Des réunions mensuelles sont régulièrement tenues et ont permis la signature de la convention FISAN-YARDA TARKA MAGIA. Des négociations en cours avec Capital Finance, HINFANI et ARK	EN COURS
34	Calculer la contribution de l'ETAT pour l'intégrer dans les dépenses du projet (en termes de contribution financière, d'exonération, salaires, contribution physique (de bâtiments, eau, électricité, etc.) dans les rapports de résultats	26/02/20	PV COPIL	Tenir une fiche de suivi des la contribution de l'Etat dans la mise en œuvre du projet. Etablir une situation de l''état d'avancement de la contribution	UGP	Continu	Une fiche est déjà tenue par le RAF du projet	EN COURS
35	Inviter le FISAN, l'ANCFIT et le Ministère de l'Entreprenariat des jeunes au COPIL du PRADEL, comme observateurs des prochains COPIL	26/02/20	PV COPIL	Envoyer des lettres d'information aux responsables de FISAN, l'ANCFIT et du Ministère de	UGP	30/06/2020	L'ANCFIT, le FISAN et Le Ministère de l'entreprenariat des jeunes ont été invités et ont participé à la session	CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
				l'Entreprenariat des jeunes de la décision du COPIL du PRADEL de les intégrer dans les membres du COPIL comme observateurs			extraordinaire du COPIL du PRADEL Tenu le 10 juin 2020	
36	Organiser un atelier sur les subsides et les gros marchés d'ici avril 2020, en impliquant le MAG/EL	26/02/20 26/02/20	PV COPIL PV COPIL	Elaborer tous les TDR relatifs aux subsides et marchés publics	UGP	30/04/2020	Tous les TDR sont élaborés et centralisés au niveau du projet	CLOS
				Tenir l'atelier de validation des TDR	UGP	30/04/2020	Réalisé	CLOS
37	Organiser une réunion tripartite MAG/EL – VSF – PRADEL autour de la question de formation des auxiliaires d'élevage à l'école des Surveillants d'élevage de Maradi	26/02/20	PV COPIL	Rédiger et envoyer des lettres à VSF et au MAG/EL à réunion tripartite et tenir la réunion	UGP	30/06/2020	Réunion tripartite tenue entre MAG/EL - VSF/B et PRADEL et décision prise de poursuivre dans le format actuel déjà convenu. Les prochaines collaborations devront changer	CLOS
38	La délégation de certaines activités des objectifs spécifiques 3 et 4 du PRADEL au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage est approuvé	10/06/2020	PV COPIL	Elaborer et soumettre la demande d'opportunité d'octroi direct	UGP	30/06/2020	Demande d'opportunité introduite et acceptée	CLOS
				Recruter un prestataire et réaliser l'analyse organisationnelle	UGP	30/09/2020	Prestataire recruté et analyse organisationnelle réalisée	CLOS
				Solliciter une demande de proposition au MAGEL	UGP	31/07/2020	Demande de proposition d'action envoyée	CLOS
				Réceptionner et analyser la demande d proposition du MAGEL	UGP	31/10/2020	Proposition d'actions formulée et envoyée par le MAGEL à Enabel et analysée	CLOS
				Elaborer et soumettre convention de subside	UGP	30/11/2020	Projet de convention de subside élaboré mais abandonné car impossibilité pour le MAGEL d'ouvrir un	CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
							compte bancaire	
39	Le transfert de certaines activités de renforcement de capacités du PRADEL à l'Intervention Renforcement des Capacités (IRC) est approuvé.	10/06/2020	PV COPIL	Transférer les activités à IRC	UGP	31/07/2020	Les activités ont été transférées à IRC	CLOS
40	La proposition de glissement de la période de mise en œuvre de six (6) mois du PRADEL (31/01/2022) est approuvée.	10/06/2020	PV COPIL	Faire la planification du budget et des actions en tenant compte de cet aménagement	UGP	15/10/2020	La planification financière et opérationnelle a été revue	CLOS
41	La note de position du Management sur les recommandations de l'évaluation à mi-parcours du PRADEL est approuvée	10/06/2020	PV COPIL	Mettre en œuvre le plan d'actions contenu dans la note de position	UGP	Continu	La planification financière et opérationnelle a été revue	EN COURS
42	Le recrutement d'un contrôleur de gestion supplémentaire est approuvé par le COPIL	10/06/2020	PV COPIL	Recruter le contrôleur de gestion	UGP	31/12/2020	Le processus de recrutement du contrôleur de gestion est lancé	EN COURS

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

Dans le cadre du conseil agricole, un accent sera mis sur une plus grande implication des services techniques déconcentrés de l'élevage et des chambres régionales d'agriculture.

9.4 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Pour l'objectif spécifique 1 :		
Accélérer le recrutement d'autres IMFs dans la région de Dosso afin d'accélérer le financement dans ladite région qui accuse actuellement un retard important par rapport à la région de Tahoua	FISAN	31/03/2021
Accompagner les IMF dans la recherche de fonds stables et moins couteux car leurs ressources propres actuelles sont limitées et ne permettent pas non plus de faire des crédits long terme	Etat	Continu
Prévoir des modalités de financement plus souples pour les promoteurs dont les montants des besoins d'investissements sont modestes si les difficultés du circuit FISAN persistent	Etat	Continu
Inscrire l'assouplissement des conditions de subside pour les organisations publiques ne pouvant pas ouvrir de comptes bancaires (par exemple accepter le principe de paiement par Enabel)	Enabel	Continu
Adopter un mode de gestion de la laiterie privilégiant le recours à un professionnel engagé et qualifié et prévoir un accompagnement de l'Etat	MAGEL	36/06/2021

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		X		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
X	**B**	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
…	**C**	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
…	**D**	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
X	**B**	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	**B**	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
X	**B**	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
X	**B**	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		X		

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?		
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X	**B**	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?		
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X	**B**	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).		
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D		
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	**A**	**B**
		X
	C	**D**
4.1 Durabilité financière/économique ?		
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
X	**C**	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X	**B**	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
X	**A**	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives

		sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	**B**	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
OG	Objectif global : Les populations impliquées dans des activités liées à l´élevage familial dans les régions de Tahoua, Dosso sont accompagnées pour contribuer à rendre les systèmes de l'élevage plus résilients, durables et performants	- Augmentation de la contribution des filières élevage au PIB Agricole de 35% à 37%	Etudes et rapports Institut national des statistiques, HCI3N , DNPGCCA	- Poursuite de la politique de décentralisation et de déconcentration - Stabilité politique et institutionnelle - Maintien de la stabilité sécuritaire
OS1	Objectif spécifique 1 : Les chaînes de valeur inclusives liées à l´élevage sont développées et créent des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes	- Production de viande dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg) - Production de lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg) - Production d'œufs dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (unité) - Quantité de Viande transformée dans les unités de transformation encadrés par le PRADEL - Quantité de lait transformée dans les unités de transformation encadrés par le PRADEL - Taux d'accroissement de la marge nette des producteurs familiaux financés par le PRADEL	- Rapports MAG/EL (DDP) - Rapports de suivi de l´intervention	- Des services d´accompagnement de qualité sont disponibles

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
		- Taux d'accroissement de la marge nette des transformateurs familiaux financés par le PRADEL - Taux d'accroissement de la marge nette des commerçants familiaux financés par le PRADEL		
R 1.1	Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l´angle genre/jeunes) sont définies pour les 2 régions	- Nombre de stratégies de chaînes de valeur élaborées	- Rapports et documents de l´intervention - Rapports des études, stratégies opérationnelles actualisées	- Volonté des autorités de développer des chaînes de valeur inclusives, sensibles aux femmes et aux jeunes
R 1.2	Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés	- Quantité de matière sèche produite ou ramassée avec l'appui du PRADEL - Nombre de SVPP installés et fonctionnels dans la région de Dosso et Tahoua	- Rapport de Pradel ; Rapport mission d'évaluation de la biomasse, de la paille ramassée et des cultures fourragères - Rapport VSF-BE/Karkara et rapport PRADEL	- La politique de privatisation de la fonction vétérinaire et de mandat sanitaire est maintenue - Conditions climatiques et pluviométrie normaux
R 1.3	L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité/promu et accompagné	- Nombre d'acteurs (groupement, individus.) qui ont été accompagnés - Pourcentage d'entreprises appuyées qui ont progressé du stade de subsistance (AGR), embryonnaire au stade émergent ou autonome	- Rapports de résultats de l´intervention - Enquête auprès des acteurs	- Durabilité du dispositif d'accompagnement de l'entreprenariat

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
R 1.4	Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels	- Nombre de projets collaboratifs et des sous-projets (individuels et collectifs) intégrés financés (Projets Econmiques et Plans d'Affaire (PEPA) - Pourcentage d´infrastructures structurantes financées qui sont bien gérés	- Rapports opérateurs financiers - Rapports de suivi de l´intervention	- Les bénéficiaires ciblés sont les bénéficiaires réels - Réticences aux crédits bancaires
R 1.5	La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées	- Pourcentage d'organisations des acteurs des filières appuyé par le PRADEL qui sont fonctionnelles	- Rapports de suivi de l´intervention - Enquête auprès des organisations d'acteurs des filières	- Volonté des acteurs de se coordonner
OS2	Objectif spécifique 2 : L´accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement	- Proportion de baisse des conflits liées à l'accès et au contrôle des ressources pastorales - Taux d'accès du bétail aux ouvrages hydrauliques - Taux d'accès du bétail à l'espace pastoral aménagé et sécurisé - Pourcentage des couloirs de passage de la zone d'intervention aménagés - **Nombre d'emplois créés dans le cadre de la mise en œuvre des**	- Rapports DDP et DREL - Rapports de suivi de l´intervention - Rapports des structures du code rural - Rapport d'enquête	- Changement de vocation des espaces restaurées (glissent vers les agriculteurs) - Occupation et vente des espaces pastoraux malgré l´existence d´actes de sécurisation foncière

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
		aménagements pastoraux		
R 2.1	Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus	- Pourcentage des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL qui sont sécurisés (actes délivrés et enregistrés au dossier rural) - Pourcentage des aménagements mis en place ou réhabilités qui sont gérés correctement	- Dossier communal des COFOCOM - Comptes rendus des commissions communales et des COFODEP - Rapports de suivi de l´intervention	- Les parties prenantes dans la gestion des ressources pastorales s'accordent sur les modes de gestion - Les éleveurs assurent une gestion respectueuse des ressources pastorales
R 2.2	Les systèmes et les canaux d´information et communication utilisés par les éleveurs et des autres acteurs des filières animales sont améliorés et renforcés	- Pourcentage d'utilisateurs du système d'information et de communication qui sont satisfaits	- Enquête auprès des utilisateurs - Rapports de suivi de l´intervention	- Mise en place effective des systèmes et canaux d'information et de communication au profit des éleveurs
OS3	Objectif spécifique 3: Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées	- Degré de prise en compte des modèles revus ou développés dans les actions promues par le DNP/GCCA et les services techniques pour renforcer la résilience des (agro) éleveurs	- Rapports d´évaluation des actions (DNP/GCCA, communes) - Rapport de suivi de l'intervention	
R 3.1	Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des	- Nombre de paramètres spécifiques liés à l´élevages intégrés dans le dispositif DNP/GCCA et les OSV et SCAP-RU	- Rapports des communes et DNP/GCCA	Peu de coordination entre les collectivités territoriales et les structures du DNP/GCCA

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
	éleveurs et des pasteurs	- % de collectivités locales appuyées dans le cadre du PRADEL qui ont un plan de réponse aux crises, qui prend en compte les spécificités du monde des pasteurs et des agropasteurs,		
R 3.2.	Des modèles et actions spécifiques en élevage développés, capitalisés et mis en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables	- Nombre de modèles et actions spécifiques de résilience en élevage développés et diffusés ou capitalisés et diffusés	- Rapports de suivi de l´intervention	
OS4	Objectif spécifique 4: La gouvernance du secteur est renforcée	- Evolution du niveau de la performance du MAG/EL dans les domaines du pilotage et de gestion du ministère (programmation, suivi et évaluation, coordination, communication, accompagnement des OPELs, GRH) - Evolution de la capacité des communes d'intervention en maîtrise d'ouvrage des investissements structurant d'intérêt général et en transfert de leur gestion aux usagers du secteur de l'élevage	- Enquêtes auprès des acteurs clés (MAG/EL et communes) - Enquête auprès des membres des OPELs - Rapports de suivi de l´intervention	- Une volonté des acteurs d´améliorer la gouvernance - L´Etat poursuit ses efforts de renforcement des STDs - La politique de décentralisation est maintenue
R4.1	Les connaissances dans le secteur sont améliorées et contribuent à l´élaboration des stratégies et politiques	- Nombre de (a) publications, (b) ateliers, (c) conférences, (d) études et recherches-actions appuyé par le PRADEL	Rapports de suivi de l´intervention Documents et études au niveau du MAG/EL, RECA	- Les acteurs et intervenants sur le terrain sont intéressés à partager et discuter leurs expériences

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
R4.2	La coordination et la communication dans le secteur sont renforcées	- Nombre d'espaces de coordination/ concertation des acteurs de l'élevage mis en place et fonctionnels avec l'appui du PRADEL - Degré de mise en œuvre du plan de communication du MAGEL	PVs des réunions de coordination ; Rapports MAG/EL Matériel de communication disponible au niveau du MAG/EL Site-webs RECA, MAG/EL Rapports de suivi de l´intervention	- Une volonté et capacité de se coordonner au niveau institutionnel et local
R4.3	Les capacités organisationnelles des acteurs publics du secteur de l'élevage sont renforcées pour mieux jouer leur rôle dans le secteur	- Nombre d'outils mis en place et opérationnels au niveau du MAGEL (outils de planification, suivi & évaluation au niveau du MAG/EL et ses STD etc,) - Pourcentage de communes appuyées par le PRADEL disposant d'outils opérationnels de maîtrise d'ouvrage dans le domaine de l'élevage	Rapports de programmation et de S&E du MAG/EL et DRELs Rapports des communes Rapport suivi de l'intervention	- Une volonté et intérêt des acteurs d´améliorer leurs capacités pour mieux jouer leur rôle
R4.4	Les capacités des OPEL faitières sont renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs et le plaidoyer pour influencer les politiques	- Nombre d'initiatives de plaidoyer et de lobbying par des OPEL faitières appuyés par le PRADEL	Rapports des Organisations de coupole /auto-évaluations	Une bonne synergie avec les autres intervenants appuyant les OPELs
R4.5	Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés sont promus	- Nombre de personnes sensibilisées par le PRADEL sur les droits et devoirs des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs	Rapports de suivi de l´intervention Rapport de mise en œuvre de la prestation	Les autorités ne veulent pas reconnaître les problèmes des droits des groupes défavorisés

10.3 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
MTR (enregistrement du rapport)	Oui
Planning de l'ETR (os2, 3 et 4 uniquement)	09/2021
Missions de backstopping depuis le 01/01/2018	22-26/04/2021

10.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

LIGNE BUDGETAIRE	BUDGET TOTAL Euro	DEPENSE AU 31/12/2020 en Euro	SOLDE AU 31/12/2020 en Euro	TAUX D'EXECUTION
NER1606911_A0101	118 292,00	120 089,81	-1 797,81	102%
NER1606911_A0102	6 516,00	6 837,28	-321,28	105%
NER1606911_A01	124 808,00	126 927,09	-2 119,09	102%
NER1606911_A0201	381 214,00	315 725,48	65 488,52	83%
NER1606911_A0202	150 838,00	112 984,17	37 853,83	75%
NER1606911_A0203	157 475,00	2 093,15	155 381,85	1%
NER1606911_A0204	287 490,00	353 578,25	-66 088,25	123%
NER1606911_A02	977 017,00	784 381,05	192 635,95	80%
NER1606911_A0301	888 724,00	709 403,54	179 320,46	80%
NER1606911_A0302	384 739,00	513 119,18	-329 538,80	133%
NER1606911_A03	1 273 463,00	1 222 522,72	-150 218,34	96%
NER1606911_A0401	2 036 609,00	501 533,10	1 435 075,90	25%
NER1606911_A0402	794 713,00	513 005,82	281 707,18	65%
NER1606911_A0403	20 244,00	86 211,15	-65 967,15	426%
NER1606911_A04	2 851 566,00	1 100 750,07	1 650 815,93	39%
NER1606911_A0501	268 814,00	49 251,01	219 562,99	18%

LIGNE BUDGETAIRE	BUDGET TOTAL Euro	DEPENSE AU 31/12/2020 en Euro	SOLDE AU 31/12/2020 en Euro	TAUX D'EXECUTION
NER1606911_A0502	141 374,00	82 325,49	59 048,51	58%
NER1606911_A05	410 188,00	131 576,50	278 611,50	32%
TOTAL A	5 637 042,00	3 366 157,43	1 969 725,95	60%
NER1606911_B0101	77 049,00	74 069,70	2 979,30	96%
NER1606911_B0102	1 958 794,00	1 353 370,22	605 301,82	69%
NER1606911_B0103	246 774,00	54 427,31	192 346,69	22%
NER1606911_B0104	49 735,00	93 735,79	-44 000,79	188%
NER1606911_B01	2 332 352,00	1 575 603,02	756 627,02	68%
NER1606911_B0201	121 521,00	74 559,35	46 961,65	61%
NER1606911_B0202	67 374,00	67 659,85	-285,85	100%
NER1606911_B02	188 895,00	142 219,20	46 675,80	75%
TOTAL B	2 521 247,00	1 717 822,22	803 302,82	68%
NER1606911_C0101	65 365,00	31 301,08	34 063,92	48%
NER1606911_C0102	74 041,00	97 791,11	-23 750,11	132%
NER1606911_C01	139 406,00	129 092,19	10 313,81	93%
NER1606911_C0201	2 917,00	8 014,40	-5 097,40	275%
NER1606911_C0202	56,00	1 103,35	-1 047,35	1970%
NER1606911_C02	2 973,00	9 117,75	-6 144,75	307%
TOTAL C	142 379,00	138 209,94	4 169,06	97%
NER1606911_D0101	230 005,00	137 344,82	92 660,18	60%
NER1606911_D0102	109 225,00	66 537,75	42 687,25	61%
NER1606911_D01	339 230,00	203 882,57	135 347,43	60%
NER1606911_D0201	59 361,00	34 343,59	25 017,41	58%
NER1606911_D0202	156 162,00	165 191,41	-9 029,41	106%
NER1606911_D02	215 523,00	199 535,00	15 988,00	93%
NER1606911_D0301	397 473,00	428 706,46	-31 233,46	108%

LIGNE BUDGETAIRE	BUDGET TOTAL Euro	DEPENSE AU 31/12/2020 en Euro	SOLDE AU 31/12/2020 en Euro	TAUX D'EXECUTION
NER1606911_D0302	60 640,00	24 511,38	36 128,62	40%
NER1606911_D03	458 113,00	453 217,84	4 895,16	99%
NER1606911_D0401	208 772,00	72 764,17	136 007,83	35%
NER1606911_D0402	10 017,00	4 032,96	5 984,04	40%
NER1606911_D04	218 789,00	76 797,13	141 991,87	35%
NER1606911_D0501	39 666,00	39 947,53	-281,53	101%
NER1606911_D05	39 666,00	39 947,53	-281,53	101%
TOTAL D	1 271 321,00	973 380,07	297 940,93	77%
NER1606911_X0102	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
TOTAL X	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
NER1606911_Z0101	125 713,00	96 310,83	29 402,17	77%
NER1606911_Z0102	486 532,00	290 986,10	195 545,90	60%
NER1606911_Z0103	1 153 730,00	704 245,96	449 484,04	61%
NER1606911_Z0104	68 874,00	16 040,72	52 833,28	23%
NER1606911_Z0105	524 980,00	197 346,31	327 633,69	38%
NER1606911_Z0106	1 056 041,00	686 453,05	369 587,95	65%
NER1606911_Z01	3 415 870,00	1 991 382,97	1 424 487,03	58%
NER1606911_Z0201	180 600,00	182 041,28	-1 441,28	101%
NER1606911_Z0202	23 438,00	24 315,26	-877,26	104%
NER1606911_Z0203	38 046,00	39 151,41	-1 105,41	103%
NER1606911_Z0204	23 914,00	23 919,87	-5,87	100%
NER1606911_Z0205	18 702,00	19 060,62	-358,62	102%
NER1606911_Z02	284 700,00	288 488,44	-3 788,44	101%
NER1606911_Z0301	128 454,00	118 044,79	10 409,21	92%
NER1606911_Z0302	148 557,00	86 509,05	62 047,95	58%
NER1606911_Z0303	69 120,00	85 158,12	-16 038,12	123%

LIGNE BUDGETAIRE	BUDGET TOTAL Euro	DEPENSE AU 31/12/2020 en Euro	SOLDE AU 31/12/2020 en Euro	TAUX D'EXECUTION
NER1606911_Z0304	28 420,00	18 083,25	10 336,75	64%
NER1606911_Z0305	12 421,00	11 730,82	690,18	94%
NER1606911_Z0306	23 936,00	17 309,48	6 626,52	72%
NER1606911_Z0307	8 321,00	320,15	8 000,85	4%
NER1606911_Z0308	28 770,00	14 593,88	14 176,12	51%
NER1606911_Z03	447 999,00	351 749,54	96 249,46	79%
NER1606911_Z0401	188 440,00	150 543,18	37 896,82	80%
NER1606911_Z0402	50 000,00	0,00	50 000,00	0%
NER1606911_Z0403	43 975,00	6 017,95	36 707,05	14%
NER1606911_Z04	282 415,00	156 561,13	124 603,87	55%
NER1606911_Z9998	-3 165,00	2 813,66	-5 978,66	-89%
NER1606911_Z9999	192,00	18 461,39	-18 269,39	9615%
NER1606911_Z99	-2 973,00	21 275,05	-24 248,05	-716%
TOTAL Z	4 428 011,00	2 809 457,13	1 617 303,87	63%
TOTAL GENERAL	14 000 000,00	9 005 026,79	4 692 442,63	64%